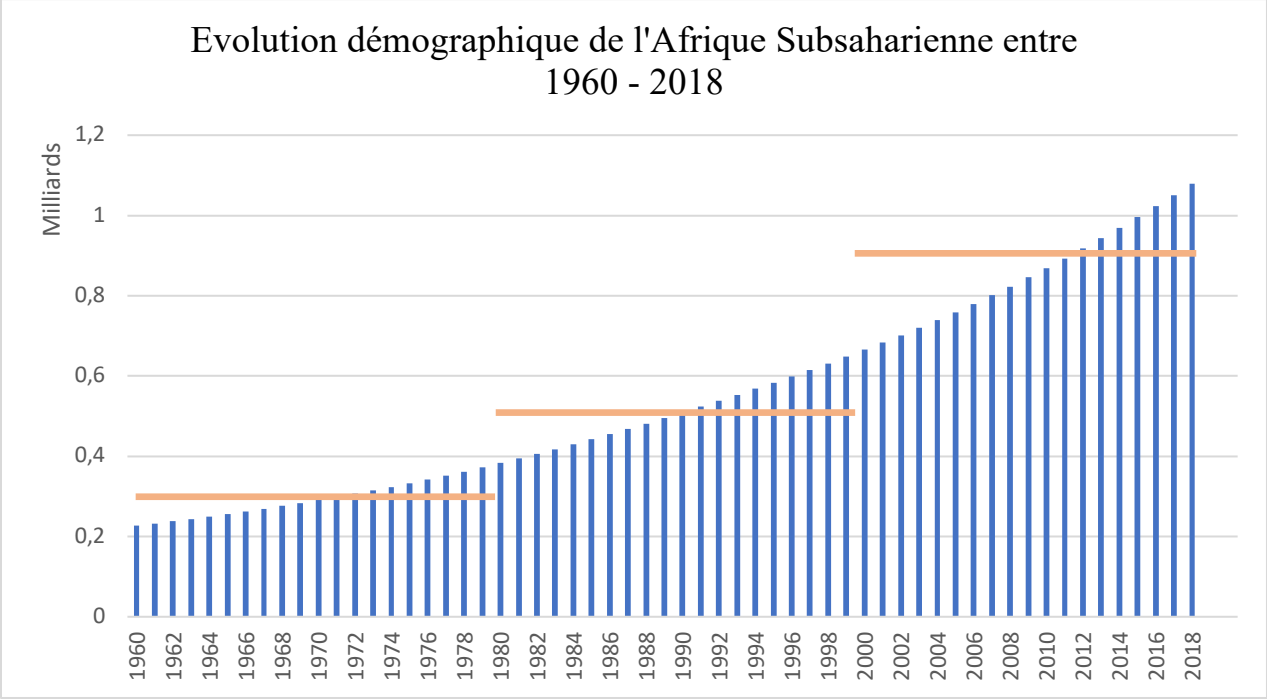
Partie 1 : Afrique subsaharienne, ensemble de pays en route vers une économie émergente ?

J'écrirai ici une introduction pour cette partie et son fil conducteur une fois qu'elle sera définitive et validée.

I. L'Afrique subsaharienne

D'un point de vue géographique, l'Afrique subsaharienne ou Afrique noire commence son expansion au sud de la barrière naturelle formée par le désert le plus chaud au monde : le Sahara. Elle se compose de quarante-huit pays dont les frontières sont issues de la décolonisation. La population croit de façon exponentielle puisqu'elle a plus que doublé depuis les années 1990 pour atteindre et a atteint 1,078 milliard d'êtres humains en 2018 (Banque Mondiale, 2018).

Graphique 1 : *Évolution démographique de l'Afrique Subsaharienne entre les années 1960 et 2018 ainsi que la représentation de trois lignes de moyenne sur des intervalles de vingt années*



Afin de bien se rendre compte de cette évolution, j'ai ajouté trois lignes oranges représentant chacune une moyenne sur un intervalle de temps précis. C'est une façon de mieux se représenter la croissance impressionnante du l'Afrique Subsaharienne. On remarque dès lors que la moyenne présente entre les années 2000 et 2018 a triplé par rapport à celle entre les années 1960 et 1980. Nous analyserons également la courbe de croissance de la population botswanaise ainsi que sa répartition dans la partie 2 de ce mémoire puisqu'il s'agit là aussi de maitriser ce défi majeure auquel l'Afrique subsaharienne devra également faire fasse dans le futur.

Elle se décompose en quatre sous-régions :

- L'Afrique de l'ouest comprenant seize pays
    - Cette région se situe le long de l'océan atlantique et regorge de sols très riches en minéraux comme l'or ou le diamant mais aussi de nombreux gisements de pétroles.
- L'Afrique de l'est comprenant seize pays
    - Cette région se situe le long de l'océan indien. Elle dispose de moins de ressources naturelles que l'Afrique de l'Ouest et beaucoup de ses réserves sont encore inexploitées.
- L'Afrique centrale comprenant huit pays
    - Certains pays n'ont aucun accès à la mer et sont donc qualifiés d'enclavés comme le Tchad. D'autres comme le Gabon ont un accès à l'océan atlantique. Les ressources y sont diversifiées puisqu'on peut y trouver des hydrocarbures, des mines de différents métaux ou encore des zones forestières étendues.
- L'Afrique australe comprenant huit pays
    - La région regroupe les pays au sud de la forêt équatoriale ainsi que les pays situés au sud-ouest de l'océan indien et au sud-est de l'océan atlantique. Certains pays sont enclavés comme le Botswana et d'autres ont des connections avec l'océan comme l'Afrique du Sud. Comme ressources économiques, on retrouve principalement l'exploitation des mines et du pétrole.

Au travers de ce rappel géographique sur la nature même de l'Afrique subsaharienne, il est important non pas de prendre ces explications comme une description complète mais plutôt de garder en tête la diversité de ce continent. Depuis trop d'années, le monde académique, les médias ou même certaines compagnies de consultances ont analysée ces différents pays africains en une seule entité. Cette approche ne sera pas faite lors de ce mémoire puisqu'elle masque, minimise ou maximise de profonds changements dans certains pays ou de profondes crises dans d'autres. En effet, plusieurs pays pourraient connaître des bouleversements importants de changements structurels amenant à une évolution de son économie tandis que d'autres pourraient ne pas évoluer et ainsi équilibrer vers la baisse ces progrès.

Bien que les certains pays ont évidemment des ressemblances lorsqu'ils se trouvent dans des régions semblables, ceux-ci ont évolué différemment depuis les années 1990 créant de cette manière des divergences tant sur leur performance économique que politique.

Par exemple, il ne fait aucun doute d'une différence diamétralement opposée si l'on venait à comparer la situation économique actuelle du Zimbabwe avec les efforts et le dynamisme du Ghana sur ce même point. En outre, les défis auxquels doivent faire face la Somalie sont différents que ceux du Mali.
Nous pouvons d'ailleurs faire un constat similaire lorsque l'on nous présente l'Asie comme un exemple de développement. La croissance spectaculaire de ce dernier demi-siècle n'aborde pas l'Asie comme un tout suivant cet exemple mais bien une analyse plus ciblée. On notera par exemple peu de point de comparaison entre la Corée du Nord et du Sud ou encore le Laos avec la Chine. Il est donc urgent aujourd'hui de comprendre que le dynamisme de la Malaise n'a pas de sens lorsqu'il est comparé avec la stagnation du Népal et de ce fait, nous allons dans ce mémoire faire les mêmes distinctions.
C'est pour ces raisons que ce mémoire ne comparera le Botswana qu'avec certains pays ciblés qui sont dans ce que l'on appelle la catégorie des pays émergents. Ces pays seront choisis de selon mes propres définitions et analyses des différentes sources qui ont pu définir l'émergence d'un pays. Je vais donc confronter les divers modèles analysés pour sortir six pays précis.

I.1. Le terme « émergent »

Bien que l'on entende ce terme de manière plus récurrente depuis les années 2000 avec la classification sur les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) faite par Jim O'Neill, économiste à Goldman Sachs, ce terme existe en réalité depuis plus longtemps. Ce terme a été utilisé la première fois à la fin du XIXème siècle pour parler de l'ascension du l'Allemagne alors redoutée par la Grande Bretagne bien avant la Première Guerre mondiale.
Il existe plusieurs définitions de l'émergence tant ce mot définit plusieurs axes. Une première définition qui a retenu mon attention est celle faite le politologue Christophe Jaffrelot :

« Il en définit plusieurs critères : une croissance économique forte et durable dans un pays pauvre, un État stable et interventionniste, un désir de participer aux affaires du monde. »

Bien que cette définition rassemble les éléments clés en vue de classifier un pays d'émergent, je souhaitais trouver une approche plus claire et précise qui serait le socle de ce mémoire lorsque j'analyserai en détails ce pays. En effet, pour plus de précision, je veux pouvoir quantifié ce qu'est une croissance forte et durable ou encore analyser ce qu'est un désir de participer aux affaires du monde.

C’est pour ces raisons que j’ai rassemblé toutes la caractéristiques qui décrivent ce qu’est un pays émergent en trois critères précis :

1. La classification de revenu analysé au travers du PIB/habitant. Ce critère comprend des données quantitatives.
2. La notion de croissance économique analysée au travers d’une croissance durable sur un horizon de plusieurs dizaine d’années. Ce critère comprend des données quantitatives.
3. L’exposition internationale du pays via des choix économiques et politiques. Ce critère comprend à la fois des données quantitatives et qualitatives.

Par ailleurs, lorsque l’on cherche différentes sources qui permettent de classifier les pays émergents, on remarque également que celles-ci créent des groupes pour analyser les données. C’est de cette manière que procède la Banque Mondiale. Elle classe les différentes économies de l’Afrique subsaharienne par région géographique, groupes de revenus et par catégories de prêts opérationnels. A propos des groupes de revenus, la Banque Mondiale a créé quatre catégories : Faible Revenu, Revenu intermédiaire de la tranche inférieure, Revenu intermédiaire de la tranche supérieure et Revenu élevé utilisant comme mesure le Revenu National Brut (RNB) par habitant (Banque Mondiale). A titre illustratif, lorsque l’on réalise cet exercice, on constate par exemple que le Tchad et la Sierra Léone se retrouvent dans la catégorie la plus basse « Faible Revenu » tandis que le Botswana ou l’Afrique du Sud se retrouvent dans la catégorie « Revenu intermédiaire de la tranche supérieure ».

Ensuite, on se penche sur le critère 2 afin de constater si le Botswana connaît une croissance stable et durable. Pour ce faire, on doit comparer ses chiffres a ceux de l’Union Européenne. Si cette croissance sur l’horizon de temps choisis est plus importante que celle de l’EU, on pourra alors classifier celle-ci de durable et stable. J’ai donc réalisé au travers d’un tableau Excel plusieurs opérations afin d’obtenir ce que l’on appelle le taux de variation de la croissance du PIB sur un horizon ciblé entre 1990 et 2018. On remarque sur le graphique ci-dessous que le Botswana peut dès lors être qualifié appartenant aux pays suivant une croissance pérenne sur le durée.

Graphique 2 : *Comparaison entre le Botswana et l'Union Européenne sur un horizon de temps entre 1966 et 2018 concernant le taux de croissance cumulée*

Nom du Pays	Coefficient Multiplicateur	Coefficient Multiplicateur (en %)
Botswana	65,01	6401,38
Union Européenne	3,63	263,21

Le critère 3 est celui qui fera tout au long de ce mémoire à mon sens le plus débat. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi cette approche. Dans ce critère, de nombreux indicateurs à la fois économiques et quantitatifs seront utilisés mais également de nombreuses orientations stratégiques sous formes qualitatives seront analysées. Il conviendra par exemple d'identifier les relations internationales qu'entretient le Botswana, de connaître les raisons de ses relations avec des pays privilégiés, d'identifier la gouvernance et les incitants mis en place en vue de favoriser les investissements directs étrangers (IDE).

Comme nous pouvons le constater, nous aurions tendance à classer le Botswana comme pays émergent. *Bien que les deux premiers critères soient rempli, en est-il de même pour le critère numéro trois ?*

En plus de cette définition « sommaire », ce mémoire et plus particulièrement la partie 2 couvrira d'autres aspects dans le but de critiquer plus en profondeur le Botswana en réalisant une sorte d'analyses des risques.

Voici les points qu'abordera l'analyse des risques relative au Botswana, elle sera regroupée en trois volets :

Un premier volet « économique » regroupera plusieurs facteurs. Nous analyserons des données relatives aux comptes nationaux tels que le PIB, le PIB réel ou le RNN. Une attention sera également portée sur les données relatives à la balance des paiements et ses flux financiers. On étudiera donc en détails les importations/exportations en vue d'aussi comprendre son degré d'industrialisation, la diversification de son économie et la sophistication des biens/services produit. On identifiera aussi la perception faite par les autres pays vis à vis du Botswana via par exemple les Investissements Directs Étrangers. Des éléments clés sur la production générale du pays seront identifiés également afin de bien comprendre son marché. Enfin, il sera intéressant d'analyser la politique du gouvernement en matière d'indicateurs relatifs à la R&D, ses spécialisation et surtout les débouchés que peuvent avoir les personnes sur le marché de l'emploi.

En outre, une partie importante sera consacrée à l'infrastructure de ce pays. Il ne peut y avoir de développement économique, de diversification ,d'industrialisation, de sophistication sans une infrastructure adéquate. Cette catégorie abordera le développement logistique à savoir celui du réseau routier ou des transports. On étudiera également son système électrique, sa capacité hydraulique ou encore les énergies utilisées.

- Le deuxième volet sera celui des choix politiques. Cette dimension compte notamment des données sur l'hostilité politique présente dans un pays. Cette dimension pourra par exemple être appréhendée avec l'indice Moubarack Lô par exemple.
  D'autres critères viennent se greffer à celui-ci afin d'étudier l'attractivité que peut avoir le Botswana. On étudiera par exemple la question de la dette par le biais de son taux d'endettement et de la composition de celle-ci. On analysera aussi les investissements consentis par le pays et les choix qui en découlent. Il sera également judicieux de comprendre la vison qu'a eu et que va avoir le Botswana au travers de leur « National Development Plan ». Le thème des recettes fiscales et de son auto financement sera évidemment analyser en profondeur via des indicateurs présentant les sources de recettes de cette capacité . Le partie sur l'indice VISA sera également intéressante pour vérifier ou non une présence de freins quant à la libéralisation de flux.

- Le troisième volet couvrira les aspects sociaux. Dans cette partie, on analysera par exemple la répartition des richesses au sein de ce pays qui connaît une croissance surprenante via l'indice GINI. On analysera aussi le niveau d'éducation de la population ou encore la répartition de son chômage. Cependant, nous irons encore plus loin en creusant davantage sur les tranches d'âges qui composent le chômage. On regardera ainsi les débouchés qu'ont les jeunes dans ce pays et comment peuvent-ils contribuer au succès du développement de celui-ci. Enfin, ce mémoire expliquera également le niveau de santé du pays et l'impact qu'il peut avoir sur la population.

Au vu des arguments développés précédemment et d'une revue de la littérature sur lecture de plusieurs ouvrages à ce sujet, j'ai décidé de choisir les six pays présents sur le graphique ci-dessous. J'ai souvent pu constater qu'une dizaine de pays étaient pris en exemple et ceux-ci en font partie. Avant d'aborder l'analyse des chiffres présentés, il me faut expliquer un dernier choix concernant l'horizon de temps choisis. Étant donné la nature même des pays

et leur historique, il est évident qu'avoir des données complètes sur les différents pays et ce depuis le siècle passé n'est pas chose aisée. Par ailleurs, il est plus intéressant de prendre les données à partir d'un regain de forme faisant suite à la crise dans les années 80 ou encore de démarrer un échéancier temps après des situations exceptionnelles comme par exemple la fin d'une guerre civile. C'est pour cette raison que l'horizon temporel débutera en 1995. Je souhaitais ne pas tenir compte de la croissance exceptionnelle mais logique de l'Éthiopie suite à la fin de sa guerre civile en 1991 ou bien celle du Mozambique en 1992. C'était également le bon moment pour voir les différents pays allégés de leurs dettes en vue d'accélérer leurs développement économique.

En effet, peu avant les années 2000, d'autres facteurs déterminants à la croissance du continent vont jouer un rôle clé. Les institutions et leurs gouvernances seront, avec une écoute sérieuse des aides internationales prodiguée notamment par le Fonds Monétaire International (FMI), des moteurs indispensables au développement de l'Afrique subsaharienne.

C'est pour cette raison qu'il est impératif d'expliquer le rôle indispensable que va jouer le programme « Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) ». *« En 1996, le FMI et la Banque mondiale ont lancé l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés en vue d'alléger la dette de certains pays africains, devenue insoutenable. Cette mesure a été complétée en juin 2005 par l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), qui a consisté en l'effacement de la dette des pays concernés envers trois institutions, le FMI, l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque Mondiale et le Fonds africain de développement (FAD) ».* Ces initiatives vont permettre à plusieurs États africains d'assainir leurs dépenses publiques. Bien que cette mesure ait eu des effets très positifs sur le court terme, il est important de souligner que la situation actuelle de certains pays concernant le taux d'endettement est malheureusement revenue quasiment au point de départ et ce une vingtaine d'années plus tard.

Dès les années 2000, l'Afrique va connaître une croissance quasiment semblable à celle de l'Asie du sud et de l'Asie de l'est. Effectivement, la situation assainie de la balance publique agrémentée de la fin des plusieurs guerres civiles comme au Burundi en 2005 ou au Sierra Léone en 2002 ou encore vont avoir un impact considérable sur la croissance. Enfin, d'autres facteurs économiques comme un retour d'une hausse du prix des matières premières en nette croissance, motivée entre autre par les avancées technologiques, la croissance de la Chine ou encore une hausse du prix des produits pétroliers, va permettre de générer un revenu considérable sur la part d'exportation des pays de l'Afrique subsaharienne.

C'est pour ces raisons que j'ai décidé de comparer le Botswana avec ces six pays – Éthiopie, Ghana, Kenya, Mozambique, Sénégal, Afrique du Sud - entre les années 1990 à 2018.

Graphique 3 : *Évolution de la croissance du Produit Intérieur Brut (en % constant 2010) du Botswana, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Mozambique, du Sénégal, de l'Afrique du Sud ainsi que celle de l'Afrique Subsaharienne*

Nom du Pays	Croissance du PIB/habitant (annuelle %) 1995	Croissance du PIB/habitant (annuelle %) 2018	Croissance moyenne du PIB/habitant (annuelle %) 1995 - 2018	Croissance cumulée du PIB/habitant (en %) 1995 - 2018
Botswana	4,47	2,18	2,68	85,39
Ethiopie	2,65	4,05	5,04	218,96
Ghana	1,34	3,96	3,16	109,71
Kenya	1,33	3,90	1,54	43,62
Mozambique	-1,28	0,46	4,29	171,36
Sénégal	2,58	3,84	1,23	33,61
Afrique du Sud	0,93	-0,57	1,84	54,43
Afrique Subsaharienne	0,65	-0,29	1,49	42,10

Il s'agit ici d'un graphique réalisé par mes soins sur bases des données de la Banque Mondiale. Le but de ce graphique est simplement de susciter une certaine curiosité quant au sujet de ce mémoire. Le Botswana est systématiquement présenté comme exemple en Afrique alors que dans ce tableau, on remarque qu'il est avec l'Afrique du Sud, le seul à connaître en 2018 un pourcentage de croissance de son PIB inférieur à celui observé en 1995. Bien que cette mesure ne soit pas la seule indicatrice d'une évolution d'un pays, elle en reste néanmoins un indicateur indispensable pour comprendre ce qui s'y passe. Lorsque l'on observe les pourcentages des autres pays sélectionnés, on remarque des bonds très intéressants. On note également une très faible croissance de la valeur propre à l'Afrique subsaharienne, ce qui prouve bien les analyses faites précédemment, elle y est présente simplement à titre informatif. Par ailleurs, j'ai rajouté et calculé ce que l'on appelle la croissance cumulée sur un horizon de temps. J'apprécie cette donnée puisqu'elle permet « d'absorber » les pics relatifs aux chocs et donc d'analyser si une croissance est stable et durable et non simplement basée sur une année exceptionnelle. On remarque là aussi qu'il pourrait être intéressant de comparer ces pays avec des croissances cumulées supérieures à celle du Botswana afin de voir si certaines stratégies entreprises peuvent être bénéfique pour le futur du Botswana.

Ce qui retiens mon attention et ce qui m'a fait réaliser ce tableau est de l'utiliser pour y trouver des pistes en vue de proposer au Botswana une manière de se renouveler, d'évoluer. Nous

verrons bien entendu en détails la situation du Botswana, son économie, sa gouvernance et son industrie mais nous verrons également que son futur n'est peut-être pas aussi optimiste qu'on peut le penser. Voir d'autres pays jadis ou encore aujourd'hui en retard par rapport au Botswana mais connaissant une croissance diverse plus importante peut être intéressant a bien des égards. En effet, le Botswana pourrait utiliser comme socle ses fondations solides pour se développer là ou d'autres pays l'on fait suivant des manières différentes afin de les étudier et d'en réaliser une sorte d'étude de faisabilité. Toutes ces pistes et comparaisons seront faites dans la partie 3 de ce mémoire ou il sera question de voir si la partie 2 à savoir l'analyse approfondie du Botswana peut être utilisée comme base en vue de s'inspirer des autres pays ayant rencontrés des problèmes similaires.

Avant de se plonger partie intégrante de cette analyse, il est indispensable de comprendre dans quelles conditions l'Afrique subsaharienne et le Botswana sont sorti de cette période charnière qu'est l'indépendance.

II. L'indépendance de l'Afrique Subsaharienne, une vraie rupture ?

Une fois ce constat posé d'une Afrique subsaharienne morcelée qui ne doit en aucun cas être prise de manière agrégée, il est important de comprendre sa situation au moment charnière qu'est la décolonisation. Trop souvent, on n'a cru que ce moment marquerait une rupture et que les pays africains lanceraient leurs propres stratégies, créeraient un clivage avec le passé pour se tourner vers un futur empreint de paix, de développement social et de croissance économique continue. Jadis largement préservé des occidentaux grâce aux barrières naturelles de ce continent, la vraie rupture a eu lieu vers la fin du XIXème siècle et pourrait être symbolisée par la conférence de Berlin. En effet, les européens sont désormais capables de franchir la barrière du Sahara et d'emprunter les voies fluviales difficiles d'accès. Outre cela, ils ont un remède contre le paludisme qui n'a cessé de les décimer auparavant. C'est lors de cette conférence de 1884 que les pays européens vont créer les « zones d'influences ». Ces zones, délimitées de manière approximative se fait via les rapports de forces que les pays ont dans la zone subsaharienne. Cette délimitation de « l'à-peu-près» est d'ailleurs encore visible puisque les frontières des pays ont été décrites via par exemple les méridiens, les latitudes ou encore les cours des fleuves. Ce sont ces modalités qui font qu'aujourd'hui encore, plus de 70% des pays africains possèdent encore leurs frontières initialement délimitées entre 1880 et 1914.

II.1. Stratégie de victimisation

Personne aujourd'hui ne peut encore nier l'impact de colonisation sur l'Afrique subsaharienne mais il serait faux de lui assimiler de manière exclusive son sous-développement. Il est évident que les pays ont hérité d'une économie rentière axée sur les biens primaires. Ces pays ont donc soufferts et souffrent encore d'une industrie peu développée la renfermant vers un continent dont l'économie sera basée sur une spécialisation primaire. Nous en discuterons plus longuement lorsque nous aborderons le cas du Botswana mais cette vision a encore perdurée bien après les indépendances comme nous le prouve les conventions de Lomé devenu ensuite les accords de Cotonou. Les produits miniers et agricoles ont bénéficiés d'exemptions douanières incitant donc la plupart des pays à rester dans cette stratégie primaire. En effet, les pays africains fraichement indépendants ont continué par faciliter à commercer avec leurs anciens colonisateurs renforçant cette relation de dépendance envers ce mode de commerce. Cependant, ces pratiques ont développé ces secteurs puisque si aujourd'hui l'Afrique commerce encore beaucoup sur ceux-ci, l'agriculture doit en grande partie son développement par le biais de système de plantations commerciales importés par les européens. En outre, le secteur minier n'était qu'à ses prémisses puisque comme au Botswana, l'exploitation « intensive » n'a réellement commencée qu'après leur indépendance via la découverte de plusieurs gisements de diamants et l'exploitation par la société De Beers. Avant de passer sur un autre point et bien que celui-ci fera l'objet d'une chapitre complet dans la partie 2 de ce mémoire, il est important d'expliquer les éléments clés de cette société. Fondée en 1888 pour exploiter les mines d'Afrique du Sud, la De Beers est aujourd'hui en activité dans de nombreux pays dont le Botswana et reste très présente dans son pays d'origine. A l'origine de la fameuse De Beers Consolidated Mines se trouve la découverte en 1871, sur la ferme des frères De Beers, des fabuleux gisements de Kimberley. Jusque dans les années 2000, le société De Beers assoie une véritable domination sur la commercialisation mondiale du diamants. Cette domination va progressivement diminuer pour être divisée vers 2010. Elle reste néanmoins un acteur très important mais voit aujourd'hui une concurrence plus féroce venue par exemple de Russie. Enfin, un dernier point intéressant est la composition de son actionnariat. Effectivement, le Botswana se félicite souvent d'avoir « nationalisé ses mines », cela est certes vrai mais dans une très moindre mesure. La répartition du l'actionnariat de Beers est de 85 % pour la holding britannique Anglo American et 15 % pour le gouvernement du Botswana. Par ailleurs, le groupe se compose de quatre sociétés. Deux d'entre elles liées à la production et à la vente sont détenue pour moitié à De Beers et pour l'autre moitié au gouvernement du Botswana.

Un autre point selon moi trop peu abordé est l'aménagement du territoire fait par les européens au sein des pays africains. Pendant cette période, la plupart des grandes villes qui se développeront seront axées vers les littoraux. Certes, les colonisateurs développeront ces villes et les infrastructures inhérentes. En revanche, elles seront principalement orientées de manière perpendiculaires, c'est à dire le long des côtes. Ces capitales mises en place à une époque antérieure ne sont plus situées géographiquement de manière stratégique aujourd'hui. Le cas de Gaborone, capitale du Botswana est assez parlant. Cette capitale se situe au sud-est du pays à l'extrême frontière avec l'Afrique du sud plaçant ainsi une grande majorité rurale du pays à des kilomètres de celles. C'est ainsi que ces différents points ont certes développé et façonné ces pays d'Afrique subsaharienne en une belle peinture. Malheureusement, cette peinture a été faite par d'autres, à une époque antérieure et les africains doivent aujourd'hui vivre dans ce tableau qui n'est pas toujours adaptés pour eux et leurs défis futurs.

On peut penser qu'aujourd'hui que la colonisation a bouleversé l'espace économique et géographique de la plupart des pays africains est indéniables mais certains faits n'ont été rendu possibles que par le biais d'acteurs africains actifs. Nous le constatons malheureusement encore dans notre actualité (*Détournements de fond publics avéré au Cameroun en 2019*) ou lorsque de nouveaux dirigeants utilisent les dispositifs mis en place précédemment comme les infrastructures juridiques, politiques et même économiques. Cette transition post indépendance fut d'ailleurs dans la continuité pour le Botswana via la mise en place d'un président ayant étudié en Angleterre, pays colonisateur.

Enfin, ces gouvernements se reposent sur cette stratégie pour expliquer leurs sous développements et masquer ainsi leurs lacunes. Or, ces acteurs attaquent encore aujourd'hui les pays colonisateurs alors qu'ils utilisent les pratiques misent en place par ces mêmes pays mais exigent cependant des réparations financières et économiques. Le succès, dès le début de l'indépendance du Botswana, est dû en grande partie parce que, bien que le gouvernement qui ait suivi soit dans la continuité de celui de la période de la traite, il a radicalement tranché avec les autres pays pour devenir un modèle de gouvernance. Nous allons d'ailleurs découvrir de manière synthétique la situation post indépendance du Botswana et son héritage. En outre, il est important de rappeler que le Botswana de par son héritage et son lien avec le Royaume-Uni fait partie du Commonwealth. Formellement constitué en 1949, cette organisation intergouvernementale comprend 54 pays égaux et indépendants. Nous verrons plus tard dans ce mémoire l'utilité et l'image que peut revêtir l'appartenance à cette organisation dont les critères d'appartenance sont assez peu contraignants.

III. Quelle est la situation du Botswana en 1966 ?

Le Benchuanaland devenu le Botswana depuis 1966 lors de son indépendance indique le premier virage emprunté par le pays, son changement de nom. De manière générale, un changement peut indiquer soit un retour aux sources soit une envie de se démarquer du souvenir colonial. Dans ce cas-ci, on soulève comme motivation l'envie de fonder un nouvel ordre inspiré de la tradition, tradition qui n'a jamais vraiment quitté ce pays même lors de sa colonisation par le protectorat britannique. Le fait d'être sous le protectorat britannique signifie c'est un régime établit par traité, dans lequel les britanniques contrôlaient le Benchuanaland tout en lui laissant le contrôle politique intérieur.

Lors de son histoire coloniale, la majorité des pays colonisateurs ont cherché sans cesse à extraire un maximum de ressources naturelles, y compris humaines. Les motivations britanniques pour cette partie du continent résidaient avant tout dans la protection des routes commerciales entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe. En effet, après la découverte de l'or dans les années 1880 et les fortes tensions avec les Allemands, les Boers (colons blancs d'Afrique du Sud) ou encore les Portugais, il était indispensable pour eux d'asseoir leur protectorat sur le pays. L'intérêt de la puissance coloniale pour le Botswana va s'avérer quasi nul concernant ce pays pour plusieurs raisons : à ce moment-là, le pays n'a pas de ressource avérée, pas d'accès à la mer et une très faible densité d'habitants par mètre carré. La citation d'un haut-commissaire britannique provenant des auteurs du livre « Why Nations fail » est encore plus parlante : « *Nous n'avons aucun intérêt dans ce pays (le Botswana) nous le protégeons juste des pirates et des autres puissances extérieures, en y faisant le moins d'administration et d'installation possible ». SOURCE*

Enfin, souvent acteurs de vives tensions et de soulèvement contre un envahisseur ou un pouvoir politique en place, les différentes ethnies en Afrique et leurs combats ont souvent mis à mal le développement économiques des pays. Ce ne fut pas le cas à propos du Botswana.
Au sein de ce pays, on compte plus ou moins dix-huit tribus. La tribu « Tswana » est la plus conséquente et a, au fil des années, pris une position dominante sur d'autres ethnies comme les « Sans » devenant des agriculteurs au service des éleveurs tswanais. Malgré cette structure sociale, il n'y eu aucune constitution d'armée ou lutte. Les causes de ce calme salvateur s'expliquent en grande partie par la faible densité démographique. La transition post coloniale se fera d'ailleurs de manière très sereine permettant au nouveau Botswana d'organiser des élections et de voir le Parti pour le Développement du Botswana (BDP) remporter cette première élection, offrant ainsi une continuation de l'administration britannique précédente. En

effet, les colons avaient laissé la gestion du pays aux chefs ethniques leurs permettant même d'accroître leur pouvoir.

IV. Croissance économique, stabilité politique : un destin lié

Définitions

« *Une institution extractive est la mise en place d'une stratégie par un gouvernement visant à extraire une grande quantité de ressources naturelles et humaines d'un pays sans contribuer au développement de celui-ci ».*

« Une institution inclusive est la mise en place d'une stratégie par un gouvernement visant à extraire les quantités de ressources naturelles d'un pays en vue d'obtenir d'importantes recettes qui favoriseront le développement économique et social du pays. »

Au lendemain de son indépendance, le Botswana est l'un des pays les plus pauvres avec comme PIB par habitant en 1966 : 89,978 dollars ; son évolution va s'avérer impressionnante.

Seretse Khama est le fondateur du Parti Démocratique du Botswana et devient le premier président en 1966. Cet homme posa les premières pierres d'une démocratie réfléchie et bien gouvernée. Son éducation va apporter au Botswana ce qui va manquer cruellement aux autres nations de cette période des années 60. Il a suivi un parcours scolaire en Afrique du Sud avant de poursuivre ses études à Oxford puis à Londres. Preuve de son ouverture à l'égard du peuple blanc, il se mariera avec une anglaise Ruth Williams. Un de leurs trois enfants deviendra d'ailleurs en 2008 président du Botswana, devenant ainsi le premier leader métisse d'une démocratie africaine. Cette période lui a permis d'acquérir des connaissances en économie politique indispensables pour son premier mandat. C'est cette caractéristique, selon moi essentielle, que Nicolas Normand, auteur du livre Grand Livre de l'Afrique, pointe du doigt pour illustrer une des causes du retard de l'Afrique : *« Au moment des indépendances, les cadres politiques n'avaient pas nécessairement les compétences techniques utiles ou bien suivaient les idées en vogue »* (Normand N., 2019, p.27). De par son intelligence, son éducation, ses décisions et son intérêt d'avancer vers le bien commun de son peuple, Seretse Khama permettra à son pays de connaître la plus forte croissance économique du monde entre les années 1966 et 1980.

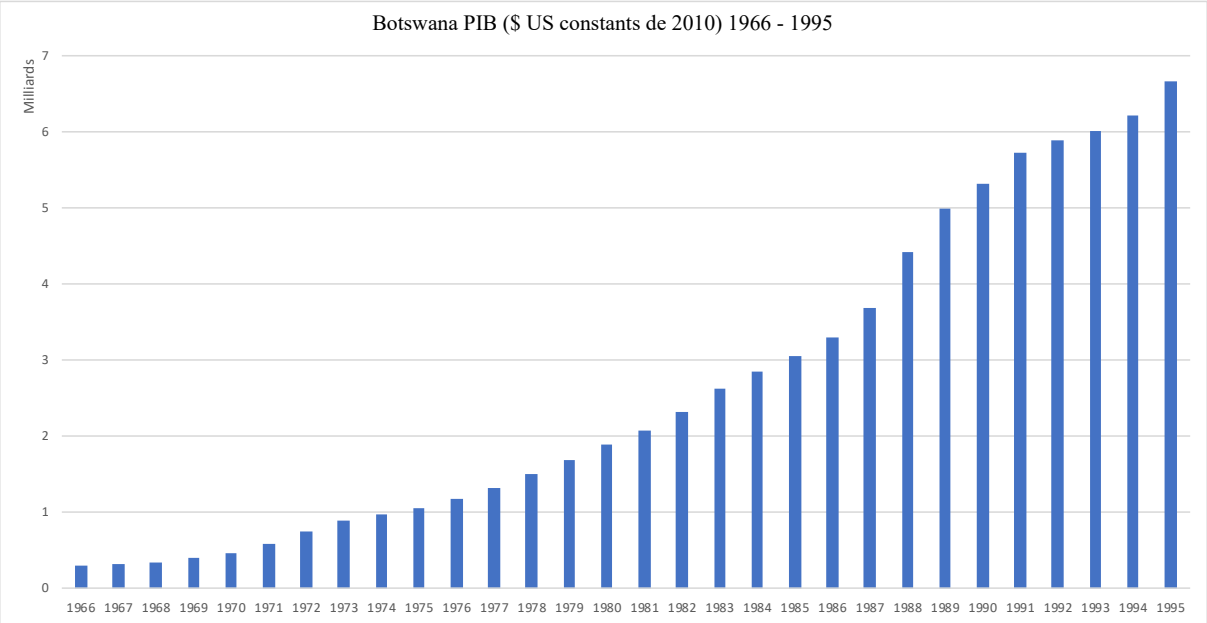
Comme nous l'avons dit précédemment, le Botswana hérite également d'une économie basée sur l'exportation de produits de bases présents dans son agriculture comme la viande par exemple.

Définition :

« Un produit de base est un bien standardisé aux caractéristiques évidentes connues de l'acheteur qui désigne un produit de consommation alimentaire courante »

A cette époque, tout semble aller pour le mieux pour les pays d'Afrique subsaharienne et le Botswana fait office de premier de la classe. On constate une croisse impressionnante du PIB/habitant dans les années qui suivent l'indépendance notamment grâce à une bonne pluviosité et la découverte des gisements de diamants. Lors de cette période, le gouvernement botswanais va prendre de réelles bonnes mesures. Bien que la littérature place souvent cette période comme celle des mauvais choix pour la grande majorité des pays d'Afrique, le Botswana va non pas financer son industrialisation par le biais de l'agriculture mais bien d'utiliser la manne diamantifère pour développer son agriculture de bétail (CAIRN 2012) comme en témoigne la transformation de la Botswana Meat Corporation. Celle-ci a vu sa capacité des abattoirs se multiplier par vingt entre l'indépendance et les années 1995. Comme le montre le graphique ce dessous, le pays va croitre sans arrêt entre les années 1966 et 1995. Notons tout de même que cette croissance continue a pu également être possible grâce à l'absence de guerre civile, ce qui n'est pas le cas pour d'autres pays africains.

Graphique 4 : *Évolution du Produit Intérieur Brut en dollar constant de 2010 pour le Botswana entre les années 1966 et 1995*



Au vue de ce graphique et des analyses décrites précédemment, il est maintenant temps de se poser la question suivante : *Comment le Botswana a-t-il pu connaître une croissance moyenne entre 1995 et 2018 du PIB/habitant inférieur à celles du Mozambique, de Éthiopie ou du Ghana alors qu'il semblait si bien parti ?*

C'est la partie 2 de ce mémoire qui va tenter d'y répondre en plusieurs étapes. D'une part, il va falloir comprendre les impacts des décisions prises lors de la période 1966 – 1995 et ses incidences. Par exemple, une baisse significative de la part du PIB concernant l'agriculture par rapport au secteur minier. Ou encore, le taux de chômage élevé peut être causé par un investissement trop important envers le secteur minier alors que celui-ci n'emploie qu'un très faible pourcentage de personnes actives. Par ailleurs, nous aborderons la problématique des décisions prises sur la partie rurale de la population et son développement en termes d'infrastructures. D'autre part, on tentera de comprendre comment ces décisions prises préparent les années à venir pour un pays qui devra se renouveler face à l'épuisement de ses ressources diamantifères dont il dépend puisqu'elles représentent une part de plus ou moins 20 % du PIB sur ces dernières années.

Partie 2 : Analyse des risques sur le Botswana

Cette partie sera consacrée à une analyse en profondeur du développement du Botswana à partir de 1995. Nous allons donc suivre cette analyse en plusieurs volets. Premièrement, un volet économique qui couvrira les aspects financiers ainsi que les infrastructures liées au pays. Deuxièmement, un volet politique ou l'on abordera par exemple les plans de développement stratégiques du Botswana et la vision qu'a le gouvernement pour le futur de son pays. Enfin, un volet social qui couvrira à la fois avec des indicateurs clés des sujets comme la répartition des richesses du pays mais aussi des aspects comme la formation ou encore le chômage.

Tout au long de ces recherches concernant les données de l'Afrique subsaharienne, les pays qui la compose et le Botswana, j'ai été confronté à plusieurs problèmes. D'une part, l'absence de données pertinentes pour réaliser des graphiques ou des ratios par exemple. D'autre part, l'inéquation de certaines données en fonction de l'organisme qui les a publiés. Enfin, la correction de données existantes d'une année à l'autre modifiant les analyses réalisées. C'est d'ailleurs ma curiosité entre ces chiffres qui m'a permis de constater qu'un organisme disposant de solides moyens comme le Fonds Monétaire International commettait des erreurs de prédictions. Voici un exemple relaté du dernier rapport de juillet 2019 à propos de la zone subsaharienne : *« Des prix du pétrole plus élevés, quoique volatils, ont étayé les perspectives de l'Angola, du Nigéria et d'autres pays exportateurs de pétrole de la région ».* Un article du Financial Times en a même fait la une. Dans cet article, on y trouve un graphique montrant la disparité des prévisions d'années en années (Romei and Fray, 2018). Dans cet article, David Turner, responsable du département économique de l'OCDE explique : *« Tous les prévisionnistes macroéconomiques sont incapables de prédire les récessions »* (Romei and Fray, 2018). De plus, le cas du Botswana est un cas qu'il est difficile de normer. En effet, il est plus souvent entre deux catégories et ne se présente jamais comme un extrême faible ou élevé.

A l'inverse, l'utilisation des données couplées à d'autres, la comparaison entre pays identiques sur certains facteurs permettent de réaliser une étude de risque précise. C'est pour cette raison que la méthode utilisée ici sera une méthode qualitative. Elle sera réalisée à partir d'observations de la littérature dans sa globalité accompagnée de données. Ces données seront utilisées sous différentes facettes au moyens de ratios ou indicateurs pour l'analyse des risques financiers ou économiques par exemple. Cette approche utilisera également des données pour des facteurs de risques socio-politiques afin de compléter l'analyse issue de la littérature. Le principe de base apprit au cours « Pilotage de la performance » de Monsieur De Rongé

concernant les ratio étant le suivant : *« Il est possible de créer un grand nombre de ratios et de leurs faire dire ce que l'on veut ».* Nous allons bien évidemment appliquer cette maxime et utiliser les données de manière critique pour toutes les raisons énoncées dans ce paragraphe. Pour ce faire, la plupart des données utilisées proviendront de sources pertinentes telles que : le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'OCDE, l'UNICEF, UNIDO ou encore la Banque du Botswana.

Enfin, le but est bien de mettre l'accent sur les forces et faiblesses du Botswana. Dans cette optique, l'analyse actuelle des risques sera complétée par une analyse des infrastructures physiques et sociales mises en place.

V. L'industrie du Botswana

Pour connaître en détails les secteurs clés du Botswana et comprendre leurs impacts sur son économie, nous allons procéder par échelonnage.

Tout d'abord, dans le tableau ci-dessous, on va retrouver un exemple de répartition du PIB du Botswana. Étant donné la difficulté de trouver des données récentes, il s'agit ici de la répartition lors de l'année 2013 puisque malheureusement sur le site de la banque du Botswana, les rapports annuels plus récents ne sont pas disponibles. Néanmoins, lorsque l'on compare celle-ci avec des années antérieures, le rapport reste globalement le même. L'idée ici est d'illustrer les rapports de faire et de comprendre les secteurs développés.

Graphique 5 : *Répartition en pourcentage du PIB du Botswana par secteur pour les années 2008, 2012 et 2013*

Tableau 1
PIB, par secteur (en pourcentage)

	2008	2012	2013
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2,8	2,9	2,3
Industries extractives	29,2	21,9	22,4
Industries manufacturières	6,3	6,4	5,2
Electricité, gaz et eau	1	-0,5	-0,2
Construction	5,5	7,4	6,3
Commerce de gros et de détail, et hôtels and restaurants	14,8	16,6	14,9
Transports, entreposage et communications	4,9	6,2	5,5
Finances, immobilier et services aux entreprises	13,8	15,9	13,9
Administration publique, éducation, santé et action sociale, et services collectifs, sociaux et personnels	16,1	16,4	20,9
Autres services	5,7	6,8	8,2
Produit intérieur brut aux prix de base (coût des facteurs)	100	100	100

Source: Perspectives économiques en Afrique 2014 (Botswana); rapport annuel 2014 de la Banque du Botswana.

Comme nous le remarquons, les secteurs qui participent actuellement le plus à la richesse du Botswana sont le secteur minier, le secteur du tourisme et l'administration publique. Nous remarquons également qu'il sera important d'analyser en détails les données liées au commerce pour bien comprendre les importations et exportations du pays. Enfin, nous aborderons également la constat de déclin du l'agriculture.

V.I Le secteur minier

L'activité minière est apparue peu de temps après l'indépendance avec la découverte successive de trois mines. En 1967, la mine d'Orapa et puis Jwaneng et Letlhakane en 1973, toutes à ciel ouvert. Les diamants du Botswana sont vu de manière plutôt positive puisque l'on parle de « *diamants du développement* ». Par opposition, on a souvent entendu parlé de ces pays « maudits par les ressources » comme l'Angola, le Libéria, le Congo ou la République Centrafricaine et évoqué le triste nom de « diamants de sang ».

Cas pratique : Debswana Diamond Company Ltd, Coentreprise entre le conglomérat diamantaire De Beers et le gouvernement Botswana

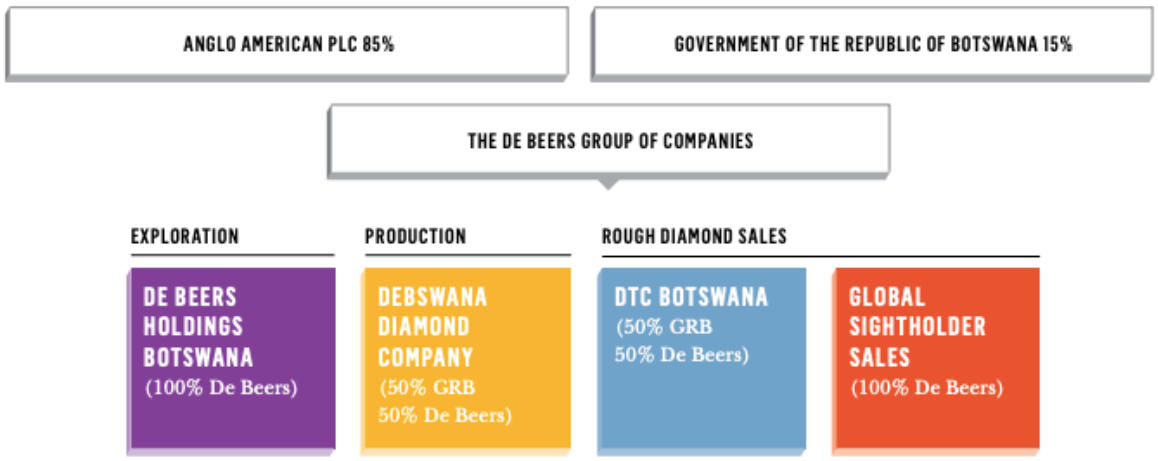
Comme l'indique l'OCDE : *« L'économie (Botswana) connut une transformation radicale. La part de l'agriculture dans le PIB réel s'effondra, passant de 40 pour cent environ dans les années 60 à approximativement 5 pour cent dans les années 90, tandis que la part du secteur minier passait de pratiquement zéro à la fin des années soixante à plus de 40 pour cent du PIB dans la seconde moitié des années 80 ».* Cette transformation, le coentreprise Debswana en est en grande partie responsable.

La société Debswana est une entreprise d'exploitation minière et le plus grand producteur de diamants en valeur au monde. Elle est le fruit de deux parties : le gouvernement du botswana détenant 50 pour cent des parts (accord renégocié en 1975) et du conglomérat diamantaire De Beers. Cette société détient également les trois mines citées précédemment. Ce conglomérat diamantaire sud-africain est fondé en 1888 et est toujours actif dans de nombreux pays comme l'Afrique du Sud, le Namibie et bien sûr le Botswana. Leur stratégie assez dominatrice consiste à maîtriser le marché en fixant les prix et évitant des fluctuations.
Aujourd'hui, le pourcentage par rapport au PIB total des activités extractives est de 20% (Coface, 2019). Le Botswana a dès le début su profiter de cette ressource pour se développer et refaire son retard par rapport aux autres pays et ce grâce à ses recettes diamantaires.

V.I.1 De Beers et le gouvernement du Botswana

Nous allons maintenant aborder en détails le partenariat entre la société De Beers et le Botswana. Notons avant tout qu'il est assez rare tout de même d'observer un partenariat entre une société privée et un État. La Namibie, a également un partenariat avec De Beers mais d'une toute autre mesure puisqu'il porte seulement sur deux sociétés du groupe pour un pourcentage de 50%.

Graphique 6 : *Structure de l'actionnariat du groupe De Beers*



Comme nous pouvons le voir, le groupe De Beers compte quatre sociétés. Deux d'entre elles sont détenue à 50% par le gouvernement du Botswana. La Debswana et la DTC Botswana qui sont spécialisées dans la production brute de diamant et la vente de ceux-ci.

Avant d'analyser plus en détails l'impact du secteur minier sur l'économie du Botswana, il faut préciser deux éléments positifs des diamants du Botswana.

D'une part, celui-ci sont inscrit dans ce que l'on appelle le « Process de Kimberley ». L'origine du processus de Kimberley remonte à mai 2000, date à laquelle les pays producteurs de diamants d'Afrique australe se sont réunis à Kimberley, en Afrique du Sud, pour débattre des moyens à employer pour mettre un terme au commerce des « diamants de la guerre » et pour veiller à ce que le commerce des diamants ne finance pas les activités de mouvements rebelles violents et de leurs alliés visant à déstabiliser des gouvernements légitimes. Le système de certification du processus de Kimberley (SCPK) est devenu un mécanisme efficace de lutte contre le commerce des diamants des conflits et est reconnu comme un instrument unique de prévention des conflits en faveur de la paix et de la sécurité. Le processus de Kimberley a également contribué à stabiliser des pays fragiles et a appuyé leur développement. Alors qu'il compliquait la vie des criminels, le processus de Kimberley a ramené d'importantes quantités de diamants sur le marché légal, ce qui a accru les recettes de gouvernements pauvres et a aidé ceux-ci à relever les défis du développement national. Le Botswana est entré dans ce processus en 2003 et l'a même présidé en 2006.

D'autre part, le Botswana a décidé en 2006 de créé son propre centre de tri ultramoderne. De ce fait, le pays sait gérer et lutter plus aisément contre le vols de diamants et ainsi maximiser sa rentabilité. Pour rentrer dans ce buildings de la Diamond Trading Company Botswana il faut montrer patte blanche comme l'expliquait le journal JeuneAfrique « *Chaque visiteur se fait*

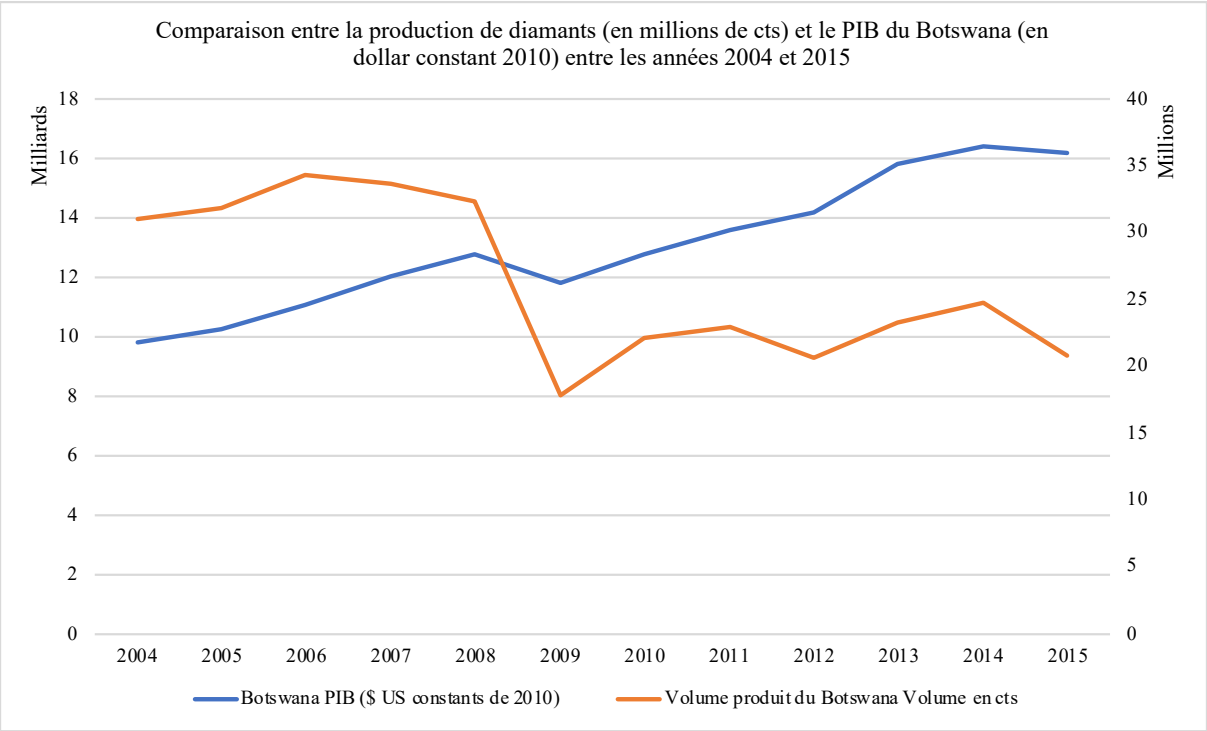
scanner et fouiller dans un sas de sécurité ; il sera ensuite suivi en permanence par plus de 550 caméras, installées tout le long de l'itinéraire des diamants, mais aussi dans les bureaux des cadres, tous surveillés. Chaque matin et chaque soir, tous les diamants en cours de tri sont pesés au milligramme près. Pas un trieur ne sort de la pièce s'il en manque un seul »

Bien que ces diamants rapportent énormément au pays, il est très important d'en comprendre ses débouchés. Pour ce faire et malgré qu'il ne s'agit pas d'un mémoire sur les diamants, il est impératif de comprendre la chaine des valeurs du diamants. Grâce à cela, nous allons comprendre l'impact du marché diamantaire sur le chômage, l'économie du pays et son degré d'industrialisation. Comme nous le voyons dans la structure du groupe De Beers, les entreprises ou le gouvernement du Botswana est représenté sont situées dans les parties « upstream » et « midstream » de la chaine des valeurs. Pour vulgariser mes propos, le Botswana a la majeure partie de ses rentrées financières dans les activités primaires de la création d'un diamant. Ce constat apporte plusieurs éléments de réflexion.

Tout d'abord, Debswana Diamond Company et la DTC Botswana sont principalement actives dans l'exploitation des mines et dans la reventes des diamants brutes. La main d'œuvre utilisée y est donc peu qualifiée et les débouchés de l'exploitation de ses diamants assez faibles. C'est pour cette raison que l'on doit analyser en profondeur cet manne diamantifère. Bien que son impact sur la richesse du Botswana soit indéniable, son impact sur d'autres facteurs comme le chômage ou le degré d'industrialisation du Botswana au travers de la sophistication de ses produits sont des choses moins évidentes.

Pour illustrer les impacts du secteur minier sur l'économie du Botswana, plusieurs graphiques présentés ci-dessous vont être analysés.

Graphique 7 : *Comparaison entre la production de diamants (en cts) du Botswana et son PIB (en dollar constant 2010) entre les années 2004 et 2015*

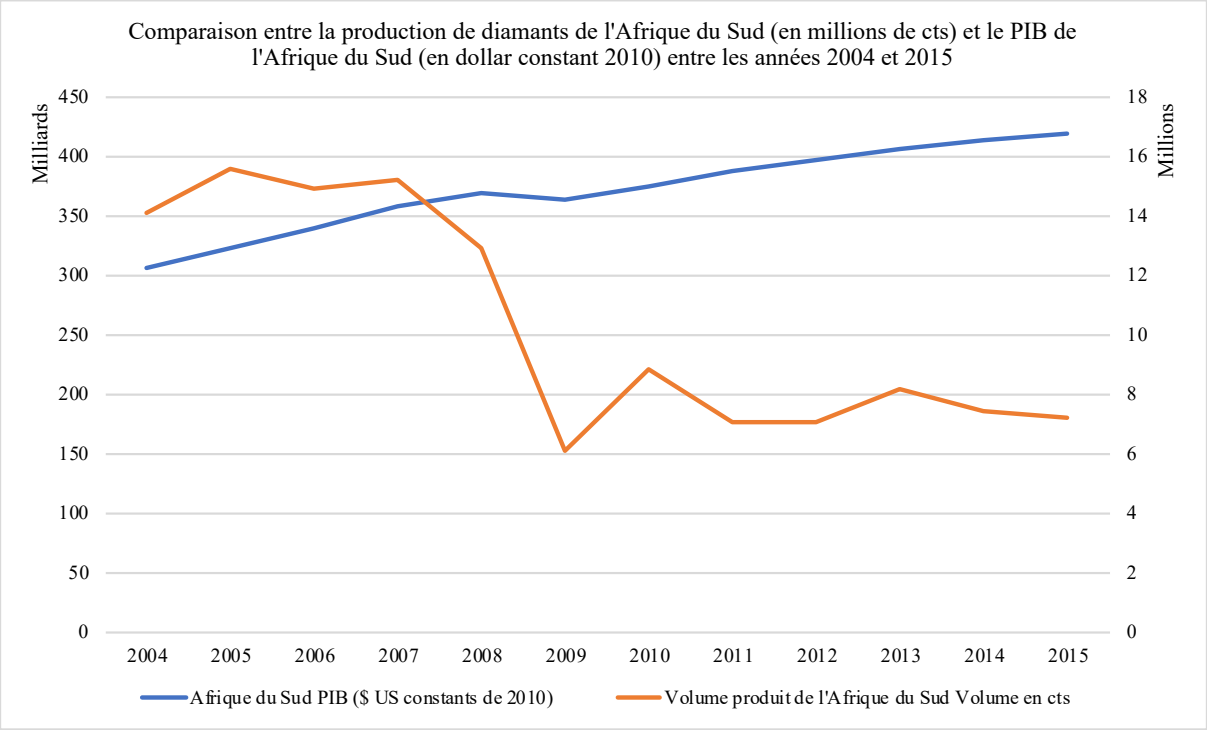


Les données de ce graphiques proviennent des informations disponibles sur le site relatif au Kimberley Process. Malheureusement, elles ne sont disponibles que depuis la création de ce processus et les données après 2015 ne sont pas encore disponibles. Cependant, elles nous permettent de montrer un lien étroit entre la production de diamants du Botswana et sa part importante dans l'évolution du PIB de celui-ci. Comme nous pouvons le voir, on remarque une baisse significative en 2009 du volume produits qui s'expliquent aussi par une baisse de la valeur de cours du diamants. L'impact se reflexe presque comme un effet miroir sur le PIB du Botswana. Ce graphique illustre donc la dépendance qu'a le pays envers cette ressource. En effet, on remarque souvent que les pays étant principalement axé sur l'export de produits primaires subit les fluctuation du marché mondial. Ce constat soulève également un point important quant à la fin des ressources disponibles en diamants. Il est donc vital pour le Botswana de préparer le futur et nous verrons dans la partie 3 de ce mémoire les pistes à envisager.

Ensuite, le fait pour un pays de développer une industrie plus sophistiquée lui permet de se rendre plus indépendante vis à vis de la demande mondiale. Cet argument sera développé dans la partie 3 de ce mémoire mais il était important de comparer la situation actuelle avec un autre acteur clé du diamant et pays limitrophe comme l'Afrique du Sud. Ce pays s'est quant à lui positionné sur les courants dit « Midstream » et « Downstream » afin de vendre des diamants

taillés en plus des diamants bruts. En plus de cela, l'Afrique du Sud a également un industrie plus diversifiée que le Botswana ce que l'on constate dans le graphique ce dessous.

Graphique 8 : *Comparaison entre la production de diamants (en cts) de l'Afrique du Sud et son PIB (en dollar constant 2010) entre les années 2004 et 2015*



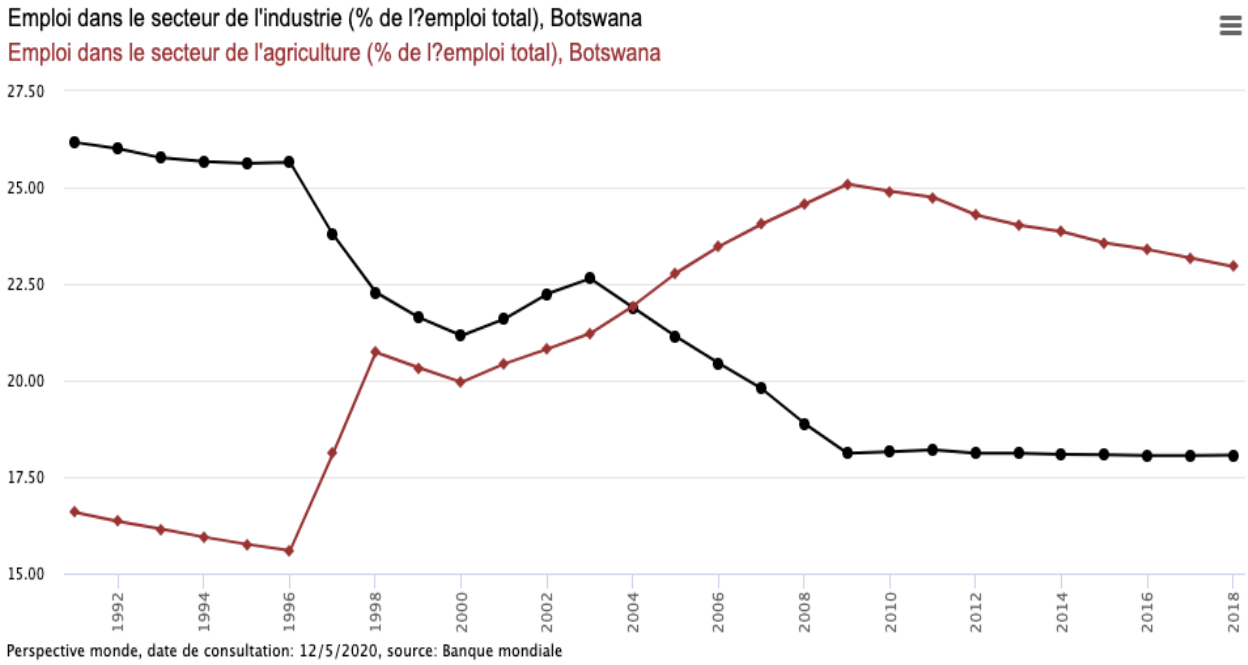
En effet, on remarque que d'une part le volume produit est plus faible que celui du Botswana alors que l'Afrique du Sud continue la progression de son PIB. D'autre part, on constate une fort pic négatif du volume produit en 2009 comme pour le Botswana mais l'effet sur le PIB est à peine perceptible. De ce fait, on peut se dire qu'il est préférable d'avoir une industrie plus diversifiée donc moins dépendante de la demande extérieure ainsi que de se positionner sur des produits plus sophistiqués car ils sont plus rentables pour un volume produit inférieur. Cette démonstration sera appuyé en partie 3 de ce mémoire lorsque l'on évoquera les pistes de développement du Botswana.

A noter tout de même que le Botswana a en partie compris ce problème puisque depuis 2006, le centre de tri de De Beers se trouve dans la capitale Gaborone. Cette localisation permis de créer 230 emplois supplémentaires. Ensuite, le Botswana est passé à la seconde étape de ce qu'il appelle son programme de valorisation sociale en lançant la commercialisation de diamants. Cette deuxième phase a également contribuée à la création d'emplois mais aussi

d'entreprises privées comme en témoigne cette phrase dans un article du journal JeuneAfrique parut en 2016 : *« Pour tirer profit de cet avantage, le pays a développé sa propre filière de tailleurs de diamants, appuyée depuis 2008 par un programme financé par De Beers et le gouvernement. Vingt-deux entreprises botswanaises, homologuées par la compagnie, se sont installées à proximité de l'aéroport ou dans le centre de la capitale. »* C'est donc un premier pas intéressant puisque la Diamond Trading Company qui commercialisait et régulait le volume de diamants jadis depuis Londres commerce aujourd'hui depuis Gaborone.

Enfin, le dernier point relatif à l'impact du diamant sur le Botswana porte le chômage. Il est légitime de se demander, si en plus de contribuer massivement au PIB du pays, ce minerai permet une quantité importante de création d'emploi. Or, on constate que ce secteur n'embauche pas énormément de personnes et encore moins de personnes sortant des universités. En effet, il contribuait dans les années 2000/2001 a plus de 37 % du PIB alors qu'il atteignait à peine un taux d'emploi formel de 3 %. En revanche, l'agriculture qui est depuis des années en croissance négative comme nous le verrons dans le prochain chapitre contribue à seulement 3 % du PIB atteignait un taux d'emploi formel proche de 20 % début des années 2000. A titre d'exemple, vous trouverez ci-dessous un graphique rassemblant le secteur de l'industrie dans sa globalité donc comprenant le secteur minier et le secteur de l'agriculture. On remarque clairement une inversion des courbes et un déséquilibre entre la contribution d'une secteur au PIB du pays et son taux d'emploi.

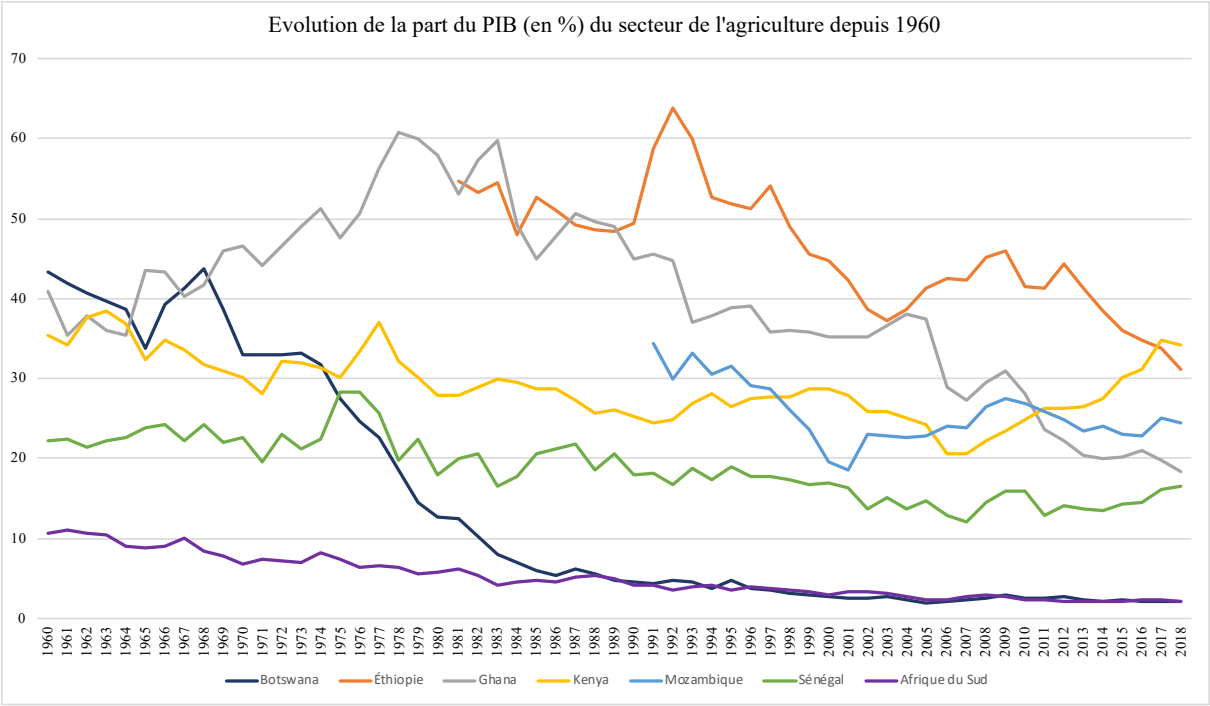
Graphique 9 : *Comparaison du taux d'emploi entre le secteur de l'industrie globale et le secteur de l'agriculture au Botswana entre les années 1991 et 2018*



V.II Le secteur de l'agriculture

Le secteur de l'agriculture est l'autre secteur important du Botswana. Bien qu'il soit en déclin continu depuis 1960, il représente peut être le futur du Botswana. Lorsque l'on parle de secteur de l'agriculture, il faut expliquer sa répartition. C'est un sujet assez délicats puisqu'il dépend de plusieurs facteurs. D'une part, une allocation inégale de la population entre les zones urbaines et les zones rurales et d'autres part, il est fortement impactés par le climat du pays.
Nous allons étudier d'une part l'élevage qui représente 70 % du secteur ainsi que la culture qui représente les 30 % restant.

Graphique 10 : *Comparaison de l'évolution de la part du PIB (en %) du secteur de l'agriculture depuis 1960 entre le Botswana, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Sénégal et l'Afrique du Sud*



Comme nous le voyons sur ce graphique, nous avons comparé la situation du Botswana avec les pays évoqués précédemment. On constate que le Botswana était le pays avec la part la plus importante de l'agriculture dans le PIB pour être aujourd'hui le pays avec le plus faible taux. Cela marque un déclin très important qui s'explique par le fait que le Botswana a tout misé sur le secteur minier. Du coup, le Botswana est assez loin d'une situation d'autosuffisance au niveau alimentaire. Il doit par conséquent recourir à un grand nombre d'importations pour les denrées alimentaires. Le Botswana est fortement tributaire des importations alimentaires du fait de diverses contraintes qui limitent le développement de la production sur les terres arables. Moins de 5 % de la superficie totale des terres est cultivable, la plupart des terres sont arides et les précipitations sont insuffisantes. En outre, le pays est en proie à une sécheresse chronique. Nous verrons dans la partie 3 comment le Botswana peut faire face à ce défi et les pistes qu'il peut suivre pour diversifier sa production, améliorer ses infrastructures parce que le défi qui l'attend sur la croissance démographique est énorme : elle va dépasser 3 % par an et les importations de denrées alimentaires devraient donc augmenter rapidement.(FAO)

V.II.1 Le secteur de l'élevage et de la culture

Ce segment de l'agriculture botswanaise, bien qu'il soit sous développé, constitue tout de même la deuxième source de devise après le diamant. Le viande bovine botswanaise est reconnue dans le monde pour sa qualité. Nous le verrons d'ailleurs lors de notre chapitre sur les exportations.

Pour comprendre en détail ce secteur, il faut d'une part se plonger dans les rapports annuels de la Botswana Meat Corporation (BMC) et d'autre part dans des données plus de types géo spatiales et culturelles. La BMC a été créé en 1965 et entretien des liens étroits avec les Royaumes unis et l'Afrique du Sud. Le premier pour sa partie « vente » et le deuxième pour la partir stockage.

Lorsque l'on parcours le site de la BMC, on trouve des données entre les années 2008 et 2015. Ces rapports annuels nous donne une idée des quantités produites, des objectifs fixés ainsi que les problèmes rencontrés par les différents abattoirs. Il existe au Botswana trois abattoirs principaux : Lobatse, Francistown et Maun. Ces trois abattoirs tuent en moyenne entre 150.000 et 200.000 bêtes par an pour un ration de plus ou moins 200kg/bête. Le Botswana tente d'ailleurs de se positionner sur un marché niche de qualité de viande bovine.

Plusieurs éléments ressortent de ces rapports concernant les stratégies à suivre qu'il nous faut regarder d'un œil critique. En effet, on s'aperçoit que les prévisions/objectifs ne sont que très rarement atteint. Les facteurs qui expliquent le plus souvent cela sont des problèmes d'approvisionnements, des maintenances mensuelles ou une demande trop faible ; ces problèmes et des pistes de solutions seront abordées dans la partie 3 de ce mémoire.

Ensuite, il est important de signaler que le Botswana exporte principalement vers trois pays : l'Afrique du Sud, les Pays Bas et les Royaumes Unis. Il est intéressant de comparer ces données (WITS) avec un pays producteur de viande bovine comme la Namibie, pays limitrophe. On constate qu'un pays comme la Namibie exporte beaucoup plus de quantités de viande vers les pays européens que ne le fait le Botswana. Il s'agit là aussi d'une piste qui serait explorée dans la partie 3 de ce mémoire.

Une autre partie importante sur l'élevage et de la culture est celle en rapport avec les contraintes géo spatiales et culturelles. Moins de 5 % de la superficie du Botswana sont des terres cultivables puisque le pays possède énormément de terres arides et les précipitations sont très insuffisantes. Par ailleurs, les infrastructures pour les irriguées sont que peu développées. De plus, le pays connaît malheureusement des sécheresses chroniques.

En outre, le problème que l'on a pu identifier quant aux diamants, à savoir la répartition de sa richesse est un facteur présent dans un moindre mesure dans l'agriculture et plus spécialement dans le bétail. C'est ainsi que dans le secteur de l'élevage, on observe un déséquilibre pour ce qui est de la propriété des ressources: une fraction réduite de la population possède une part importante du bétail et au moins 60 % des ménages ne possèdent pas d'animaux en propre.

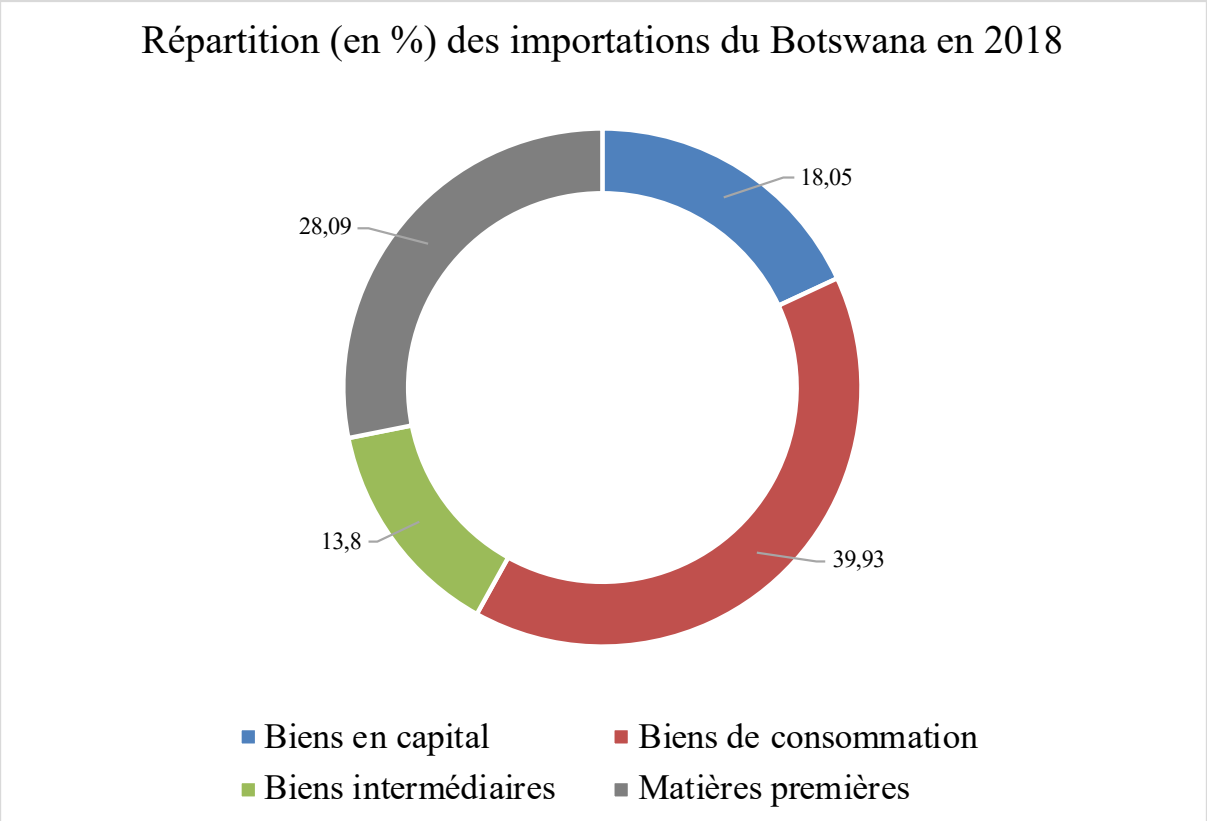
Enfin, la population botswanaise rurale est assez fermée culturellement parlant aux nouvelles techniques portant sur l'agriculture et préfère rester dans un modèle « traditionnel ».

VI. Les importations et les exportations du Botswana

VI.I Les importations

Maintenant que nous avons abordés les deux principales industries de ce pays, il est intéressant d'en prendre la mesure sur une échelle de marché et donc de se plonger dans les importations et les exportations du Botswana. Pour ce faire, nous allons dans un premier temps détailler ses importations et ensuite ses exportations. Enfin, nous comparerons celles-ci et aborderons logiquement la balance commerciale du Botswana.

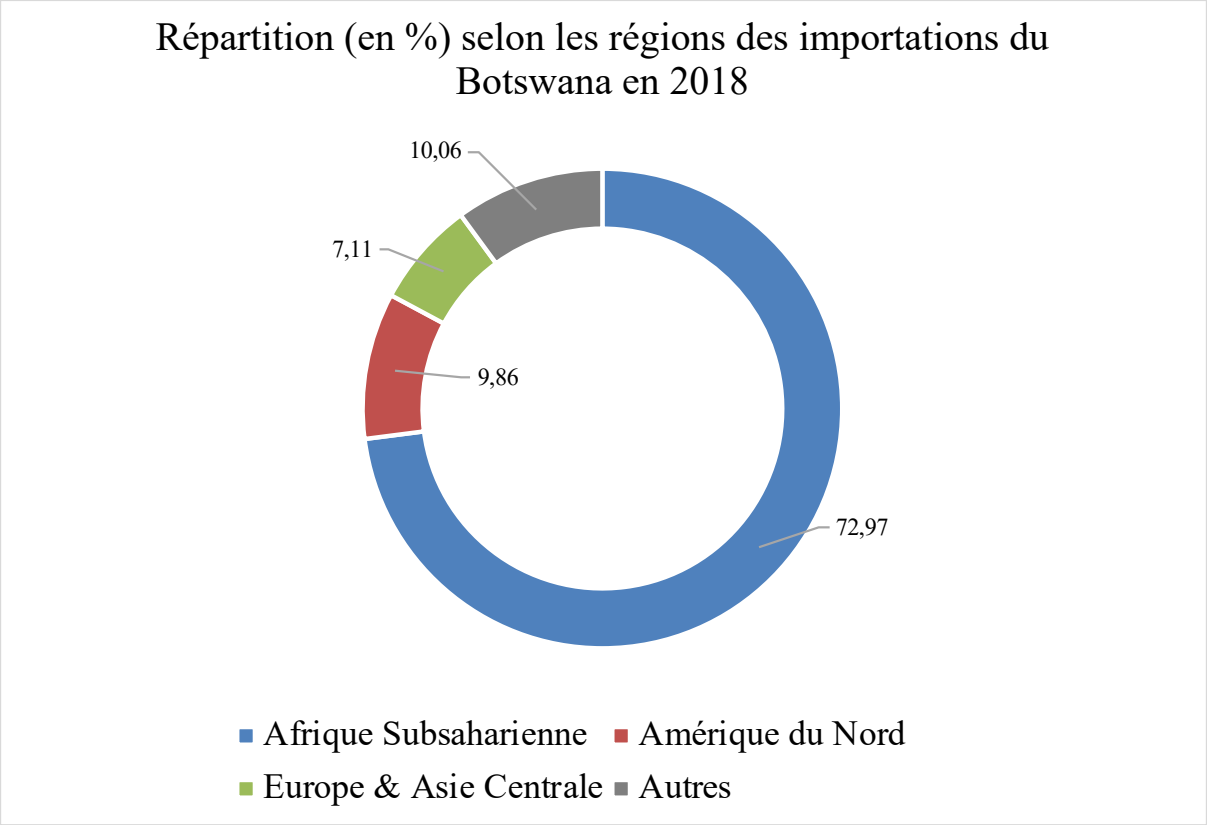
Graphique 11 : *Répartition (en %) en groupe de produits par étapes de traitement des importations du Botswana pour l'année 2018*



Selon les données les plus récentes (2018) du site World Integrated Trade Solution, le Botswana a importé pour 6.168.953,94 de dollars. Sur ce montant, on constate que presque 40 % sont dédiés aux biens de consommation. La deuxième dépense la plus importante est celle pour les

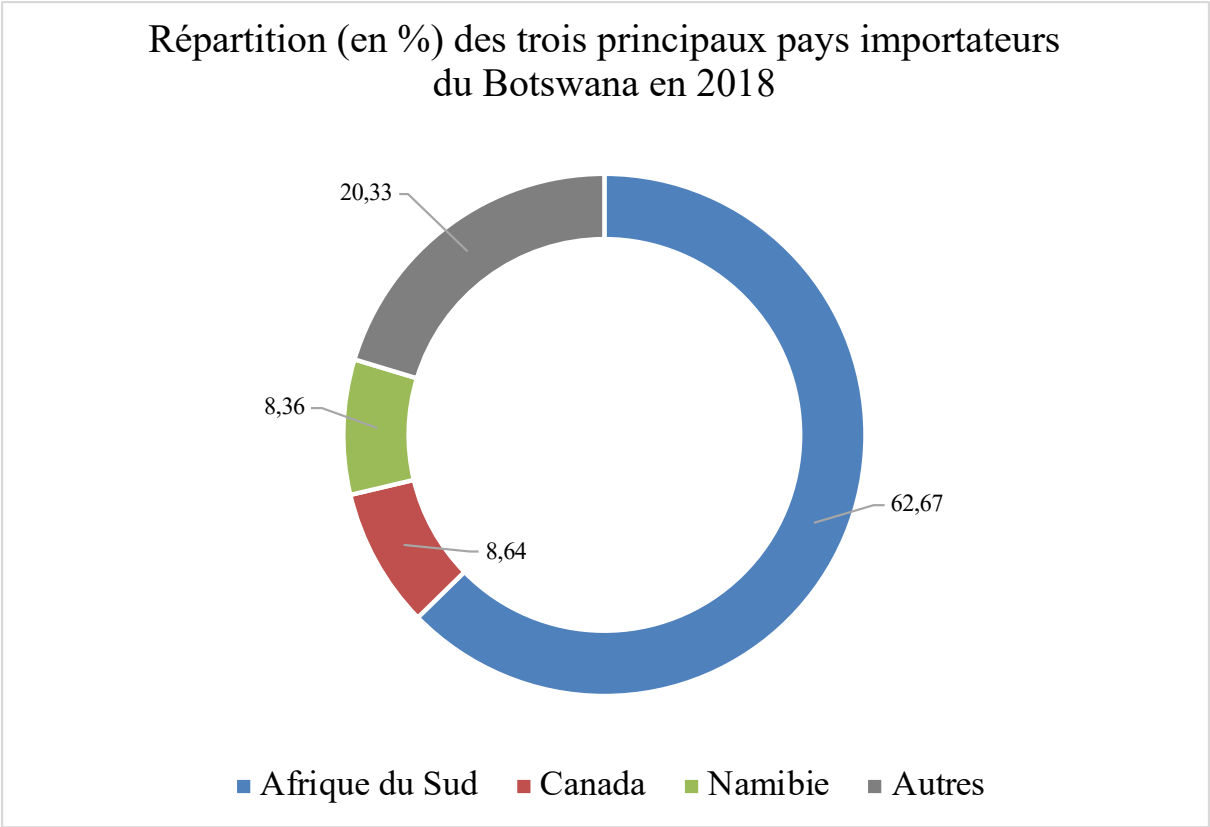
matières premières. Dans cette catégorie, on constate que la majeure partie est vouée aux diamants puisqu'il s'agit d'importations massives de pierres.

Graphique 12 : *Répartition (en %) selon les régions des importations du Botswana pour l'année 2018*



Comme nous l'indique ce graphique, la région de l'Afrique subsaharienne est le principal importateur du Botswana. Ensuite les deux autres régions principales sont l'Europe et l'Amérique du nord. La dernière région est une région où nous avons repris la reste des régions puisqu'elles représentaient toutes un très faible pourcentage. Nous allons maintenant « zoomer » davantage et analyser les trois pays importateurs principaux du Botswana.

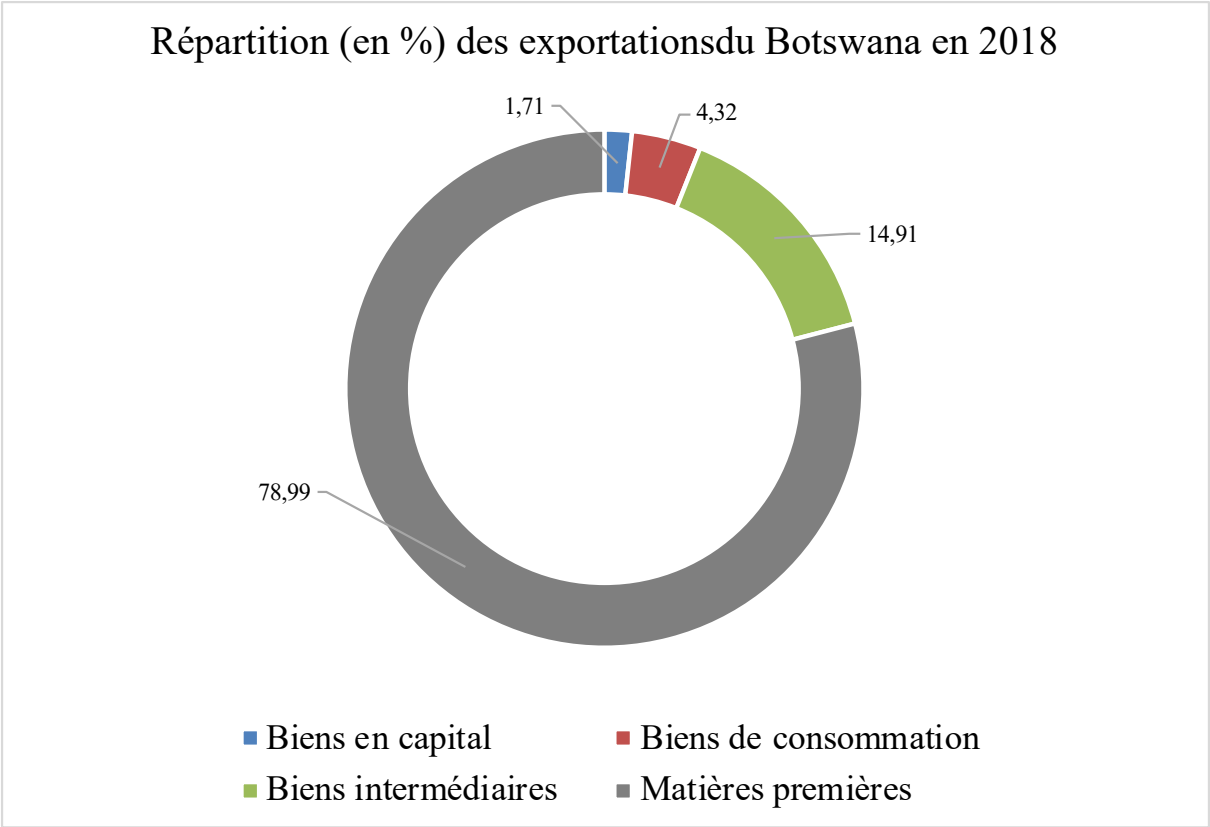
Graphique 13 : *Répartition (en %) des trois principaux pays importateurs du Botswana pour l'année 2018*



Le premier pays importateur est l'Afrique du Sud, vient ensuite le Canada et enfin la Namibie. Le montant de 20 % représente la somme des 138 autres pays importateurs. Ce graphique nous aide à nous rendre compte que le Botswana est dépendant de ses voisins sur des produits spécifiques comme les produits alimentaires et les matières premières. Malgré sa position de pays exportant principalement des produits primaires, on note que le Botswana est toujours tributaires de ces mêmes matières pour son propre marché mais également pour son commerce. C'est ainsi que l'Afrique du Sud exporte vers le Botswana principalement des biens de consommation et que le Canada et la Namibie, eux, exportent exclusivement des diamants.

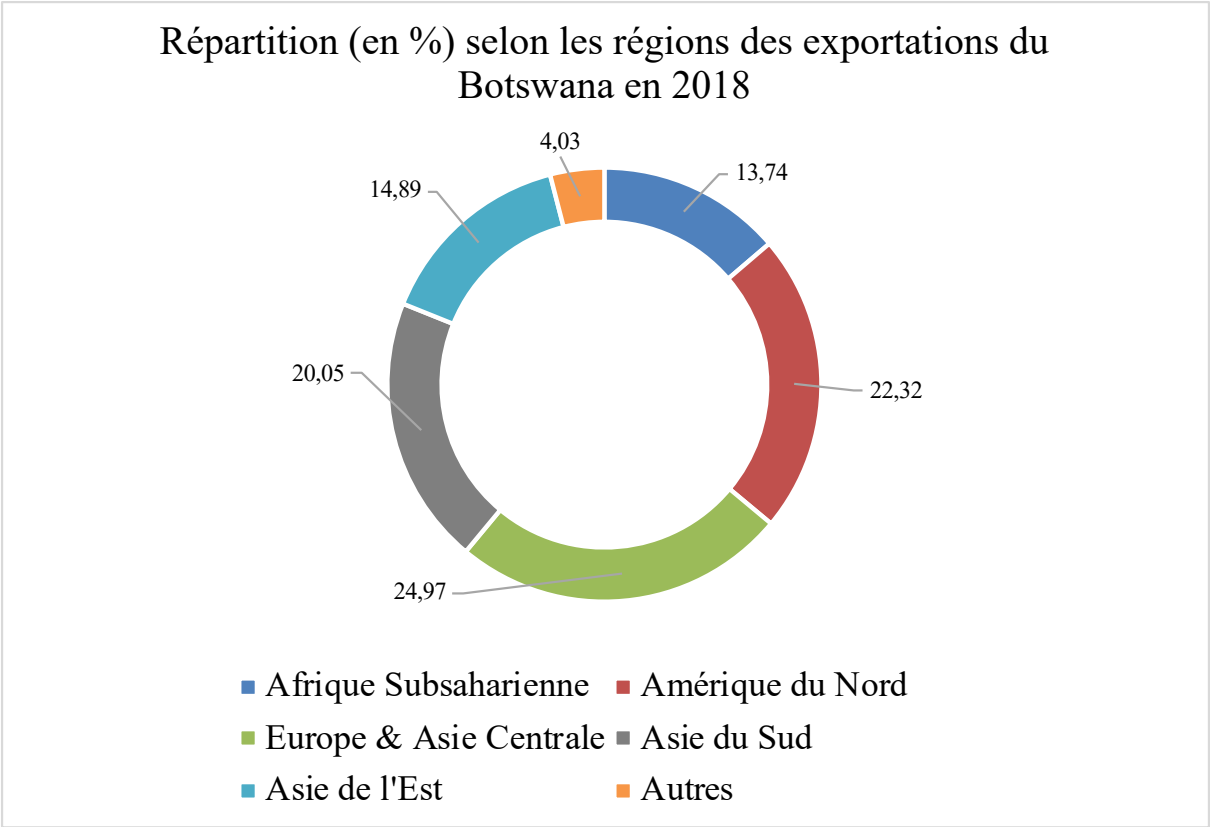
VI.II Les exportations

Graphique 14 : *Répartition (en %) en groupe de produits par étapes de traitement des exportations du Botswana pour l'année 2018*



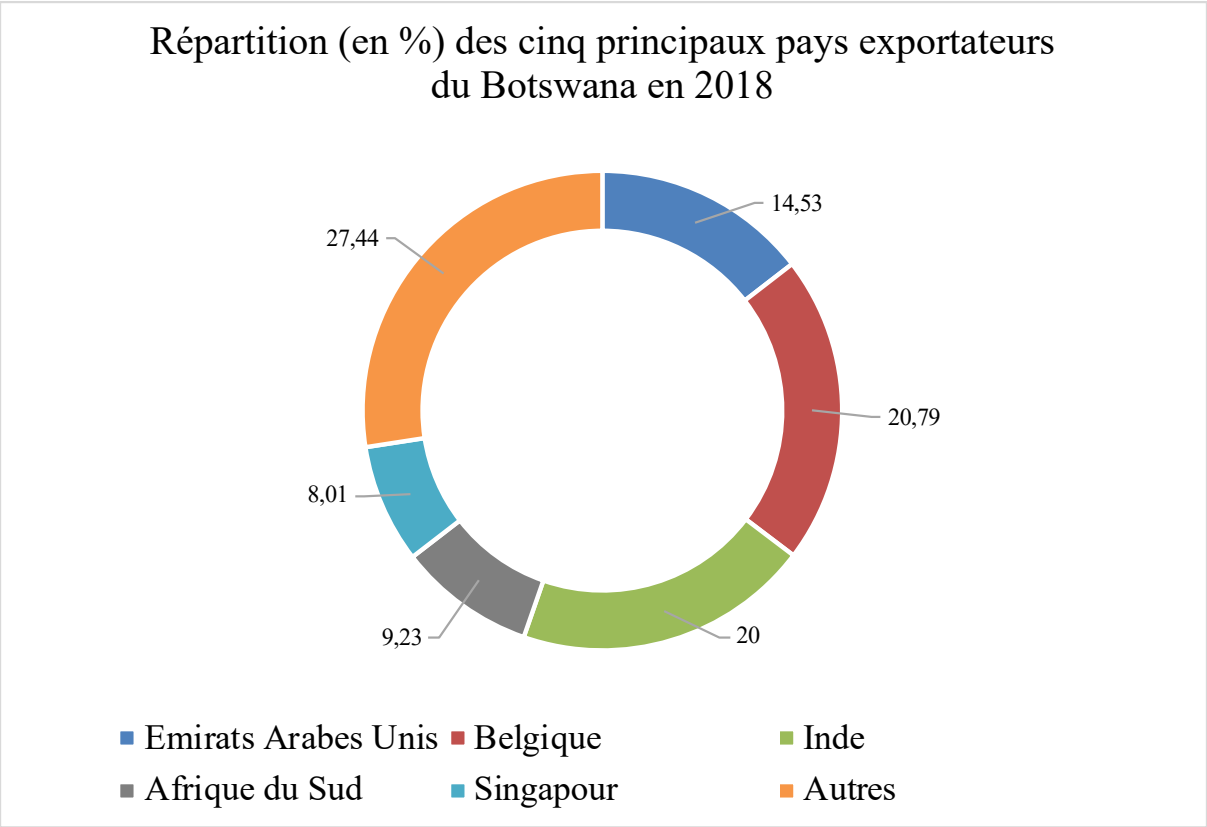
Selon les données les plus récentes (2018) du site World Integrated Trade Solution, le Botswana a exporté pour 6.573.000,89 de dollars. Sur ce montant, on constate que presque 80 % sont dédiés à l'exportation de matières premières. Dans cette catégorie, on constate que la majeure partie est vouée aux diamants puisqu'il s'agit d'exportations très importantes de diamants bruts. La deuxième rentrée la plus importante est celle pour les biens intermédiaires.

Graphique 15 : *Répartition (en %) selon les régions des exportations du Botswana pour l'année 2018*



Comme nous l'indique ce graphique, la région de l'Europe est la région principale d'exportation du Botswana. Ensuite les deux autres régions principales sont l'Amérique du Nord et l'Asie de l'Est. Nous allons maintenant « zoomer » davantage et analyser les cinq pays exportateurs principaux du Botswana.

Graphique 16 : *Répartition (en %) des cinq principaux pays exportateurs du Botswana pour l'année 2018*



Le premier pays exportateur est la Belgique suivit de près par l'Inde. Le montant de 27,44 % représente la somme des 92 autres pays exportateurs avec des pays comme Israël qui a un pourcentage proche de Singapour. On constate bien évidemment que les pays présents dans ce graphique sont des pays connaissant une forte demande de diamants et plus précisément de diamants bruts avec une plaque tournante comme Anvers, bien connue dans le monde du diamant.

Nous allons maintenant analyser ces différents graphiques sur un horizon de temps en partant de la date la plus ancienne disponible sur le site WITS, soit 2000.

En 2000, Le Botswana importait déjà massivement de la région de l'Afrique Subsaharienne puisque le pourcentage était de 77 %. Un changement concerne l'Europe puisqu'à ce moment-là, ils importaient pour 16 % avec les pays européens. On retrouve cette tendance dans les années 2010 également. Cela se confirme d'autant plus lorsque l'on regarde les trois principaux pays importateurs du Botswana en 2000 : Afrique du Sud, le Royaume Unis et l'Italie.

Concernant les exportations, on note un vrai changement dans les partenaires. Dans les années 2000, l'Europe attirait presque 90 % des exportations et le reste concernait l'Afrique Subsaharienne. Cette tendance, bien qu'inférieure, continuait de s'illustrer dans les années

2010. Les pays exportateurs présents étaient alors le Royaume-Unis en grand part ainsi que la Suisse, la Norvège ou l'Afrique du Sud. Ces tendances s'expliquent en partie par le biais de certains accords commerciaux Par exemple, le Southern African Customs Union (SACU) créé en 1969 facilitant les transactions avec l'Afrique du Sud. Le Botswana a également des accords avec l'EU et entretient de bonnes relations commerciales avec l'Inde. C'est donc fort logiquement que l'on voit la Belgique et l'Inde comme les deux premiers partenaires du Botswana puisque ces pays sont des acteurs majeures dans la taille de diamants bruts ; l'Inde avec sa ville Surat en est maintenant le premier centre mondial de la taille du diamant.

Enfin, une évolution positive depuis les années 2000 est de constater que le Botswana exporte de manière plus homogène. Il est par conséquent moins dépendant d'une région géographique ou d'un pays ce qui le rend moins vulnérable à la demande d'une région particulière comme c'était le cas dans les années 2000/2010 avec l'Europe. On remarque d'ailleurs les impacts dans le PIB du Botswana. On note donc une stratégique de diversification concernant la demande mondiale. Ensuite, on constate aussi que le Botswana a pris la mesure de la dépendance de son commerce par rapport au PIB. C'est donc une bonne chose de voir que la part du commerce par rapport au PIB est passé de 94,90 % en 2000 à 77,12 % en 2018. Ces chiffres expliquent que la création de richesse du pays ne se fait plus exclusivement via le commerce extérieur.

VI.III La balance de paiements

Définitions :

« La balance de paiement est un document de comptabilité nationale recensant tous les flux économiques entre ce pays et le reste du monde au cours d'une année ».

« La balance commerciale d'un pays représente le solde entre les importations et les exportations, en terme de valeur monétaire, de ce même pays. »

« La balance courante est le solde des flux monétaires national recensant tous les flux monétaires provenant des échanges internationaux de biens et services, revenus et transferts courants entre ce pays et le reste du monde. Elle est une des composantes de la balance de paiement ».

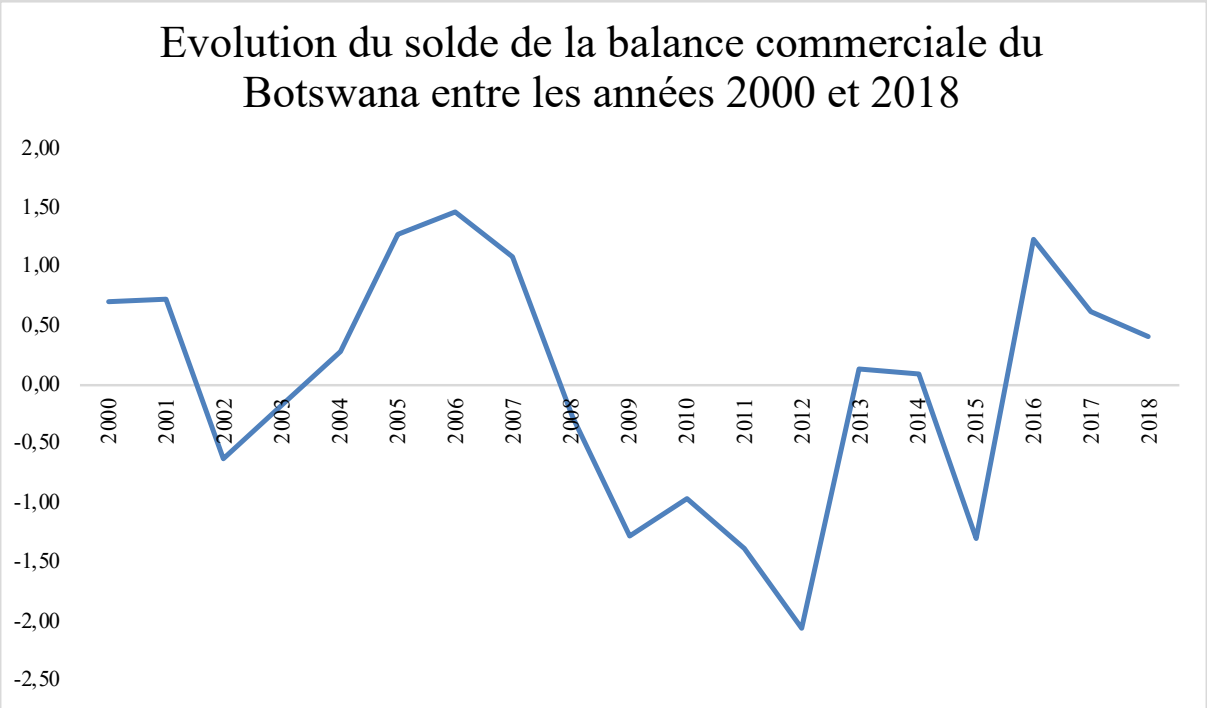
« Les investissements directs étrangers ou IDE sont des mouvements de capitaux à échelle international mesurés par les statistiques issues de la balance de paiements ».

Il était d'important de commencer ce point concernant la balance de paiements avec ces définitions. En effet, on part de la photo générale pour analyser différentes compositions de

cette balance et en comprendre leurs implications. Il s'agit probablement d'un des documents de comptabilité nationale les plus important pour piloter la politique économique d'un pays. Premièrement, nous allons analyser la balance commerciale du Botswana au travers des graphiques ci-dessous.

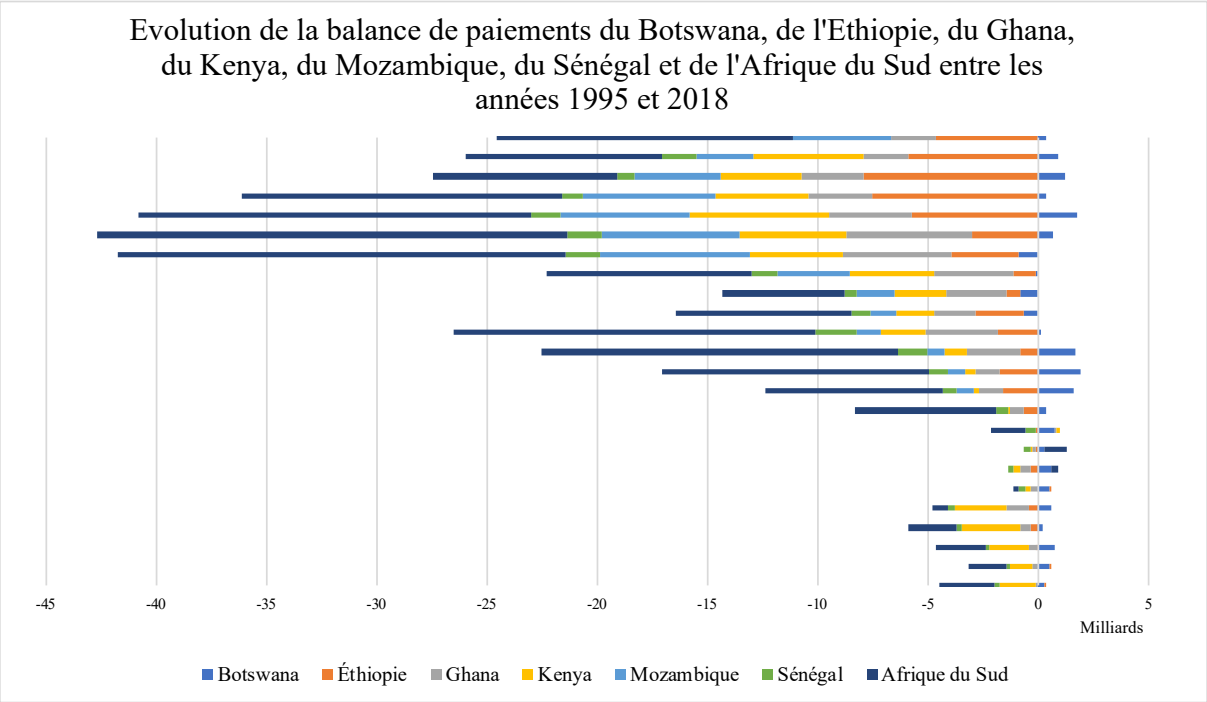
Graphique 17 : *Évolution (en millions de dollars) du solde de la balance commerciale du Botswana entre les années 2000 et 2018*

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Importations	2,08	1,81	3,37	3,96	3,24	3,16	3,05	3,99	5,21	4,73	5,66	7,27	8,03	7,43	7,83	7,63	6,10	5,28	6,17
Exportations	2,78	2,53	2,75	3,80	3,51	4,43	4,51	5,07	4,95	3,46	4,69	5,88	5,97	7,57	7,92	6,32	7,32	5,90	6,57
Solde	0,70	0,72	-0,63	-0,16	0,28	1,27	1,45	1,09	-0,26	-1,27	-0,96	-1,39	-2,05	0,14	0,09	-1,31	1,22	0,61	0,40



Ce graphique nous montre une fois de plus que la part des exportations de diamants influe fortement le commerce du Botswana. Dans ce cas-ci, on note que le solde de la balance commerciale est négatif lorsque le volume de diamants produits (voir graphique 8) est plus faible en raison de la demande mondiale. Néanmoins, hormis les années qui ont suivies 2008, le balance commerciale du Botswana est majoritairement positive. Bien que ce solde soit un indicateur intéressant, il ne permet pas de tirer des conclusions complètes. Il s'agit bien d'une composante d'une vue plus complète qu'est la balance des paiements que nous allons voir ci-après.

Graphique 18 : *Évolution (en milliards de dollars) de la balance de paiements du Botswana, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Mozambique du Sénégal et de l'Afrique du Sud entre les années 1995 et 2018*



Ce graphique compare les pays choisis précédemment et montre leurs évolutions au sujet de la balance des paiements. Dans le bas du graphique, on constate qu'en 1995, seuls le Mozambique et le Botswana ont démarré avec une balance des paiements positive. Les pays comme l'Afrique du Sud et le Kenya ont presque chaque année des balances de paiements négatives. Enfin, dans le haut du graphique, on constate qu'actuellement, le Botswana est le seul pays avec une balance des paiements positive.

Cette conclusion permet de dire que le Botswana envoie un signal assez positif concernant sa compétitivité économique vis à vis de l'international. Il exprimer en effet une position d'État créancier et couplée au fait que le solde commercial soit positif permet d'apprécier la monnaie du Botswana, à savoir le Pula.

A ces observations, nous allons maintenant calculer un autre taux afin vérifier si le Botswana est réellement un pays ouvert sur le reste du monde. Pour ce faire, nous allons calculer le taux d'ouverture du pays. La formuler utilisée est la suivante :

$$\frac{\left(\frac{X+M}{2}\right)}{Y}$$

X : Les exportations de biens et services
M : Les importations de biens et services
Y : Le PIB

Dès lors, nous avons : +- 125 %. Il s'agit d'un taux assez élevé voir exceptionnel lorsqu'on le compare à d'autres pays comme l'Afrique du Sud.

VI.IV Les Investissements Directs Étrangers

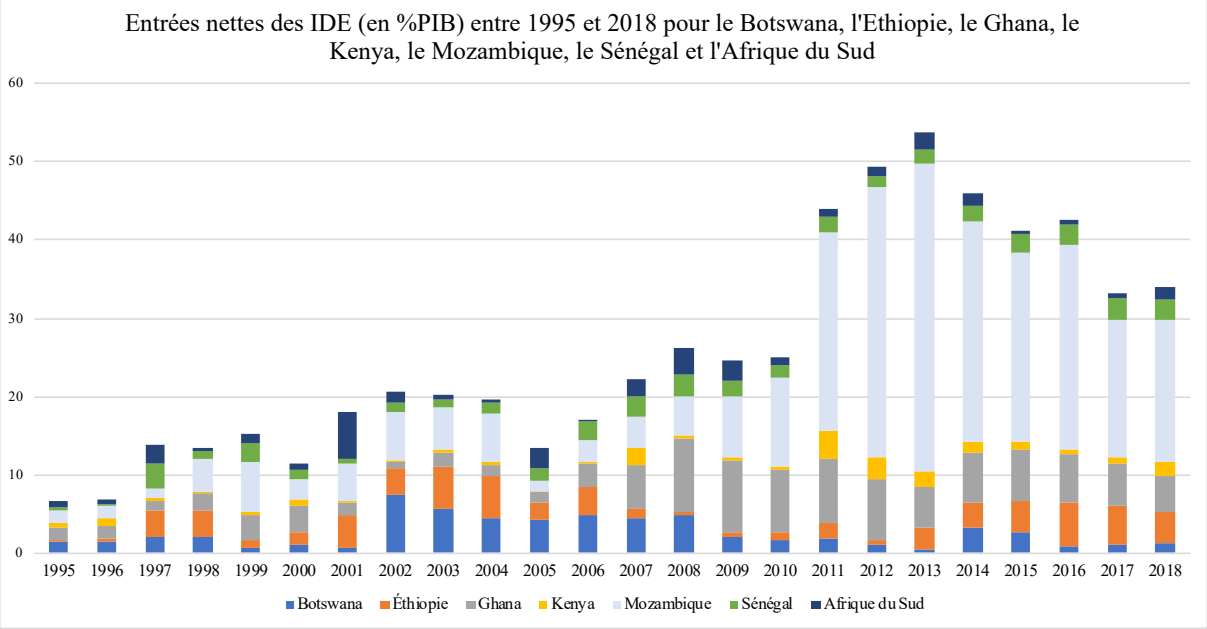
Nous allons maintenant aborder le dernier élément essentiel concernant l'attractivité d'un pays à savoir les investissements directs étrangers. Les flux des IDE, concentrés essentiellement dans les mines dans le cas du Botswana, permettent donc de mettre en évidence les investissements du gouvernement.

Ces flux rendent le Botswana intéressant tant pour les prêteurs que pour les investisseurs étrangers, limite l'endettement et permet une épargne. En outre, un pays excédentaire, par itération est un pays qui exporte plus et donc du travail, à de meilleurs chances de créer beaucoup d'emploi. Ce fût d'ailleurs le cas pour le Botswana puisque l'emploi enregistre une progression constante depuis les années 70 (OCDE, p.145).

Il est en règle générale un indicateur de bonne santé d'un pays. Il est indispensable d'indiquer que ces considérations ne doivent pas être interprétées de manière unilatérale tant d'autres facteurs peuvent entrer en jeu. En effet, a contrario, si un déficit permet de financer des investissements indispensables pour une croissance future, le constant n'est pas inquiétant. Les États-Unis, puissance mondiale en est l'exemple parfait avec sa balance courante déficitaire (Banque Mondiale, 2018).

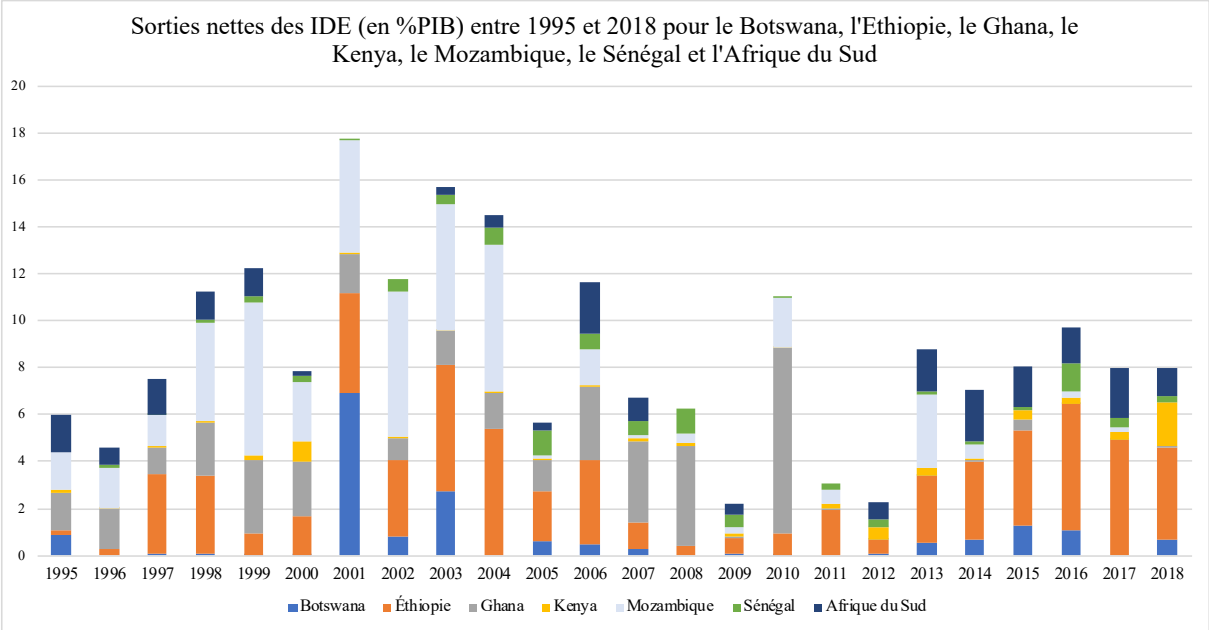
Pour analyser les IDE du Botswana, nous allons étudier les données de la banque mondiale relatives aux IDE en pourcentage par rapport au PIB. En effet, il existe également les rentrées et sorties nettes des IDE, mais celles-ci représentent simplement un chiffre. Le but ici, est de voir a quel point ces IDE sont générateurs de richesses pour le Botswana et a quel point son ouverture par rapport à la mondialisation impact son PIB.

Graphique 19 : Évolution des *entrées nettes des IDE du Botswana, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Mozambique du Sénégal et de l'Afrique du Sud entre les années 1995 et 2018*



Lorsque l'on analyse ce graphique, on remarque que sur l'échelle de temps donnée, le Botswana reste le pays le moins attractif pour les pays investisseurs comparés aux autres pays. On peut deviner que des efforts ont été fait par le gouvernement pour attirer davantage ces pays depuis les années 2000. Néanmoins, les tendances ne se sont pas confirmées et sont même à la baisse ces dernières années. Cette observation est importante puisque favoriser les IDE et amenés des pays développés à investir au Botswana est un facteur indispensable en vue de développer son économie et donc de la diversifier. On remarque que cette technique a permis a des pays jadis sous-développés de rattraper plus rapidement son retard. C'est le cas par exemple de la Chine. En effet, ces flux d'IDE permettent au Botswana par exemple, de bénéficier de technique mise en place par d'autres pays industrialisés et donc de ne pas devoir prendre du temps et de l'argent en vue de les implémenter.

Graphique 20 : *Évolution des sorties nettes des IDE du Botswana, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Mozambique du Sénégal et de l'Afrique du Sud entre les années 1995 et 2018*



Ce graphique illustre lui un rapport inverse puisqu'il montre si les entreprises botswanaises investissent à l'étranger. Certaines des valeurs étaient négatives mais pour un soucis de clarté et de lisibilité, j'ai volontairement remplacées celles-ci par 0. Elles étaient en effet pour la plupart très proche de ce chiffre. C'est pour cette raison que l'on constate par exemple que le Botswana n'est pas représenté sur quelques années puisque les sorties nettes des IDE étaient négatives. Ensuite, une nouvelle fois, le Botswana est « dernier » dans ce graphique ce qui peut expliquer le fait que la politique mise en place par le gouvernement ne permet pas de faciliter les investissements des entreprises botswanaises à l'international.

VII. Endettement/Investissements

Pour clôturer ce volet économique, nous allons aborder les choix politiques du gouvernement sur le plan économique. Ces choix portent sur des informations relatives à son taux d'endettement, a ses investissements ou encore sa politique fiscale. Cette politique sera intéressante afin de savoir comment l'état peut générer d'autres revenus pour accroitre ses investissement et participer à la partie suivante, à savoir celles détaillant les infrastructures du Botswana.

VII.I Son endettement

Afin d'analyser en profondeur ces données et à cause du manque d'information auprès d'organisme de la banque mondiale par exemple, nous avons réalisé quelques calculs sur base des données présentes. Pour ce faire, nous avons pris le dernier rapport datant de février 2020 présent sur le site de la banque du Botswana. Selon ce Botswana Financial Statistics Report, nous avons pu d'une part avoir les données relatives à son endettement total (en Pula) et nous avons d'autre part, joint les données de la banque mondiale relatives au PIB (en Pula) du Botswana. Enfin, c'est par le biais des données présentes ci-dessous, que nous avons ajouté une ligne concernant le part en pourcentage du taux d'endettement du Botswana par rapport à son PIB. Étant donné l'importance que revêt ce sujet et son importance lors d'une crise financière, nous allons analyser plus en profondeur encore cette dette mais surtout sa composition. En effet, comme le Fond Monétaire International le soulève régulièrement, il est indispensable pour un pays d'en mesurer son impact étant donné que la récession qui suit une crise est souvent encore plus longue. En outre, les pays en développement sont encore plus touché par une crise étant donné que le financement extérieur en cas de crise est plus faible.

Graphique 21 : *Évolution du taux d'endettement (en % par rapport au PIB) du Botswana depuis 2010*

Années	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20(p)
Total de la dette	16 256,1	23 951,7	29 025,1	29 003,4	29 625,5	33 130,0	35 186,7	36 856,7	32 993,7	34 411,0	35695,4
PIB	86 867,0	104 980,0	109 870,0	125 158,0	145 868,0	146 066,0	170 564,0	180 102,0	189 869,0	200 165,7	211020,73
(% PIB)	**18,71**	**22,82**	**26,42**	**23,17**	**20,31**	**22,68**	**20,63**	**20,46**	**17,38**	**17,19**	**16,92**

Comme nous pouvons le voir, le taux de la dette par rapport au PIB est relativement constant et à la baisse depuis plusieurs années. Nous avons réalisé une estimation (indiqué p) dans le graphique pour cette année afin de voir si la tendance se confirmait ; ce qui est le cas. Pour détailler davantage cette dette, elle est principalement extérieure. De plus, les montants les plus conséquents proviennent de deux pays : la Chine et le Japon. Elle provient également de deux banques : l'African Development Bank et la Nordic Investment Bank.

Dès lors, le pourcentage de la dette publique du Botswana par rapport au PIB est très important. Heureusement, celui s'avère relativement stable même après la crise financière de 2008 et peu élevé lorsqu'on le compare aux autres pays. Selon un rapport de l'agence ECOFIN de février 2020, e*ntre 2008 et 2018, la dette publique moyenne des pays africains est passée de 38% à*

56% du produit intérieur brut (PIB) du continent. C'est ce qu'indique la Banque africaine de développement (BAD) dans ses perspectives 2020 sur l'économie africaine.

Cependant, on peut déclarer une dette viable selon la capacité d'un état à générer des recettes, a son potentiel de croissance et aux types de risques fiscaux auxquels celui-ci est confronté.

Selon l'OCDE et son rapport sur les statistiques des recettes publiques 2019, le ratio impôts/PIB du Botswana en 2017 était de 12,2% (ce ration ne prend pas en compte les cotisations de sécurité sociale puisque les données ne sont pas disponible). Le détail de ses recettes sera abordés dans le point prévu dans le prochain chapitre.

Graphique 22 : *Répartition de la dette du Botswana pour l'année 2019*

Total External Debt	**15 152,3**
B: Domestic Debt	
Treasury Bills	700,0
Bonds	10 060,0
Debt Participation	113,0
Total Domestic Debt	**10 873,0**
TOTAL GOVERNMENT DEBT	**26 025,2**
C: Government Guaranteed Debt	
Domestic	1 484,0
External	6 902,0
Total Government Guaranteed Debt	**8 386,0**
TOTAL GOVERNMENT AND GOVERNMENT GUARANTEED DEBT	**34 411,0**

Sur cette partie du bilan du Botswana concernant la répartition de sa dette en 2019, on constate un point important à souligné. On note une part plus importante de sa dette vis à vis de l'extérieur par rapport à sa dette domestique. Cette répartition expose un peu plus le Botswana à des risques de volatilité des taux de change. Étant donné que le Botswana arrive presque chaque année à avoir un budget en équilibre, une croissance continue et un ratio recettes

fiscales/PIB supérieur à la moitié du taux d'endettement par rapport au PIB, nous pouvons en déduire que le Botswana a une dette publique relativement stable et saine.

VII.II Sa fiscalité

Le régime fiscal du Botswana s'avère assez solide et générant une rentrée satisfaisante. L'introduction en 2002 de la Taxe sur la Valeur Ajoutée a eu des impacts positifs offrant une diversité des ressources fiscales, plus uniquement liées aux seules taxes sur les diamants.Le pays pratique également un impôt sur le revenu de manière progressive avec une tranche allant de 5 % à 25 %. Bien que cette fiscalité soit en constante amélioration, il reste néanmoins des progrès à faire. Nous allons donc à travers plusieurs graphiques abordés ces points.

Graphique 23 : *Répartition des recettes fiscales du Botswana depuis 2010*

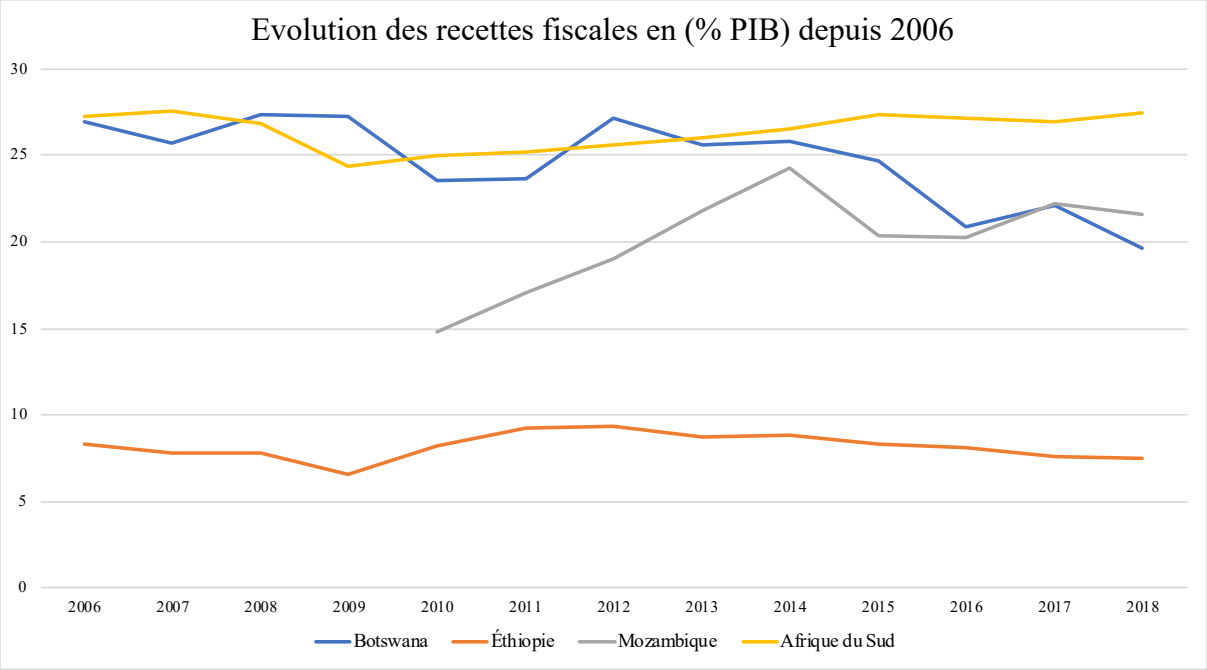
GOVERNMENT REVENUE (P Million)	Tax Revenue				
Period	Customs & excise	Mineral revenu	Non-mineral income tax	Value Added Tax	Total
2009/10	7 931,0	9 088,4	5 560,6	3 943,5	26 773,9
2010/11	6 206,6	12 059,9	6 413,4	4 637,7	29 615,7
2011/12	8 424,3	15 823,1	6 112,7	4 851,0	35 533,1
2012/13	14 216,1	12 076,2	6 725,3	5 282,6	38 606,3
2013/14	13 169,5	18 443,3	7 470,8	4 885,4	44 306,3
2014/15	15 691,0	21 532,2	8 383,8	5 709,9	51 655,1
2015/16	15 817,6	14 437,6	8 690,6	5 547,6	44 858,6
2016/17	11 773,3	22 495,9	9 572,2	6 642,7	50 847,2
2017/18	17 864,4	18 686,3	8 200,3	7 776,4	52 992,2
2018/19	14 788,5	18 467,7	9 900,1	7 374,1	51 057,2
Pourcentage pour l'année 2019	65%		19%	14%	99%

Tout d'abord, les taxes relatives au secteur minier sont énormes puisqu'elles représentent presque 70 % des recettes du gouvernement. Ceci illustre une nouvelle fois la dépendance de l'état face à ce secteur. En effet, si, à cause de la demande mondiale, le Botswana devait produire moins comme se fut le cas en 2008, non seulement les taxes du douanes sont impactées mais les taxes sur le revenu sont également impactées.

Ensuite, les taxes or produits miniers sont insuffisantes pour permettre au pays de produire assez de revenus actuellement sans être dépendant du secteur minier. Cette « troisième » source de revenu nous explique que si l'on agrège le secteur de l'agriculture et le secteur privé, le Botswana est encore trop loin des revenus du secteur minier puisqu'il n'atteint même pas un tiers de son rendement. Enfin, la TVA aujourd'hui plafonnée à 12 % connaît certes une

croissance mais elle ne représente toujours que 14 % des recettes fiscales. Le pourcent manquant représente les autres sources de revenus qui par soucis de clarté ont été ignorées.
On note également que le Botswana a bien augmenté ses recettes fiscales après 2010 mais semble aujourd'hui plafonner autour des 50.000 (millions de Pula) depuis 2015. Cette observation est encore plus frappante lorsque l'on analyse les recettes fiscales par rapport au PIB.

Graphique 24 : *Évolution des recettes fiscales (en % PIB) depuis 2006 pour le Botswana, l'Éthiopie, le Mozambique et l'Afrique du Sud*



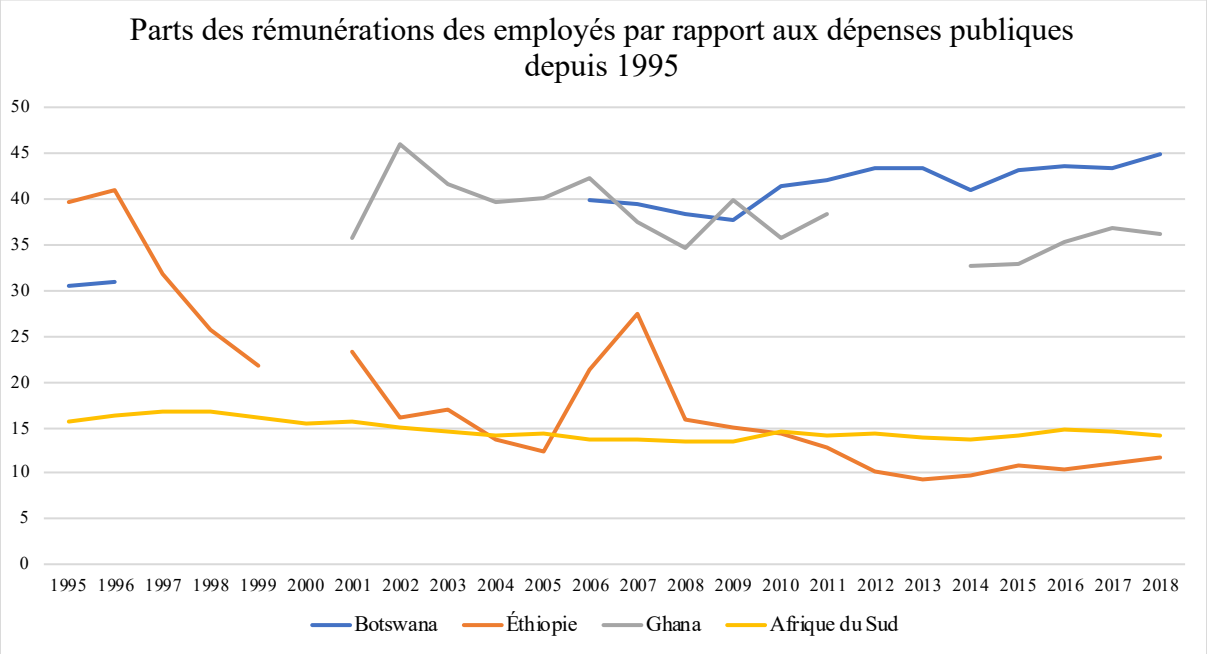
Malheureusement, les données antérieures à 2006 et pour les pays comme le Kenya, le Ghana et le Sénégal étant non disponibles, nous avons pu les comparer avec les trois autres pays présents sur le graphique. On remarque la leçon tirée précédemment à savoir que les recettes stagnes par rapports au PIB du Botswana et décroisent effectivement depuis 2015. On remarque que dans ce domaine, l'Afrique du Sud fait office de premier de classe. Une première explication peut venir de la différence des taux appliqués. En effet, la TVA y est de 15 % depuis 2018, l'impôt sur les sociétés y est de 28 % au lieu de 22 % pour le Botswana et les taux sur le revenus peuvent aller jusqu'à 28 % contre les 25 % pour le Botswana.

VII.III Ses investissement

Il est maintenant intéressant de savoir ce que fait le gouvernement avec ses rentrées et comment il les prioritise. Pour plus de clarté et par manque de données des autres pays et sur certaines années pour le Botswana, nous avons calculé une moyenne des dépenses (en %) par rapport à son PIB. Le Botswana a réalisé en moyenne depuis 1995, un dépense de plus ou moins 40 % par rapport à son PIB. Cette moyenne n'a pas tenu compte des données manquantes pour les années s'étendant de 1997 à 2005.

Bien que ce taux soit assez élevé et même plutôt prometteur puisqu'il indique que le Botswana dépense presque la moitié de son PIB dans des dépenses, nous devons regarder plus en détails leur répartition afin de savoir si elles bénéficient au développement du pays ou bien si elle se répartit équitablement au sein de la population.

Graphique 23 : *Dépenses (en % PIB) des rémunérations publiques depuis 1995 pour le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana et l'Afrique du Sud*



Nous avons volontairement enlevé le Kenya, le Mozambique et le Sénégal étant donné l'absence de données. Cette absence de données explique également les lignes discontinues présentes sur le graphique. Cependant, nous pouvons tout de même constaté que le Botswana dépense presque la moitié pour les salaires des employés dans le domaine publique. Ce constat implique deux choses. D'une part, presque la moitié des employés du pays sont rémunéré par

l'État ce qui creuse les inégalités. En effet, ces personnes sont majoritairement dans les zones urbaines et dépenses donc leurs salaires dans cette zone. Ensuite, cette observation montre bien que le secteur publique crée en grande quantité de l'emploi et domine ainsi le secteur privé. A titre illustratif, le taux moyen depuis 1995 de la Belgique est de 6,5%. On remarque également que des pays comme l'Éthiopie et l'Afrique du Sud qui développe leurs secteurs privés ont diminué leurs dépenses publiques sur cet aspect.

Graphique 24 : *Répartition des dépenses dans les services économiques du Botswana pour les années 2010 à 2019*

FUNCTIONAL CLASSIFICATION OF GOVERNMENT EXPENDITURE AND NET LENDING
(P Million)

Period[1]	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19
ECONOMIC SERVICES	**8 388,5**	**8 330,4**	**8 498,3**	**8 212,9**	**7 954,8**	**11 141,3**	**11 958,5**	**10 804,0**	**11 513,9**	**11 946,6**
Agriculture, forestry and fishing	**1 185,0**	**1 107,1**	**1 289,4**	**1 538,4**	**1 749,7**	**2 099,3**	**2 757,0**	**1 247,8**	**2 019,5**	**3 714,5**
Recurent expenditure	844,0	822,0	829,5	943,4	1 074,6	1 020,5	1 221,9	1 031,6	1 061,5	8 562,7
Development expenditure	347,5	287,0	396,8	298,3	675,2	1 078,8	990,2	761,2	958,0	230,0
Mining	**768,6**	**619,2**	**729,8**	**283,8**	**- 137,1**	**26,5**	**324,6**	**1 132,0**	**939,9**	**349,0**
Recurrent expenditure	151,1	601,2	683,5	176,8	207,5	176,0	250,6	228,0	270,0	348,7
Development expenditure	47,5	18,0	197,6	2,0	0,1	20,5	74,1	151,7	521,7	0,3
Electricity and water supply	**1 857,2**	**2 832,9**	**2 522,4**	**3 442,3**	**3 429,2**	**5 073,1**	**4 275,8**	**5 048,0**	**4 800,9**	**4 315,1**
Recurrent expenditure	402,8	296,8	273,1	246,1	130,2	99,5	121,3	121,1	142,3	145,1
Development expenditure	1 465,2	2 565,2	2 269,1	3 219,1	3 322,4	4 988,3	4 193,1	4 931,1	4 660,9	4 172,3
Transport	**3 422,6**	**2 910,9**	**3 074,5**	**2 270,8**	**1 800,4**	**2 687,9**	**2 795,0**	**2 270,0**	**2 658,5**	**3 201,3**
Recurrent expenditure	497,3	592,5	643,5	849,7	789,6	845,5	1 146,7	1 003,9	892,3	926,4
Development expenditure	2 985,7	2 378,4	2 431,0	1 421,0	1 010,9	1 702,5	1 648,3	1 266,1	1 767,6	2 046,3
TOTAL EXPENDITURE	**39 489,2**	**38 417,5**	**38 667,5**	**40 736,2**	**41 729,8**	**50 563,9**	**54 411,2**	**56 274,8**	**58 392,9**	**62 350,6**
Recurrent expenditure	25 731,8	27 089,3	28 836,2	32 106,0	33 219,8	37 582,9	40 413,4	41 166,2	43 562,2	47 278,5
Development expenditure	13 005,7	11 371,7	9 955,7	8 279,6	8 908,7	13 072,0	12 772,9	15 160,8	14 745,8	15 454,3

A présent, voici un autre graphique ou nous avons simplement montré la répartition des dépenses concernant les services économiques. La répartition par exemple pour le volet social sera abordée ultérieurement. Le but, ici, est de préparé le chapitre suivant qui traitera justement des infrastructures économiques existantes au Botswana en vue de développement ses échanges et son secteur privé. Plusieurs constats sont à faire.

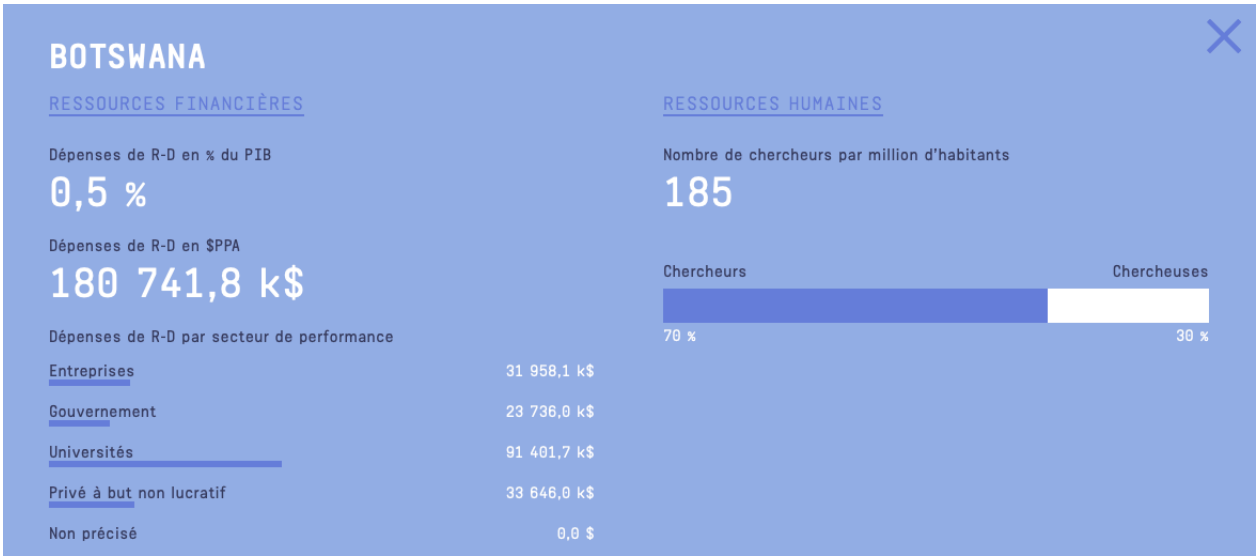
Premièrement, on observe avec satisfaction le fait que le Botswana a augmenté ces dernières années les dépenses dans le secteur de l'agriculture. Il est effectivement important d'améliorer les techniques et son infrastructure pour relancer ce secteur autrefois très important pour le pays.

Deuxièmement, on observe une stagnation des dépenses au niveau des infrastructures comme l'eau, l'électricité et le transport. Ils sont pourtant des composantes indispensable au développement économique afin par exemple de permettre au monde rural une meilleure communication ou encore d'avoir accès à l'eau.

Troisièmement, le total des dépenses pour le secteur économique arrive en dernier lieu derrière les dépenses publiques générales incluant la défense et les dépenses sociales. Ce montant représentait à peine 20 % des dépenses totales en 2019.

Enfin, pour conclure cette partie sur les investissements, nous allons observer de plus près les dépenses faite par le Botswana en Recherche & Développement. C'est une dépense essentielle dans l'activité économique aujourd'hui si l'on veut tenter de se diversifier et d'accéder au secteur tertiaire. Pour ce faire, nous allons observer les chiffres présentés par l'UNESCO. Cet organisme a créé un produit présentant les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), qui est le seul organisme à produire des indicateurs comparables au plan international sur la R-D et l'innovation pour tous les pays à tous les niveaux de développement. Les données sont recueillies à travers des enquêtes mondiales et des partenariats avec des organisations régionales. Voici donc, ci-dessous, la cartographique réalisée par ce site.

Graphique 25 : *Cartographie des dépenses actuelles du Botswana dans le domaine de la Recherche et Développement*

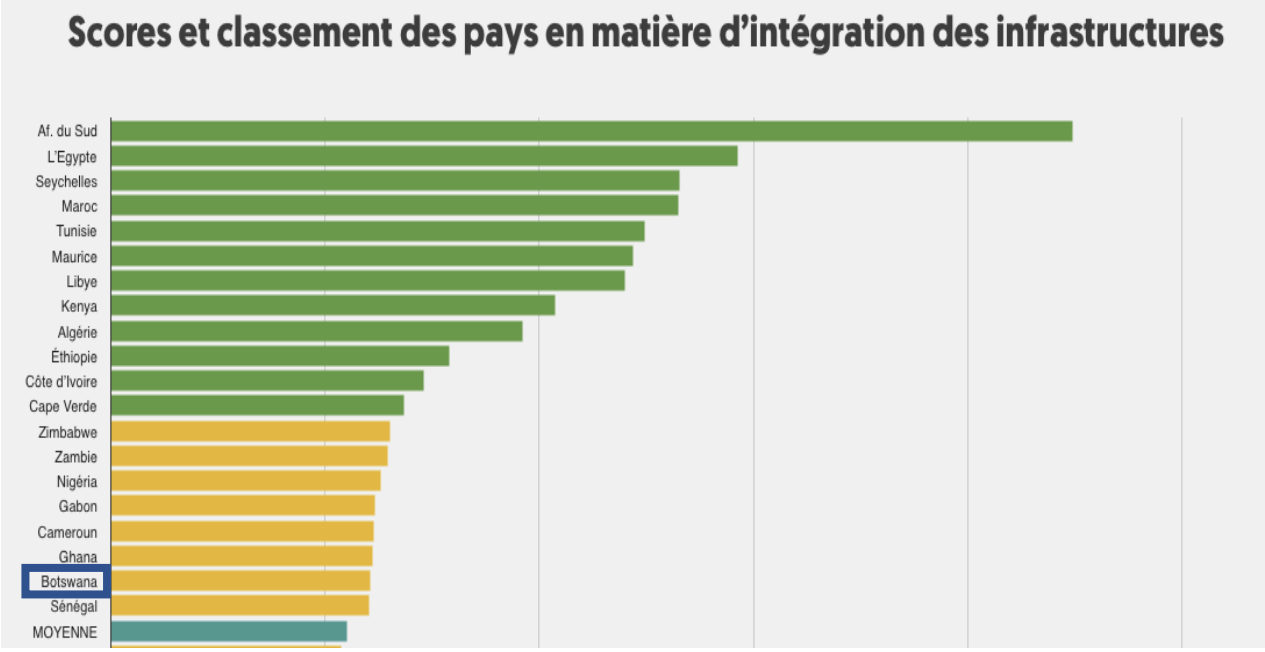


Nous constatons dès lors qu'a l'heure actuelle, le Botswana dépense moins d'1 % de son PIB à la R&D. La moitié de ses dépenses en recherches sont faites par les universités. Des pays comme l'Éthiopie, le Kenya ou l'Afrique du Sud font mieux. Cependant, le Botswana reste légèrement au-dessus de la moyenne du l'Afrique subsaharienne (0,3% PIB). Les exemples en la matière restent donc le Kenya et l'Afrique du Sud tant au niveau du nombre de chercheurs par millions d'habitants qu'au niveau des dépenses totales par rapport au PIB.

VIII. Son infrastructure

Dans cette partie, nous allons aborder trois éléments essentiels que sont : l'électricité, l'eau et le réseau routier. Ceux-ci sont déterminants pour le développement économique d'un pays, ses connections avec les autres pays mais aussi pour la mise en place d'une égalité sociale et d'un développement homogène au sein d'un pays. Commençons notre approche par un indice : l'Indice de l'Intégration Régionale en Afrique. Celui-ci est développé par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement. Cet indice composite a été construit suite à une rigoureuse analyse de sensibilité et à un examen d'experts. Cette équipe a conçu l'IIRA au moyen de 16 indicateurs choisis afin de refléter le niveau de l'intégration régionale en Afrique et de rendre compte des efforts déployés pour renforcer l'intégration du continent. Les indicateurs sont regroupés selon cinq dimensions dont l'intégration des infrastructures et les données proviennent des agences précitées mais aussi des données nationales et régionales.

Graphique 26 : *Score à l'indice de l'intégration régionale en Afrique du Botswana en 2018*



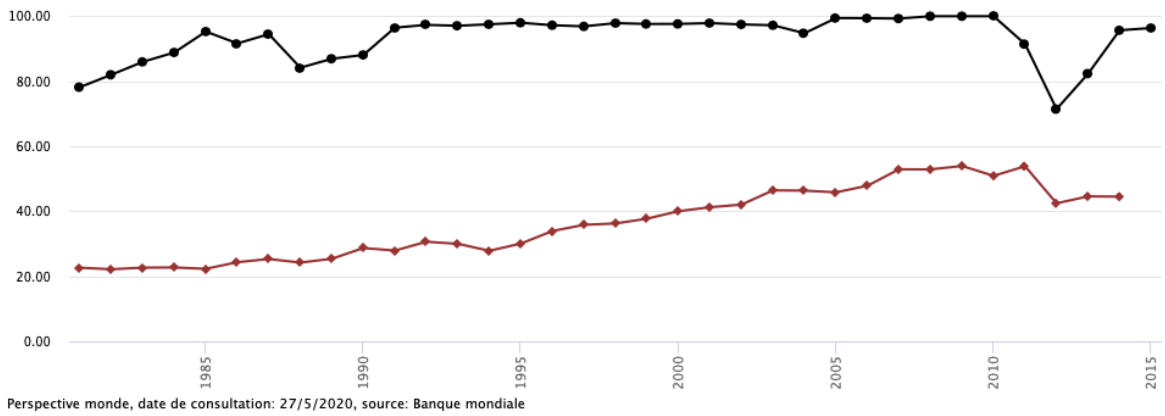
Comme nous le voyons dans l'encadré bleu, le Botswana se trouve entre deux pays que l'on utilise depuis le début (Ghana et Sénégal) et juste au-dessus de la moyenne des pays africains. Le code couleur indique que le Botswana se trouve dans la catégorie des pays à performance moyenne concernant le développement de ses infrastructures. Les autres pays comme le Kenya,

l'Éthiopie ou l'Afrique du Sud se trouvent quant à eux dans la catégorie des pays à forte performance.

VIII.1 Son électricité

La capacité énergétique du Botswana est thermique, essentiellement au charbon comme le montre le graphique ci-dessous, l avec quelques petits générateurs diesel dans les zones rurales. L'essentiel de la production nationale d'électricité est générée par la station au charbon Morupule. En outre, la production d'électricité du Botswana par le biais d'énergie renouvelable est inférieur à 1 %. Nous apprenons d'ailleurs qu'un projet demandé par le Botswana est en cours de réalisation par la banque africaine au développement en vue de construire Morupule B, une deuxième centrale. Comme l'indique ce passage du rapport : *« Au Botswana, la demande en électricité nécessite une technologie destinée à fournir la charge de base, puisque la génération d'une charge de pointe ne ferait que limiter l'importation d'énergie à certains moments de la journée. Le projet contribuera certes à réduire la dépendance à l'énergie étrangère, mais BPC ne pourra remplacer les 70 % actuels d'énergie importée uniquement avec la capacité locale de production d'énergie »,* il est impératif pour ce pays de s'améliorer dans ce domaine. En effet, le Botswana importe massivement l'électricité principalement de deux pays : l'Afrique du Sud et la Zambie.

Graphique 27 : *Évolution de la production d'électricité par le biais des mines de charbon et évolution des importations nettes d'énergie du Botswana depuis 1980*



Comme nous le voyons sur ce graphique, les importations en énergie n'ont fait qu'augmenter au fils des années. Le Botswana n'a la capacité que de produire de l'électricité que via les mines de charbon. Le système hydroélectrique est inexistant est très difficile à mettre en place. Par contre, le système d'énergie renouvelable comme l'utilisation de panneau solaire est-elle trop inexistante. Il s'agit là d'une piste qui sera exploitée dans le point 3 de ce mémoire puisqu'à l'heure actuelle, cette ressource est uniquement utilisée par les ménage pour une consommation privée et réduite. Les chiffres se détériorent lorsque l'on sait que seulement 22 % de la population botswanaise a accès à l'électricité. Selon le Botswana Investment & Trade Center, la production annuelle nationale s'élève a un peu moins de 1 million de kWh/an. Les besoins en électricité pour les habitants du Botswana, selon la banque mondiale des données en 2014, étaient d'un peu moins de 2 millions de kWh/an.

VIII.2 Son réseau hydraulique

L'eau est un problème majeure pour le Botswana. Pour bien comprendre la situation, nous avons rassemblé dans un petit tableau, quelques données essentielles qui vont nous permettre de poser le constat de cette situation délicate.

Les précipitations annuelles au Botswana sont en moyenne de 400MM/an soit un des montants les plus faibles d'Afrique. Par exemple, en Éthiopie, ce montant est le double et le triple pour le Ghana. Dès lors, afin d'entretenir un réseau hydraulique sécurisé et stable, il faut se tourner vers des données relatives aux ressources en eau renouvelables totales réelles.

Graphique 28 : *Répartition des ressources en eau renouvelables réelles du Botswana*

Types d'eau / % disponible	
Eau du surface	7 %
Eau souterraine	14 %
Eau entre surface/souterraine	1 %
Flux d'eau entrant dans le pays	80 %
Flux d'eau sortant du pays	5 %
Utilisation totale des ressources en eau renouvelables totales réelles	**1 %**

A titre d'exemple, pour une précipitations annuelles légèrement supérieure (500 MM/an-, L'Afrique du Sud utilise 31 % des ressources en eau renouvelables. On constate donc que bien

que le Botswana fait face à de lourdes sècheresses et un pauvreté des ressources renouvelables sur son sols, il est néanmoins possible moyennant des infrastructures d'utiliser des techniques modernes afin d'aller puiser l'eau présente dans son sol souterrain. Pour des secteurs comme l'agriculture ou l'élevage, le pays et ses agriculteurs sont malheureusement toujours trop dépendants des précipitations et lorsque le pays connaît une sécheresse comme en 2018, les impacts peuvent être conséquents.

Enfin, lorsque l'on analyse les états financiers du Février 2020 et les dépenses faites par le Botswana, on remarque une stagnation de ses dépenses voir même une diminution dans les dépenses affectées au développement. En effet, depuis 2015, les dépenses totales pour l'eau et l'électricité on diminuée de 15 % et les dépenses sur l'aspect développement a lui chuté de plus de 16 %.

Graphique 29 : *Détails des états financiers des dépenses du gouvernement botswanais sur le secteur de l'électricité et de l'eau depuis 2010.*

FUNCTIONAL CLASSIFICATION OF GOVERNMENT EXPENDITURE AND NET LENDING
(P Million)

Period[1]	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19
Electricity and water supply	**1 857,2**	**2 832,9**	**2 522,4**	**3 442,3**	**3 429,2**	**5 073,1**	**4 275,8**	**5 048,0**	**4 800,9**	**4 315,1**
Recurrent expenditure	402,8	296,8	273,1	246,1	130,2	99,5	121,3	121,1	142,3	145,1
Development expenditure	1 465,2	2 565,2	2 269,1	3 219,1	3 322,4	4 988,3	4 193,1	4 931,1	4 660,9	4 172,3

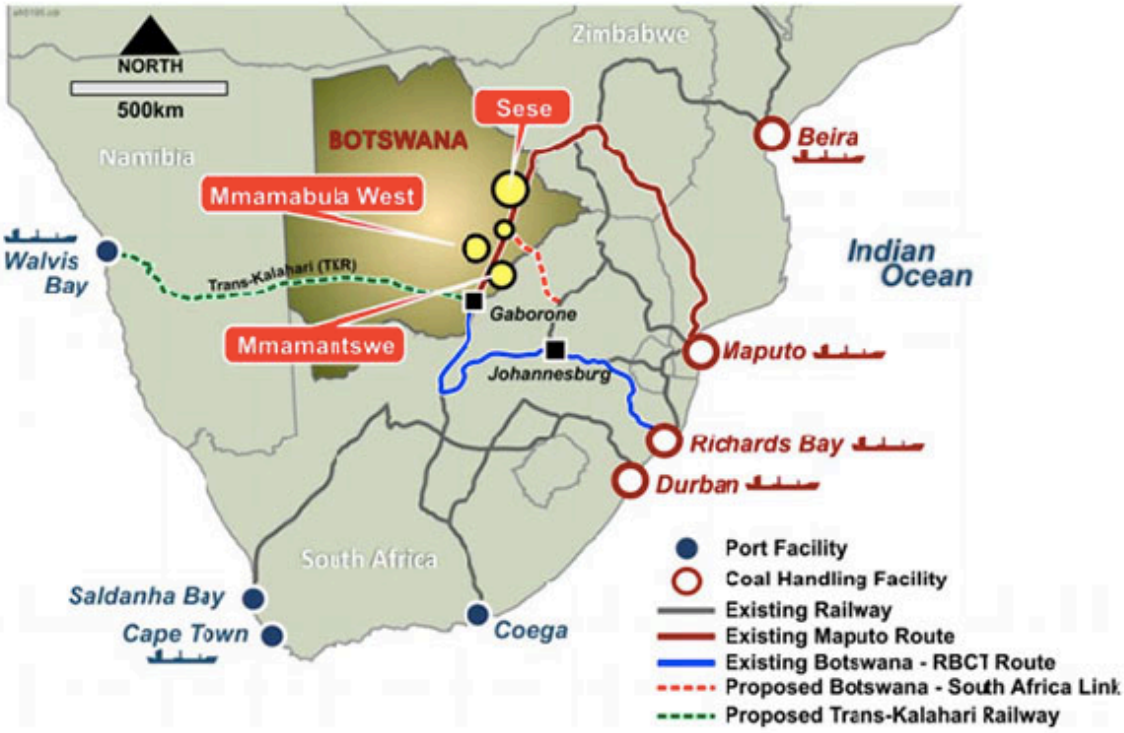
VIII.3 Son réseau routier, ferroviaire et aérien

Cette partie a été l'une des plus compliquée tant il est difficile d'avoir des données précises sur cette problématique. Pour ce faire, j'ai regroupé plusieurs informations avec les données d'investissements du gouvernement botswanais afin de déduire certains éléments.

Il apparaît évident que le réseau routier est sous développé au Botswana. La plupart d'ailleurs des personnes vivant en zones rurales sont même pas desservies par des routes goudronnées. Au vue des différentes lectures, il apparaît évident que le gouvernement n'en fait pas une priorité et souhaite investir d'avantage dans les deux réseau cités précédemment à savoir l'électricité et l'eau. Néanmoins les réseaux ferroviaires et aériens quant à eux semblent être plus des sujets en voie de développement. Par exemple, plusieurs études sont en cours afin d'explorer la capacité de fret de l'aéroport Sir Seretse Khama International (SASKIA) à Gaborone spécifiquement pour gérer les biens périssables. Par ailleurs, concernant le réseau ferroviaire, plusieurs pistes sont envisagées. La plus concrète est nommé Techobanine. Elle

reliera les pays enclavés du Botswana et le Zimbabwe vers le port Techobanine au Mozambique. Cette voie offrirait donc une ouverture sur l'océan indien. Ce projet de 2000 km de voies est financé par la Chine. Comme nous pouvons le voir sur la carte ci-dessous, d'autres projets de rails sont actuellement en cours avec la Namibie en vue d'un contact avec le marché européen. Cependant, étant donné la faible croissance du marché européen, ce projet est pour le moment à l'arrêt. Enfin, la rénovation de la ligne avec l'Afrique du Sud permettrait dès lors au Botswana des communication transcontinentale ; une première en Afrique.

Graphique 30 : *Cartographie du réseau ferroviaire du Botswana et des possibilités d'extensions*



IX. Volet Politico-social

Le volet socio-politique reprend toutes une série de risques liés au développement social ainsi les réponses politiques qui peuvent y être apportées. Il est important de ne pas négliger cet aspect-là. En effet, la stabilité d'un pays et le développement d'un pays ne se réalise que par le peuple.

IX.2 Plans mis en place

Comme la plupart des pays, le Botswana appartient à une grande quantité de groupes de négociations, d'accords multilatéraux ou encore d'unions commerciales. Nous allons ici analyser quelques-uns de ces accords. Une proposition de nouveaux traités sera ensuite faite.

- African, Caribbean and Pacific group of States (ACP) : *C'est un groupe de pays (48 Afrique subsahariene, 16 des Caraibes et 15 du Pacific) ayant pour objectif principal l'intégration de l'économie globale, réduire la pauvreté et évoluer dans un monde plus juste ».*
- Accord de Partenariat Économique (APE) : *C'est un accord de partenariat économique avec la Namibie, le Botswana, le Swaziland, l'Afrique du Sud et le Lesotho.*

Cet accord plutôt récent (2016) montre bien le choix judicieux du Botswana de se tourner vers l'Union Européenne afin d'augmenter son nombre d'exportations. Selon les estimations, la suppression des droits de douane vers le marché européen devrait permettre aux exportations d'Afrique Australe d'augmenter de plus ou moins 1%. L'autre objectif de ce traité est quant à lui plus controversé. L'impact sur la réduction de la pauvreté devrait être très minime.

- Accords de Cotonou : *L'accord de Cotonou est le cadre général dans lequel s'inscrivent les relations entre l'UE, d'une part, et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), d'autre part. Il a été adopté en 2000 pour remplacer la convention de Lomé de 1975.*

Cet accord est revu tous les 5 ans. Le futur accord qui prendra effet en 2020 devrait couvrir des sujets comme la croissance, le changement climatique, l'éradication de la pauvreté ou encore le volet mobilité.

- La Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) : *C'est une organisation qui vise à promouvoir le développement économique de l'Afrique Australe.*
- L'Union Douanière d'Afrique Australe (UDAA) : *C'est l'union douanière de l'Afrique Australe.*

Ce traité provoque lui pas mal de tensions actuellement. Il est d'ailleurs un risque majeur dans le développement du Botswana. En effet, les revenus générés par ce traité sont en déclin pour le Botswana. Ce traité stipule que l'Afrique du Sud doit reverser des allocations aux plus petits pays (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland) tout en bénéficiant d'un grand pouvoir décisionnel. L'origine du conflit actuel provient de ces points-là. D'une part, le Botswana souhaite continuer à bénéficier des recettes douanières et de subventions de l'Afrique du Sud alors que celle-ci ne souhaite plus payer indéfiniment. D'autre part, des divergences en matières de politiques commerciales existent entre ces deux pays. Historiquement, les « petits pays » avaient renoncé à leur pouvoir décisionnel contre une rente mais depuis 2002 et un nouvel accord, les pays comme le Botswana ont à nouveau leur mot à dire. D'où par exemple l'accord avec l'Union Européenne sur la suppression des droits de douane. Les risques d'une détérioration des relations ou d'une sortie de cette union sont de deux sortes : d'une part fiscaux à cause de la diminution des recettes sur les transactions et d'autre part, économique du à une diminution des exportations.

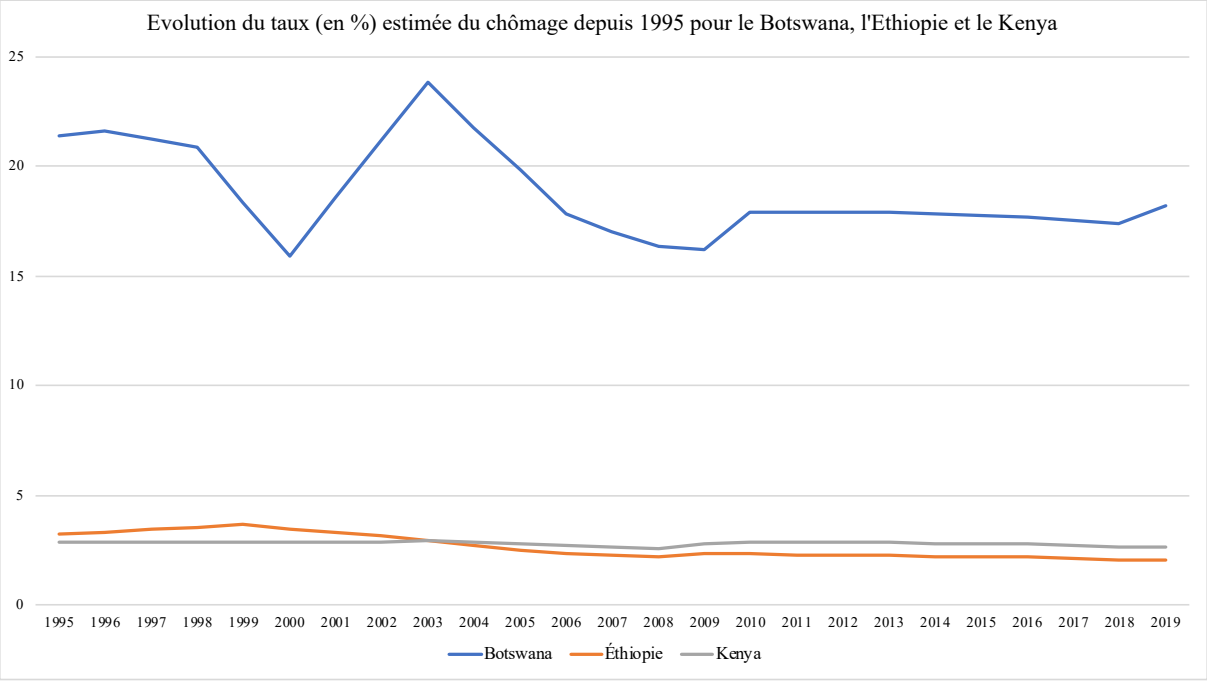
Deux recommandations peuvent être faites pour que le Botswana continue de profiter pleinement de ses richesses en matières premières et de ses exportations. Premièrement, le Botswana ne doit pas perdre de vue les Principes de la Charte des ressources naturelles. Celle-ci présente une série de précepte globalement très bien suivis par le Botswana. Cependant, la partie afférente au contrôle législatif reste à améliorer. Elle permet d'accroitre le principe de bonne gouvernance puisque cette transparence est jugée par des membres indépendants du gouvernement.

Deuxièmement, le Botswana pourrait être l'initiateur d'une coalition veillant à harmoniser la taxation sur les matières premières. Celle-ci permettra d'éviter une course frénétique conduisant les prix vers le bas ainsi qu'une surexploitation conjointement liée.
Enfin, la possibilité de devenir membre de l'organisation « L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives » qui vise à promouvoir une gestion ouverte et responsable des ressources extractives.

X.1 Le taux de chômage

Bien que le Botswana affiche des croissances prometteuses, les principaux points faibles de son économie sont le chômage mais plus encore la croissance des inégalités. Comme nous pouvons le voir sur le graphique ci-dessous (graphique 31), le Botswana possède un taux élevé de 17,941% en 2018 contre 9,313% pour le Kenya et 1,809% pour l'Éthiopie. La Brookings Institution Press a publié un livre « Africa's Lions » relatant les pièges a évités et les opportunités à saisir à propos de six pays ; le Kenya et l'Éthiopie en font partie. Le Kenya a été choisi pour son investissement dans l'éducation en vue de réduire le chômage alors que l'Éthiopie a été choisie pour son coté enclavé.

Graphique 31 : *Évolution du taux de chômage du Botswana, du Kenya et de l'Éthiopie pendant les années 1991 à 2018*



(Banque Mondiale, 2019)

Nous pouvons constater que le chômage au Botswana suit une courbe plutôt plane comme les deux autres pays. Cela veut dire que les investissements réalisés en vue de réduire le chômage ne sont soit pas assez suffisants soit pas assez efficaces. Un important point est la présence en Afrique subsaharienne de travail informel et la difficulté d'avoir des données précises. Plus un pays aura une économie informelle, plus il aura un faible taux de chômage ; c'est notamment

le cas de l'Éthiopie. Il faut donc analyser les mesures prises par ce pays plus que la véracité de son taux de chômage formel.

Malgré le fait que le secteur minier soit prolifique pour le Botswana, celui-ci n'engendre que peu d'emplois. Bien que les chiffres soient également difficiles à trouver, on estime que le secteur industriel (principalement composé par le secteur de la transformation des diamants) dans sa globalité générait en 2017 13,6% pour une contribution de 30% dans le PIB. A titre, d'exemple, le secteur des services représentait la même année une contribution de 60% dans le PIB pour un taux d'emploi lui aussi de 60% (Unido, 2018).

Pour inverser ce pourcentage élevé du chômage, plusieurs pistes doivent être envisagées. Tout d'abord, il faut continuer d'amorcer ce changement structurel et permettre à l'économie de se développer dans d'autres secteurs que l'agriculture ou les mines. Par exemple, l'Éthiopie a enclenché ce mouvement en passant du secteur de l'agriculture aux secteurs des services ou de la construction. Cette nouvelle stratégie à diminuer le taux de chômage, a permis aux femmes de travailler et a augmenté la productivité (Africa's Lions, 2016, p.68). Le cas du Kenya, lui, aborde le sujet de l'éducation. Le Botswana investit massivement dans cette voie et ce depuis plus de 25 ans.

On peut d'ailleurs observer les effets avec un indicateur précis : l'Indice de Développement Humain (IDH). Cet indicateur est un indice statistique qui permet de calculer le taux de développement humain d'un pays. Il utilise pour ce faire trois composantes : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus.

Comme nous pouvons le constater dans le rapport de 2018 du Programme des Nations Unies pour le Développement, l'IDH du Botswana a très fortement évolué. On est passé d'un indice de développement humain moyen a un indice de développement humain élevé passant en 1990 de 0,581 à 0,717 soit une progression de huit places sur ces 5 dernières années. Étant classé 101ème, cet indice fait du Botswana le pays d'Afrique subsaharienne le mieux classé. Le Kenya quant à lui occupé seulement la place 142 avec un IDH de 0,590. Dès lors, *comment se fait-il que le Kenya ait un taux de chômage plus faible que le Botswana alors que selon les chiffres, le Botswana a tout pour y arriver ?* La réponse sur trouve apparaît lorsque l'on consulte le taux de chômage chez les jeunes (15 – 24 ans), un constant éloquent apparaît entre le Botswana et le Kenya. Leurs taux sont respectivement de 35,7% contre 26,2% pour 2018 ! (PNUD, 2018, p.11) La réponse réside dans un effort que doit fournir le Botswana : l'efficacité de son système scolaire et l'adéquation à former des jeunes pour répondre aux besoins économiques du pays. En outre, l'investissement dans d'autres secteurs et dans le secteur privé

permettrait également aux femmes d'entrer plus facilement dans le marché du travail (FMI, 2019).

X.3 Les inégalités sociales

Nous allons aborder maintenant le corollaire de l'IDH, le coefficient de GINI. Celui-ci, contrairement à l'IDH, permet de calculer la répartition des richesses au sein d'un pays. En d'autres mots, il met en évidence un facteur inquiétant : celui d'une forte inégalité de la répartition des richesses au Botswana. Lorsque l'on observe les chiffres relatifs du tableau 3 de ce rapport reprenant l'indice de développement humain ajusté aux inégalités et que l'on observe donc le coefficient de GINI du Botswana lors de la période 2010 – 2017, celui-ci atteint le décevant chiffre de 60,5 ce qui en fait après celui de l'Afrique du Sud, le deuxième plus mauvais coefficient sur les 189 pays observés. Cette inégalité peut s'expliquer dans le cas du Botswana par sa grande disparité entre ses zones urbaines et rurales. En outre, on observe que dans les économies en développement axée autour du secteur miniers, les disparités ont tendances à croîtrent fortement avant de décroîtrent (Lewis, 1981). Un des facteurs par exemple est la difficulté pour les zones rurales de tirer des revenus suffisants de l'agriculture soumise en autre à des facteurs climatiques tels que la sècheresse.

Le gouvernement a déjà depuis plusieurs années essayé d'endiguer le phénomène mais en vain. Ils ont par exemple investit dans l'éducation, la santé ou encore mis en place un programme d'aide en cas de sécheresse. Une des pistes que l'on peut avancer est l'investissement dans les infrastructures. Cette recommandation avait déjà été faite par exemple pour promouvoir le tourisme. Ici, elle permettra à la population éloignée des zones urbaines d'avoir des accès à l'électricité ou au téléphone ou encore du pouvoir acheminer plus facilement des matières premières. Facteurs indispensables pour stimuler l'envie d'entreprendre des activités productrices et donc l'expansion du secteur privé.

X. Les risques exogènes

Les risques exogènes sont par définition des risques pour lesquels l'influence d'un gouvernement n'a qu'une très faible marge de manœuvre. Ils résultent le plus souvent d'évènement naturels ajoutant un caractère imprévisible.

X.1 Menaces environnementales : disparition de l'eau

La situation géographique du Botswana explique en grande partie les difficultés auxquelles le pays doit faire face *(voir Partie II, la République du Botswana, le « miracle africain »).* Les secteurs comme l'agriculture, l'industrie et les municipalités absorbent au cours d'une année 80% des ressources disponible en eau pour le Botswana. Face à une démographie croissante, des industries en développement, l'approvisionnement en eau va être indispensable. Début 2019, le Botswana, le Lesotho et l'Afrique du Sud ont décidé de créer un pipeline partant du Lesotho pour approvisionner en eau l'Afrique du Sud et le Botswana (CGTN Africa, 2019). Cette apprivoisement est une bonne stratégie faisant suite aux stratégies de la fin des années 1990. En effet, le gouvernement avait fait le choix de privilégier une utilisation rationnelle et efficace des systèmes d'approvisionnements existant plutôt que de chercher de nouvelles ressources (Unicef, 1992) .Les inégalités constatées au travers du coefficient de GINI sont encore plus marquées en période de sécheresse et augmentent la vulnérabilité de la population rurale. Concernant la production de bétail, le Botswana n'est en mesure de produire seulement la moitié de la quantité dont il a besoin lorsque la pluviométrie est bonne et celle statistique peut atteindre seulement 10% en période de sécheresse. Le gouvernement a consentit beaucoup d'efforts par l'intermédiaire des programmes d'aide en cas de sécheresse. Ceux-ci ont sauvé de nombreuses vies et doivent être améliorés.

X.2 Menaces environnementales épidémiques : le VIH/Sida

Le VIH/Sida touchait en 2013, 23,4% de la population du Botswana plaçant le pays au deuxième rang mondiale selon une étude faite par les Nations Unies. Dès 1987, le gouvernement botswanais a réagi en créant un programme national de lutte contre le sida. Selon l'ONUSIDA, un programme de l'ONU lancer pour lutter contre la pandémie du Sida, *« Le Botswana est le premier pays d'Afrique orientale et australe à fournir un traitement gratuit et universel aux personnes vivant avec le VIH. Il a adopté la stratégie Option B+ qui garantit aux femmes vivant avec le VIH un traitement à vie ainsi que la stratégie « Tester et traiter » qui délivre immédiatement un traitement aux personnes testées séropositives au virus ».*

Ce pays a donc fait de gros progrès quant à la sensibilisation auprès de la population sur les causes de transmissions et les soins inhérents au Sida ; il reste néanmoins encore à concentrer les efforts sur les plus jeunes femmes (15 – 24 ans) puisqu'en 2018, une femme sur

quatre a été infectée et moins de la moitié des femmes et adolescentes déclarent être bien informé sur le VIH (Onusida, 2019).

PARTIE 3 , ex inde pour technologiqe diamant et apres epuisement

Partie 3 : Perspectives de développement pour le Botswana

La dernière partie de ce mémoire apportera des pistes de développement pour permettre au Botswana de se préparer au futur et faire face aux enjeux qui l'attendent. En effet, le Botswana

va devoir dans quelques années faire face à un boum démographique, une disparition de ses mines de diamants et des conditions climatiques de plus en plus incertaines.
Pour ce faire, nous allons tenter, par le biais d'analyses variées, d'amener dans cette partie une stratégie claire composée de plusieurs axes majeures de développement.
Cette stratégie se basera tout d'abord sur les plans de développement mis en place par le Botswana et les objectifs que le pays s'est fixé. Ensuite, elle se s'imprègnera des stratégies mise en place et observées par les pays que nous utilisons depuis le début de ce mémoire afin de voir si certaines stratégies, développement et investissements ont d'une part porté leurs fruits et d'autre part s'il sont transposables au cas du Botswana. Enfin, nous expliquerons les conséquences de ces choix et leurs impacts tant sur un plan économique que social.

Tout d'abords, nous avons identifié les axes principaux sur lesquels cette partie 3 se basera. Les points sélectionnés sont les suivants :
Premièrement, l'utilité d'une diversification économique en vue de sortie d'une dépendance du secteur minier justifié par une demande mondiale hors de contrôle par le Botswana et d'une diminution des ressources de celles-ci.
Deuxièmement, la mise en place d'une stratégie à propos de ses choix concernant ses partenaires commerciaux tant africains que mondiaux. Celles-ci abordera notamment sa dépendance vis à vis de l'Afrique du Sud mais également les traités commerciaux à favoriser pour le Botswana en vue d'étendre et de diversifier des importations et exportations.
Troisièmement, le chômage sera un point abordé qui semble être la clef du Botswana sur de nombreux aspects puisqu'il pourrait permettre le développement du secteur privé, l'ajustement des inégalités sociales et la prévention de certaines tensions entre le monde rural et urbain.
Comme vous le voyez, ces trois points vont couvrir de manière proportionnée les trois volets que nous avons abordés dans la partie 2 à savoir une première partie conséquente sur le volet économique et les deux autres parties qui couvriront les volets politique et social.

XI. La nécessité d'une diversification économique

La vision du dernier rapport IDDA3, le Third Industrial Development Decade for Africa 2016-2025 de l'United Nations Industrial Develoment Organization (UNIDO) est très claire :

« La vision pour la mise en œuvre d'IDDA III est d'ancrer fermement l'Afrique sur la voie d'un développement industriel inclusif et durable. La réalisation de cette vision nécessite la transformation des pays africains en lieux de production industrielle compétitive. Les conditions-cadres nécessaires à cette transformation industrielle incluent le renforcement d'éléments clés de la capacité de production industrielle, tels que les infrastructures, l'innovation et le transfert de technologie, le financement industriel, les connaissances et compétences industrielles, ainsi que le soutien des institutions des secteurs public et privé qui réglementent et préconisent développement industriel » (Unido, 2018).

Afin de bien comprendre le développement, deux définitions s'imposent. Concernant les termes définit ci-dessous, il est impératif de les situés dans un contexte économique propre à un pays.

Définitions :

« La diversification économique est une stratégie de développement permettant à un pays, de par sa capacité à diluer les risques de poursuivre son processus de développement ».

« La sophistication d'un bien économique est une complexité technique incorporée à un bien offrant un avantage additionnel à ce bien ».

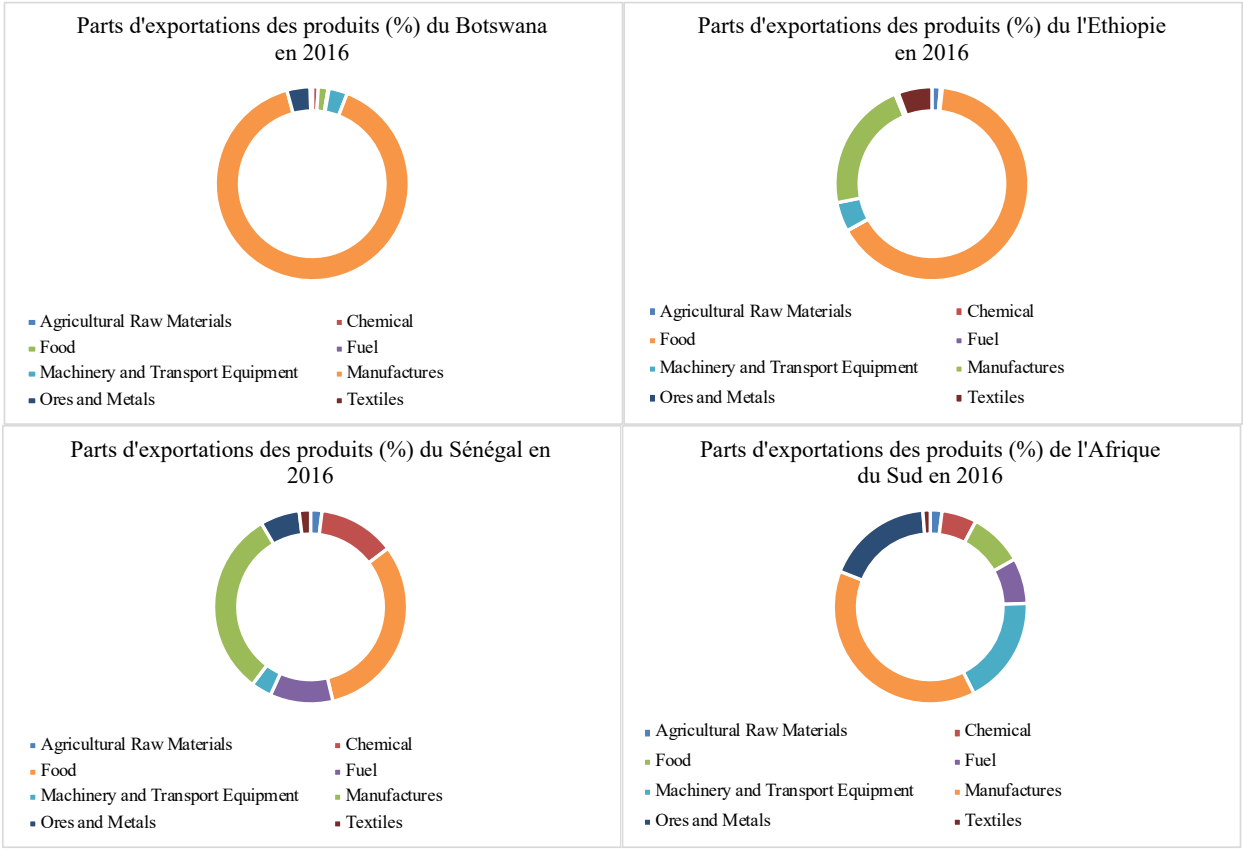
Pour analyser le degré de diversification de l'économie botswanaise, nous allons procéder à l'analyse des exportations puisqu'elle constitue un bon indicateur de l'appareil productif dans la mesure où les exportations correspondent à la partie du système productif entièrement soumise à la concurrence internationale. En d'autres termes, les exportations, en reflétant notamment les avantages comparatifs, démontrent bien la capacité d'un pays à valoriser son système productif sur les marchés internationaux. Par ailleurs, d'un point de vue pratique, les données d'exportations sont souvent plus disponibles et plus cohérentes que les données de production dans la mesure où elles permettent des comparaisons directes entre les pays.

Plus généralement, le lien entre la structure des exportations et le développement économique peut être étudié à travers deux indicateurs : la diversification et la sophistication des exportations. Concernant le premier, plusieurs canaux permettent d'expliquer en quoi une plus grande diversification des exportations permet d'accroitre les possibilités de croissance : ils concernent par exemple la réduction de la dépendance à certains produits dont les prix et les volumes sont volatiles et peuvent engendrer une détérioration des termes de l'échange. Une plus grande diversification permet aussi de créer des effets multiplicateurs ou des effets de diffusion (effets spillovers) ainsi qu'une hausse de la productivité (Melitz, 2003). *En conséquence, une hausse de la diversification doit-elle favoriser la croissance dans le long*

terme via ces gains de productivité ? D'un point de vue empirique, les travaux d'Imbs et Wacziarg (2003) ont montré qu'il existe une relation quadratique entre la diversification des exportations et le développement économique. Ainsi, une hausse de la diversification des exportations est positivement corrélée au PIB par habitant jusqu'à un certain seuil de développement.

Dès lors, nous allons analyser les exportations du Botswana au niveau de la diversité de ses produits exportés par rapport à trois autres pays : le Kenya, le Sénégal et l'Éthiopie. Le but de cette analyse est de montré que ces pays « pauvres en ressources naturelles » peuvent via une diversification de leur économie connaître une croissance de leur PIB supérieur à celle du Botswana qui lui jouit d'une « richesse en ressources naturelles concernant ses diamants ».

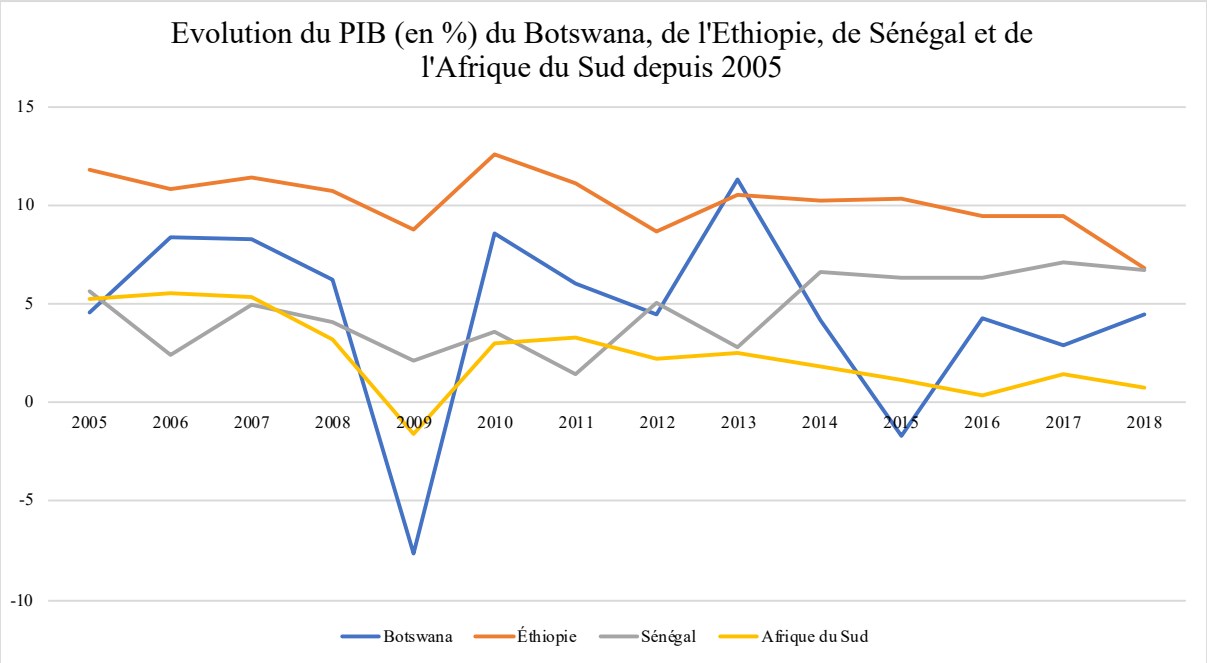
Graphique 32 : *Répartition par pays des catégories de produits exportés en 2016*



Pour plus de clarté, la couleur orange représente le pourcentage le plus important. Comme nous pouvons le voir, le Botswana exporte plus de 90% de produits manufacturiers. Cette catégorie regroupe selon la légende du WITS, une douzaine de produits. Lorsque l'on analyse les autres pays, on remarque qu'ils ont tous des catégories mieux réparties avec de deux à quatre catégories de produits exportés assez bien représentés.

Lorsque l'on souhaite voir l'impact de cette diversification sur les exportations et donc le PIB d'un pays, on remarque que la croissance année après année est plus stable dans les pays disposant d'une économie plus diversifiée. On remarque sur le graphique ci-dessous que le PIB du Botswana décroit fortement alors que les autres pays semblent subir un choc moindre. Les deux chocs sont pour le premier dû à la crise de 2008 et le second à l'arrêt de la mine de diamants de Damtshaa.

Graphique 33 : *Évolution du PIB (en %) du Botswana, de l'Éthiopie, du Sénégal et de l'Afrique du Sud depuis 2005*



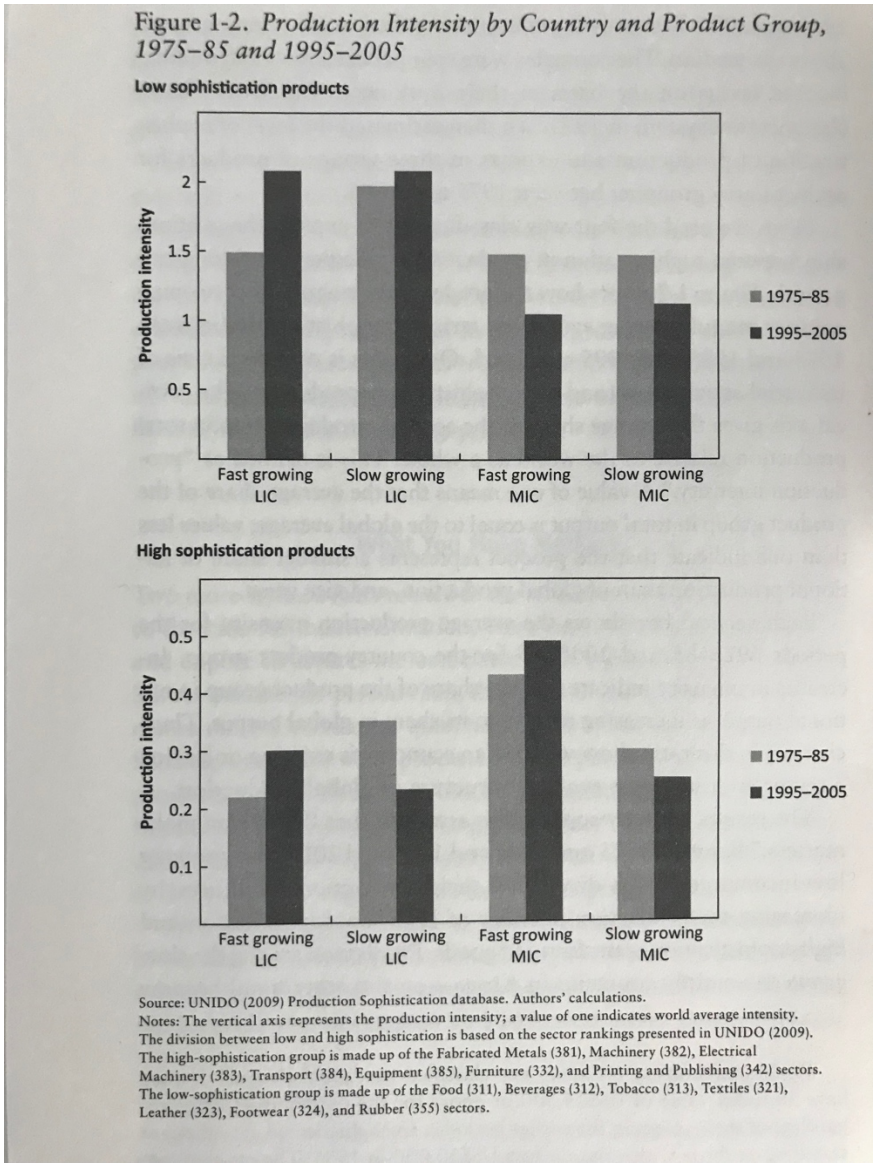
XI.I La sophistication des exportations

De même, certaines études empiriques récentes mettent en évidence le rôle de la sophistication des exportations dans le processus de croissance (Hausman et al., 2007 ; Jarreau et Poncet, 2012). Il semble également que le faible niveau de sophistication des exportations constitue un frein à la croissance économique. Ainsi, le Botswana semblent souffrir d'un double handicap concernant leur structure productive et d'exportations : une insuffisante diversification couplée à une trop faible sophistication.

Un premier constat doit être posé concernant l'intensité de production des produits peu sophistiqués par rapport aux produits très sophistiqués. Comme nous pouvons le voir sur ce

scan (Graphique 32) on compare l'intensité de la production entre des produits peu et fort sophistiqués. Cette comparaison peut se faire selon quatre catégories représentant soit une croissance rapide ou faible pour les pays à faible revenu soit une croissance rapide ou faible pour les pays à revenu intermédiaire *(voir au-dessus, « Partie 1 : l'Afrique subsaharienne, une économie émergente ?).* Comme nous l'avons vu dans les classements de la Banque Mondiale), le Botswana se trouve dans la catégorie décrite ici « Fast growing MIC ».
Depuis 1995, le Botswana a pris une orientation cohérente. D'une part, il a diminué ses choix de production pour les biens peu sophistiqués pour évoluer vers une concentration des biens fortement sophistiqués. C'est cette bonne synchronisation qui permet au Botswana de maintenir une croissance continue.

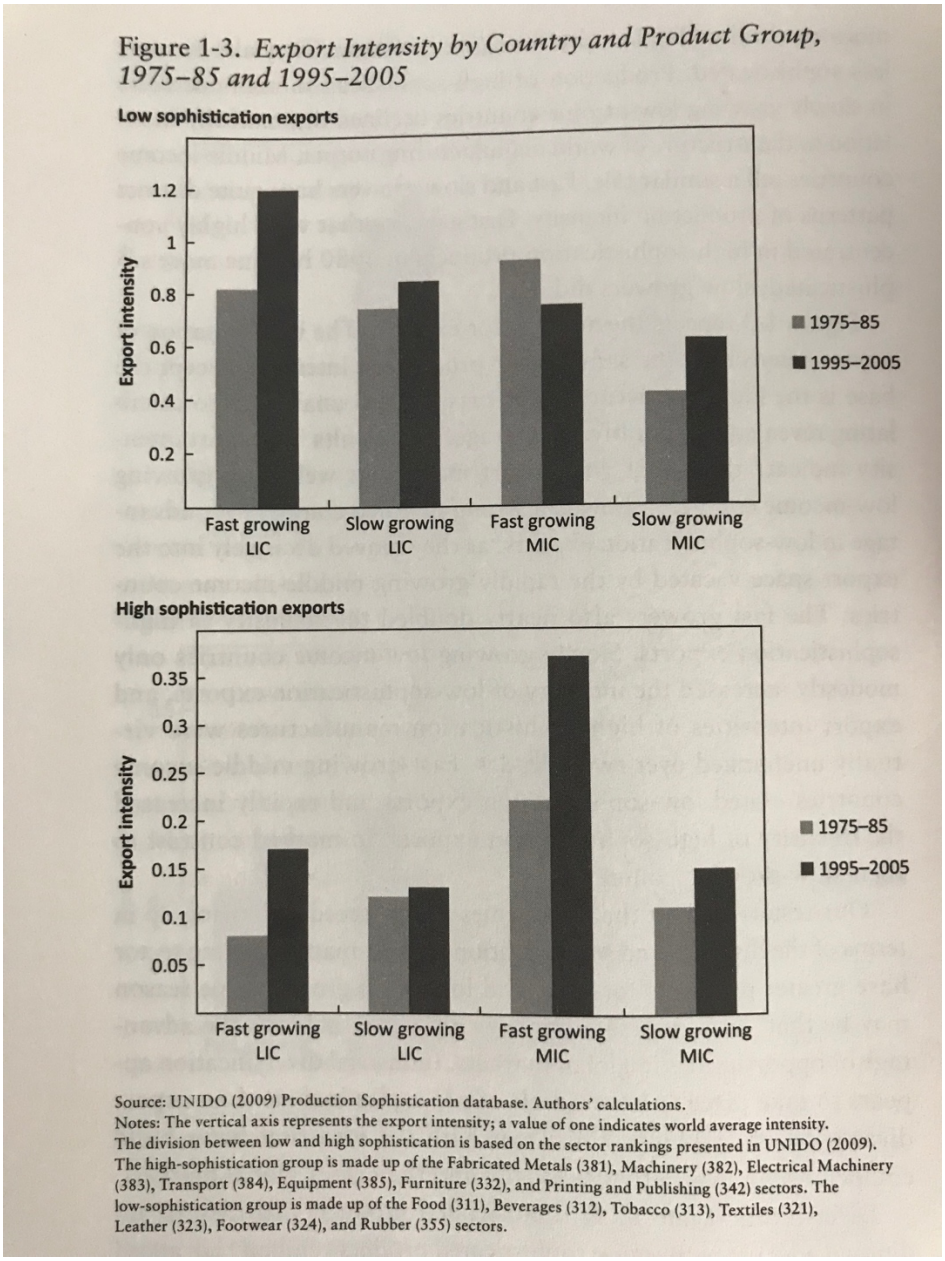
Graphique 34 : *Graphique en bâtonnets comparant l'intensité de production des biens à faible sophistication avec les biens a forte sophistication entre les années 1975 - 2005*



(Newman C., 2016, p.17)

Une analyse analogue peut être faite via le même type de schéma représentant cette fois-ci l'intensité à l'exportation. On observe que les pays à revenus intermédiaires ont rapidement identifié l'avantage comparatif que l'on peut avoir lorsque l'on exporte des biens fortement sophistiqués. Ce graphique permet également de remarquer que les exportations permettent aux pays de se développer plus rapidement. En effet, l'espace laissé par les pays à revenus intermédiaires concernant l'exportation des produits peu sophistiqués est saisi par les pays à revenu faible mais en croissance forte. Ces pays ont d'ailleurs embrayé le pas en doublant leurs intensités à l'export de biens sophistiqués comme les pays à revenus intermédiaires. Les pays développant une croissance lente n'effectuent ni un changement de cap ni un investissement conséquent pour augmenter l'exportation de produits sophistiqués.

Graphique 35 : *Graphique en bâtonnets comparant l'intensité d'exportation des biens à faible sophistication avec les biens a forte sophistication entre les années 1975 - 2005*



(Newman C., 2016, p.26)

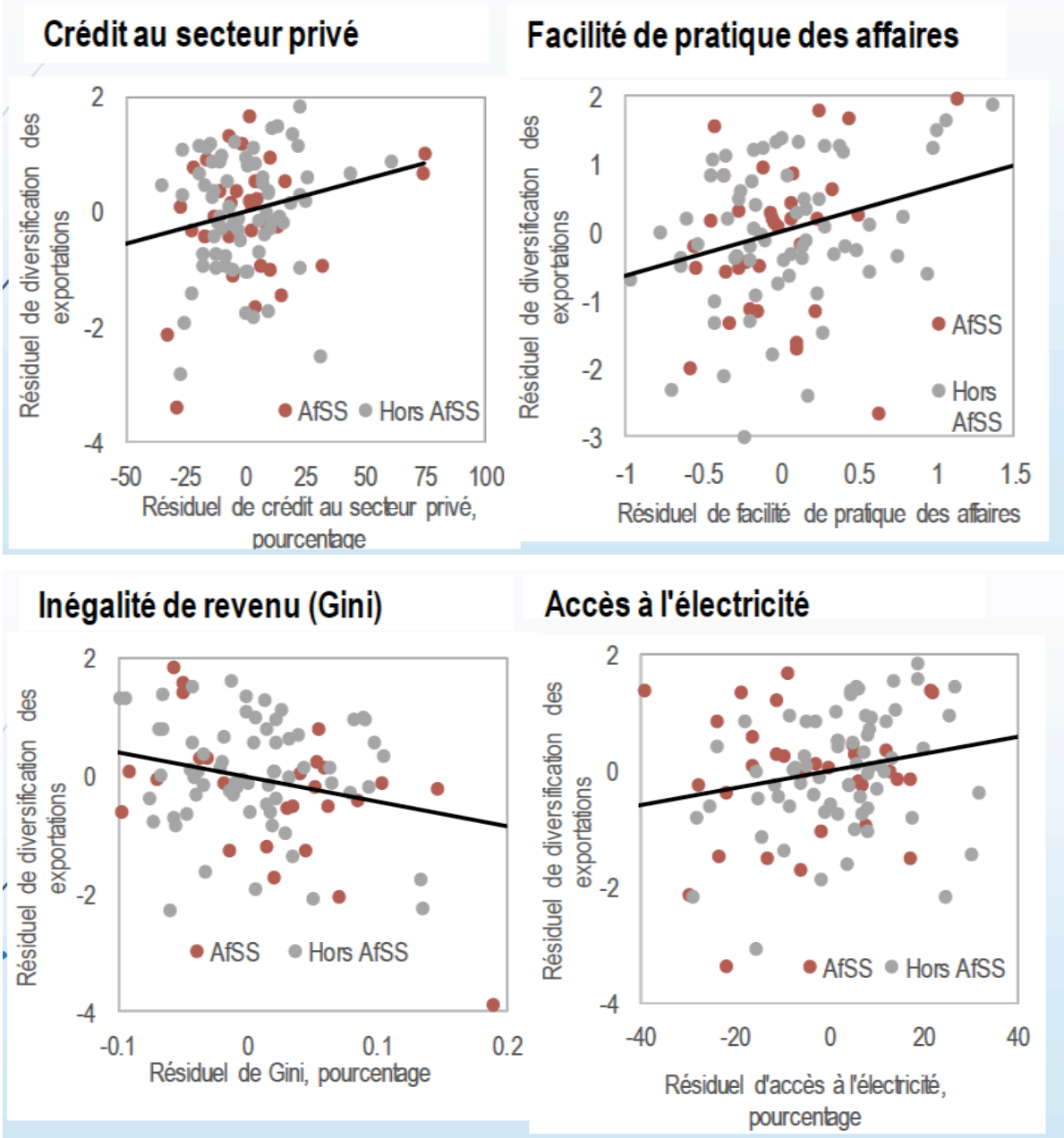
Le pays qui illustre assez bien ces graphiques est l'Éthiopie avec une croissance moyenne depuis 1995 de 8 % contre 4,5 % pour le Botswana. On notera également que c'est un objectif suivis sur le secteur minier par le Botswana puisqu'il a construit en 2006, un nouveau centre de tri et en 2011, l 'étape deux à savoir le fait que les diamants seront maintenant taillés et vendus sur place et non plus expédiés à Londres.

Pour conclure, la diversification d'une économie nationale permet trois choses : une croissance économique durable et, plus résistante aux cours des matières premières (Normand N., 2019, p.180) Cette stratégie, à travers ces changements structurels , aide les pays à franchir le cap des pays à revenus intermédiaires ou à revenus supérieurs intermédiaires par le biais d'une réallocation de travail vers des secteurs à haute productivité (Africa's Lions, 2016, p.7).
Par ailleurs, la diversification d'une industrie vers des produits sophistiqués offre un avantage additionnel. Le fait de produire et d'exporter ce genre de bien envoie deux signaux forts de la part de ces pays. Le premier indiquant la capacité de ce pays à maîtriser une technologie particulière et l'autre une certaine capacité managériale de réussir à être compétitif sur les prix et sur la qualité (Africa's Lions, 2016, p.27).

XI.2 Les pratiques à encourager

Comme nous venons de le dire, le diversification a plusieurs impacts mais qui sont également provoqués par les directions choisies pour favoriser cette diversification. C'est ainsi que la Commission Économique des Nations Unies a identifié quatre facteurs déterminants qui permettent la mise en place d'une diversification économique d'un pays.

Graphique 36 : *Facteurs déterminants identifiés par la Commission Économique des Nations Unies pour la mise en place d'une économie diversifiée*



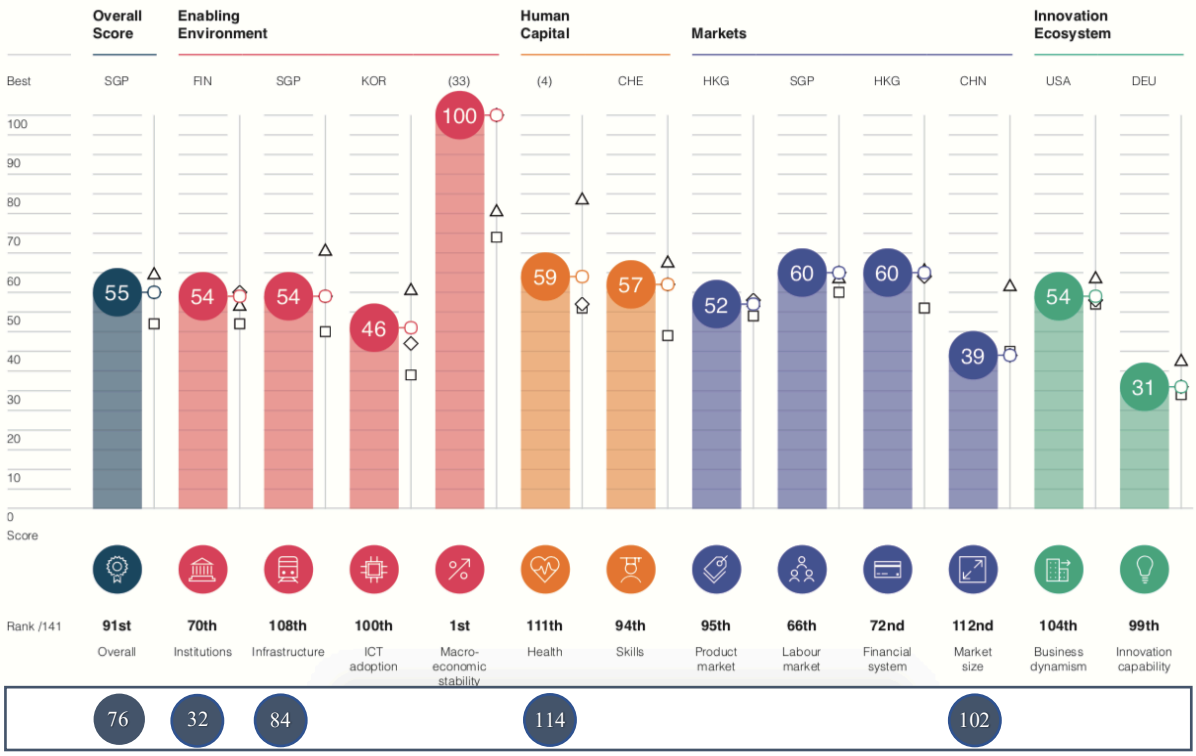
Tout d'abord, il faut un plan qui permettra au secteur privé de se développer au Botswana. Cette piste semble inévitable pour le Botswana s'il veut se prémunir d'une disparition des diamants et anticiper cet effet. En outre, le Botswana dispose d'atouts indispensables par rapport à d'autres pays qui sont parfois trop peu exploité. De fait, ce pays semble présenter des conditions favorables au développement industriel car il présente les caractéristiques principales que les entreprises recherchent : la stabilité économique et la bonne gouvernance de son gouvernement, une réglementation des changes très libérales, une économie orientée vers le marché ou encore un éventail de réductions fiscales envers certaines industries comme les entreprises manufacturières avec un taux réduit de 15 %.

Afin de comprendre plus en détails les points d'amélioration, nous allons nous basé sur deux indices mondialement connu : l'indice de compétitivité mondiale du « World Economic Forum » et le « Doing Business Indice » de la banque mondiale.

Depuis la crise de 2008, le gouvernement a investi dans ce secteur mais les progrès ne sont pas énormes. En effet, depuis 2008, le pays a même perdu des places dans l'indice de compétitivité mondiale passant en 2010 de la 76ème/141 à la 91ème/141 en 2019. Certes, l'indice Moubarak Lô reste bon pour le Botswana puisqu'il le place 3ème de l'Afrique Subsaharienne mais celui-ci reste stable.

Nous allons donc confondre les rapports de ces deux indices avec les facteurs déterminants identifiés précédemment. Voici donc le « mapping » actuel fait par le forum économique forum de 2019 sur le Botswana.

Graphique 37 : *Mapping du Botswana en 2019 concernant la compétitivité du pays par rapport au reste du monde selon l'indice de compétitivité mondial du World Economic Forum*



Sur ce graphique, plusieurs constats doivent être fait. Tout d'abord, sur le plan de l'écosystème économique, on remarque que le Botswana souffre d'avancées en termes d'infrastructure et de développement informatique. Ensuite, sur un plan social, on note une inéquation entre la force de main d'œuvre disponible et les besoins du marché. En outre, la taille du marché reste un problème régulier pour le Botswana avec un trop petit nombre de société privée. Enfin, le

dynamisme pour faire du business reste relativement lent au Botswana. L'encadré rajouté en bleu reprend les données de 2010 sur ces mêmes composantes. Comme nous pouvons le voir, la note globale a diminuée tout comme la note des institutions, des infrastructures ou encore la taille du marché. Nous allons maintenant vérifier ces analyses par le biais de notre deuxième indicateur : le « Doing Business Indice » de la banque mondiale. Nous allons dans un premier temps confronter ces données avec notre panel de pays pour ensuite terminer sur les indicateurs encore plus précis des efforts à mettre en place pour dynamiser ce secteur privé.

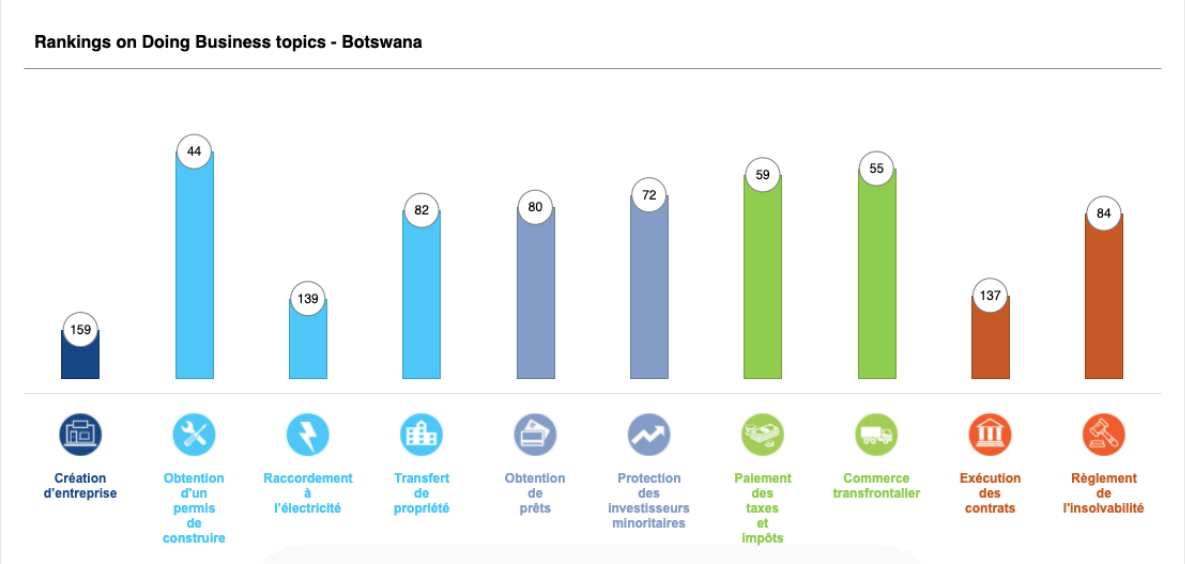
Graphique 38 : *Comparaison des composantes du « Doing Business Indice » de 2019 entre le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Sénégal, le Kenya, le Mozambique et l'Afrique du Sud*

Economie	Ranking Global	Création d'entreprise	Obtention d'un permis de construire	Raccordement à l'électricité	Obtention de prêts	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats
Kenya	56	129	105	70	4	1	94	117	89
Afrique du Sud	84	139	98	114	80	13	54	145	102
Botswana	87	159	44	139	80	72	59	55	137
Ghana	118	116	104	79	80	72	152	158	117
Sénégal	123	60	131	119	67	114	166	142	132
Mozambique	138	176	61	103	165	147	127	94	168
Éthiopie	159	168	142	137	176	189	132	156	67

Sur ce graphique, on constate que d'une manière générale, le Kenya est mieux classé que les autres pays pour trois raisons. Le pays favorise l'obtention des prêts, la rapidité et la simplification des exécutions des contrats et dispose d'une infrastructure développée. On remarque que le Botswana, comme nous l'avons dit précédemment, dispose de signaux assez positifs sur les aspects fiscaux et sur l'image qu'il donne vis à vis du commerce extérieur. Cependant, le constat est le même à propos des infrastructures. Ce problème majeure ne permet pas la création au sein du pays, la liaison entre les villes ou encore un approvisionnement efficace. Enfin, on note également un manque de dynamisme du coté business avec une lenteur très marqué quant à l'exécution des contrats. La graphique ci-dessous sur le cas précis du Botswana montre une nouvelle fois les problèmes de raccordement à l'électricité par exemple dont fait preuve le Botswana. Pour conclure cette analyse sur la nécessité de développer le secteur privé, le Botswana dispose des levier nécessaire pour doper ce secteur mais doit mettre la priorité sur le développement de ses infrastructures. De ce point découle beaucoup d'autres. Nous allons voir d'ailleurs dans la partie suivante ce que cette diversification économique réalisée par le biais entre autres du secteur privé via un développement de ses infrastructures

aura comme impact sur le commerce extérieur pour ensuite finir par observer son impact sur le chômage et donc une répartition des richesses plus égales.

Graphique 39 : *Mapping du Botswana en 2019 concernant les indicateurs de sa compétitivité selon le « Doing Business Indice »*



Pour conclure, le Botswana dispose déjà d'arguments pour diversifier son économie. Elle doit simplement maximiser les pratiques déjà mise en place tout en investissant massivement dans le développement de ses infrastructures. L'impact de celles-ci serait considérable à plusieurs égards. Tout d'abord, Comme expliqué lors de la partie 2 de ce mémoire, le Botswana importe une grande partie de son énergie et des denrées alimentaires via l'Afrique du Sud. Cette dépendance affaiblit sa position en Afrique Australe en plus de couter relativement cher au gouvernement sans couter qu'elle peut également paralyser le pays comme ce fut le cas en juillet 2017 ou je cite : « Résultat, le 8 juillet dernier, c'est tout le pays qui s'est retrouvé plongé dans le noir, privé d'électricité. » (Article Le Point 2017)

Ensuite, elle permettrait plus facilement la création d'entreprises privées au sein du pays tant en zone rural (secteur de l'agriculture par exemple ou du tourisme) qu'en zone urbaine (secteur des services ou activités de production de bien sophistiqués). Ce développement sera accéléré par la jouissance de traités déjà existant favorisant le commerce intra Afrique australe (SADC) mais aussi intra Afrique subsaharienne. De plus, le Botswana via ses projets d'infrastructures aériens, portuaires et chemins fer sera relié à deux océans (atlantique et indien) indispensables pour un commerce mondiale et diversifié.

Enfin, comme nous allons le voir lors des cas concrets ci-dessous, en plus des impacts économiques favorisant une croissance plus stable et solide, les impacts sur le volet politico-social sera positifs. En effet, on verra un gouvernement, face à une croissance démographique et un chômage en croissance, proposer un panel plus large d'emploi, mieux harmonisé réduisant ainsi d'une part le chômage chez les jeunes et d'autre part, diminuant des tensions grandissantes dans les zones rurales, zones se sentant parfois délaissée bien que réfractaire aux nouvelles technologies.

XII. Cas pratiques

Nous allons aborder 3 cas pratiques observés dans d'autres pays afin de voir dans quelles mesures certaines décisions ou pratiques peuvent être transposée au Botswana.

XII.1 L'inde et son industrie diamantaire

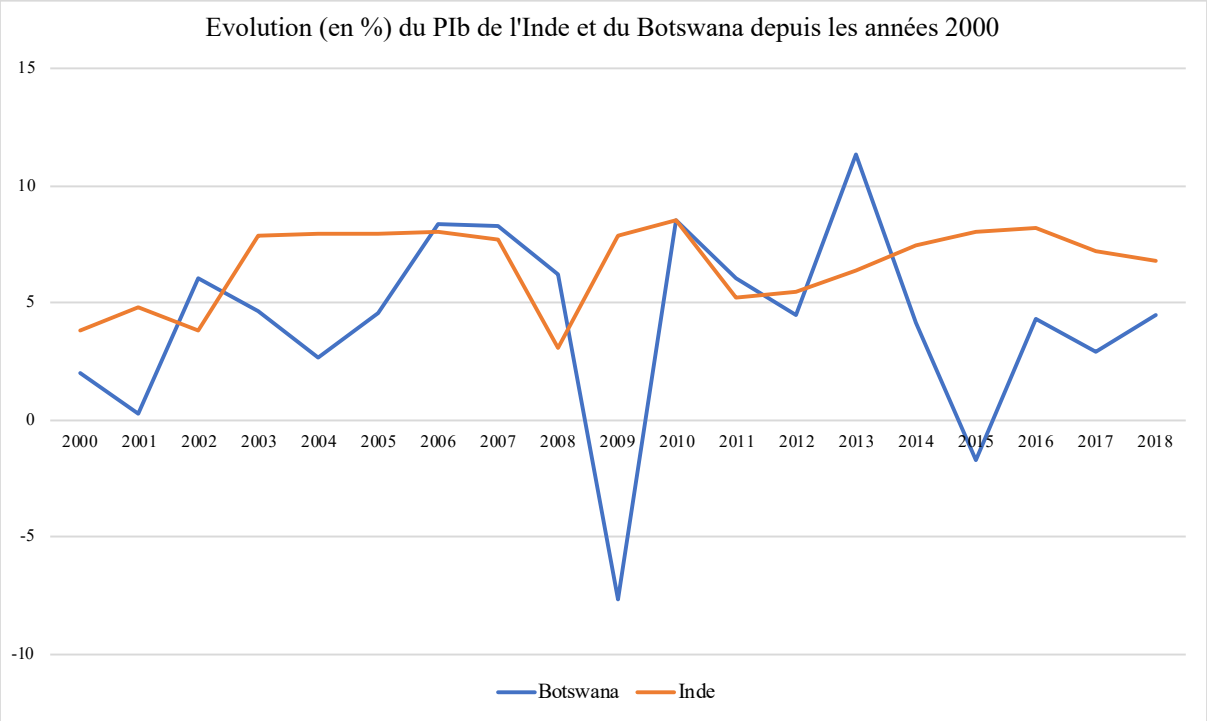
Nous avons décidé de prendre cet exemple tout simplement parce que l'Inde jouissait jadis de gisements de diamants et qu'il a réussi sa transformation de l'après diamants. Ce virage s'est amorcé vers la vers du XXème siècle. L'inde, premier pays des diamants, a décidé de basculer vers une sophistication de ces produits diamantaires. Le véritable changement est intervenu lorsque l'industrie indienne du diamant a investi massivement dans les nouvelles technologies au début des années 1990. La taille assistée par ordinateur a fait son apparition et le résultat fût plus que probant. Jamais les diamants n'avaient été aussi bien taillés, avec aussi peu de perte de matière. Soutenues par l'état indien, les sociétés diamantaires indiennes ont acheté de plus en plus de diamants bruts et ont pu proposer leurs pierres à des prix bien inférieurs à ceux des négociants anversois. Elles ont ainsi très vite dominé le marché. On remarque d'ailleurs sur le graphique ci-dessous que la quantité exportée n'a cessé de croitre alors que les gisements, eux, étaient épuisé. A contrario, le Botswana produit encore des diamants et peut donc préparer son avenir et mieux contrôlé sa chaine des valeurs. Comme nous pouvons le voir sur ce graphique, le volume de l'Inde a nettement plus progressé que celui du Botswana concernant l'exportation de diamants. Or, cette progression est accompagnée d'une diminution de la part qu'on les diamants dans les exportations totales mondiales de l'Inde. Nous observons l'inverse pour le Botswana puisque cette part est passée de 83 % en 2000 à plus de 90 % en 2018. C'est d'autant

plus dommage puisque comme l'indique le graphique, le Botswana dispose d'un avantage concurrentiel certain puisqu'il représente une grande partie de la production mondiale.

Graphique 40 : *Comparaison de la production de diamants entre l'Inde et le Botswana pour les années 2000 et 2018*

Pays	Année	Groupe de produits	Export (US$ Milliers)	Part du produit à l'export (%)	Avantage comparatif
Inde	2018	Pierre et verre	43.121.354,92	13,38	4
Inde	2000	Pierre et verre	8.290.139,82	19,57	6,37
Botswana	2018	Pierre et verre	5.961.665,45	90,7	21,79
Botswana	2000	Pierre et verre	2.305.906,48	82,98	13,6

Graphique 41 : *Évolution du PIB (en %) de l'Inde et du Botswana entre les années 2000 et 2018*

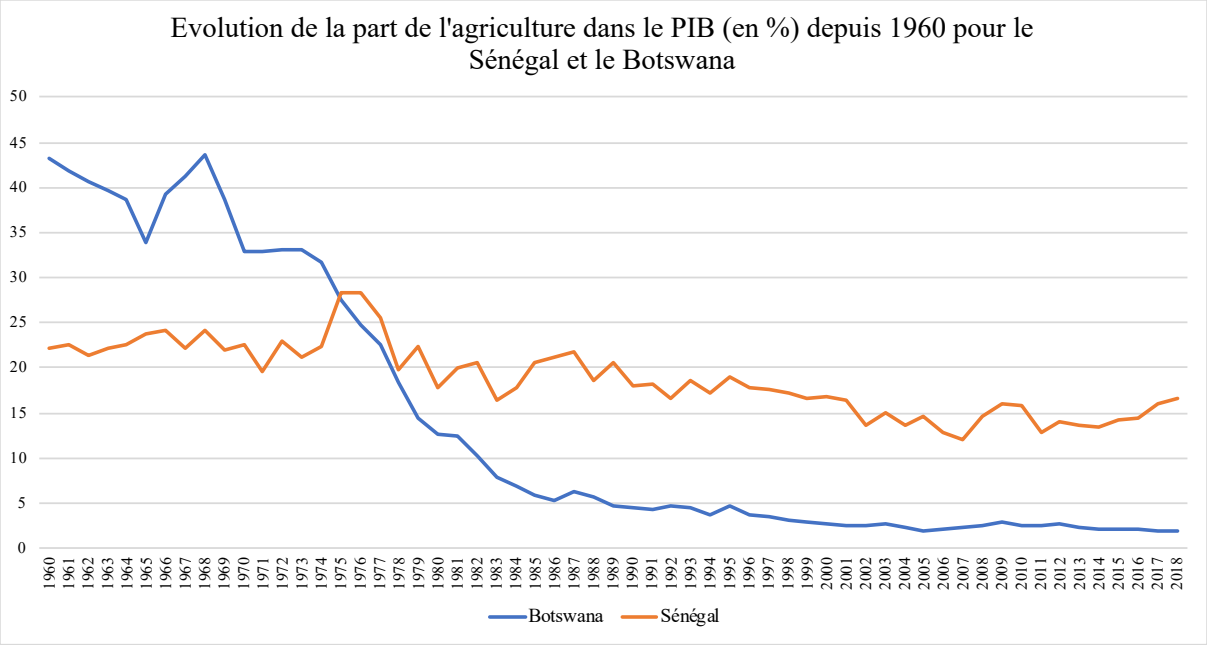


Enfin, on remarque que le diamant, bien qu'avec un nombre d'exportation en croissance, est devenu de moins en moins dépendant de cette ressource ce qui lui permet d'une part une forte progression de son PIB (cfr pays en développement avec la sophistication) et d'autre part une stabilité de croissance avec une courbe moins soumise à des pics dû à une demande élastique lors de crise économique par exemple. Certes, l'Inde en subit les effets mais ceux-ci sont nettement inférieurs à ceux subit par le Botswana qui lui est dépendant à 90 % de ses diamants.

XII.2 La Côte d'Ivoire et son agriculture

Le choix du Sénégal se justifie par le fait que ce pays misait énormément depuis les années 19060 sur son agriculture pour développer son PIB. Cependant, au l'inverse du Botswana, le gouvernement a décidé de redresser la barre et de ne pas laisser décroitre ce secteur. Comme nous pouvons le voir sur le graphique ci-dessous, la part de l'agriculture dans le développement de son PIB représente aujourd'hui 20 %. On remarque donc bien le fait que l'agriculture reste un moteur important et bien que cette part reste constante, elle contribue toujours de la même manière au développement de ce PIB malgré sa diversification.

Graphique 42 : *Évolution de le part du secteur agricole dans le PIB (en %) du Sénégal et du Botswana depuis 1960*



Cela a pour comme conséquence plusieurs choses. D'une part, le Sénégal dépense moins d'argent pour l'importation de ses denrées alimentaires. D'autre part, il est poursuit un double objectif : celui de l'autoconsommation pour maitriser une croissance démographique mais également un objectif de commercialisation avec une capacité de denrées alimentaires à l'exportation en croissance. En effet, comme nous l'indique le tableau Excel ci-dessous, le Sénégal a su maitriser sa capacité alimentaire malgré une croissance importante de sa population.

Graphique 43 : *Comparaison entre les importations et les exportations du Sénégal et du Botswana pour les années 2005 et 2018*

Pays	Année	Groupe de produit	Export (US$ Milliers)	Import (US$ Milliers)	Part Export (%)	Part Import (%)	Population
Senegal	2005	Nourriture	$ 423 552,69	$ 983 975,01	28,8	28,13	11.090.116
Senegal	2018	Nourriture	$ 1 117 488,31	$ 1 697 676,77	31,3	21,03	15.854.360
Botswana	2005	Nourriture	$ 114 140,14	$ 436 559,76	2,58	13,81	1.799.078
Botswana	2018	Nourriture	$ 117 736,02	$ 734 872,07	1,79	11,91	2.254.126
Coûts par importation/habitant					Croissance de la population entre 2005 et 2018		
Senegal	2005	Nourriture	$ 0,09				
Senegal	2018	Nourriture	$ 0,11		43%		
Botswana	2005	Nourriture	$ 0,24				
Botswana	2018	Nourriture	$ 0,33		25%		

Nous avons également choisit ce pays pour montrer qu'un gouvernement peut investir dans les infrastructures de son agriculture à différents niveaux malgré une pluviosité faible (700MM/an). Comme nous pouvons le voir, la part d'exportation est plus importante en 2018 et la part d'importation est plus faible. Bien que ce constat peut également être fait pour le Botswana, il est dans une mesure nettement inférieur. Nous avons dès lors choisit de calculer le cout par habitant des importations. Ce cout est donc naturellement répercuter sur le chiffre de la population de chaque pays. C'est de cette manière que nous obtenons un cout presque semblable par habitant malgré une croissance de 43 % de la population du Sénégal. En revanche, ce cout grimpe plus vite pour le Botswana alors que la croissance de sa population est de 23 %.

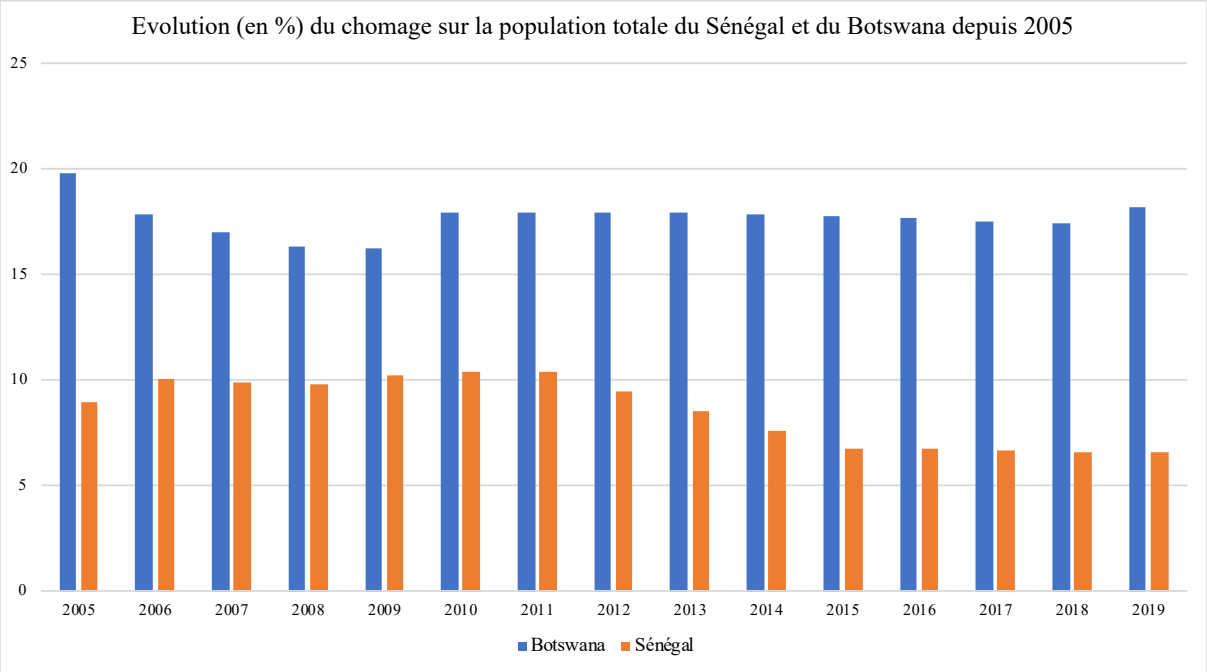
Pour réussir ce challenge, le Sénégal a miser sur deux choses : le développement de ses infrastructures tant terrestre qu'hydraulique ainsi que l'utilisation de la technologie pour augmenter l'efficacité de la production.

Début 2018, le Sénégal interpellait ses investisseurs leurs affirmant disposer des infrastructures nécessaire pour leurs permettre un développement serein. Le gouvernement soulignait d'ailleurs que les efforts avaient été considérable pour rattraper leurs retard et ainsi obtenir le fait que *« le Sénégal, avec une densité de 7,4 km pour 100 km2, soit 3,2 km de plus que la moyenne en Afrique»* tout en concluant son allocution en expliquant le fait que les infrastructures étaient est des piliers stratégiques du pays.

Parallèlement à cela, des investissements massifs ont été réalisé pour la mise en place de barrage et de forage visant ainsi à combler le déficit en eau pour l'agriculture. Enabel, agence de développement belge, participe à ses projets via l'implication également des membres de communautés rurales.

Enfin, depuis 2018, de jeunes « start-up » sénégalaise se lance dans l'agriculture intelligente. Celle-ci utilise la cartographie et la pulvérisation par le biais d'un drone, permettant ainsi une meilleure gestion de la production. Cette technologique permet de « *mieux cartographier les champs avec précision et permet (avec les données collectées dans les airs) de diagnostiquer (au sol) les parties qui ont moins ou pas produit.* »
On retrouve cette notion d'efficacité lorsque l'on analyse le rapport annuel de la Botswana Meat Corporation. Les abattoirs n'ont pas une efficacité constante notamment à cause du manque d'approvisionnement ou bien pour cause de maintenance lors des mois de janvier et décembre par exemple. Ce problème récurrent est présent dans les trois principaux abattoirs du pays.

Graphique 44 : *Évolution (en %) du chômage sur la population totale au Sénégal et au Botswana depuis 2005*



Enfin, ce graphique est là pour nous montrer l'importance que joue le secteur de l'agriculture pour le Sénégal dans la réduction de son taux de chômage. Dans la branche la plus touchée en Afrique subsaharienne et pour le Botswana, le chômage chez les jeunes entre 15 et 24 ans s'élève à 36%. Au Sénégal, celui-ci est de 8 %. Ensuite, comme nous le montre les chiffres relatifs au développement humains des Nations Unies, le taux d'emploi provoqué par l'agriculture est proche des 35 % en 2018.

XII3 Le Ghana et son chômage chez les jeunes, un autre exemple

La Brookings Institution préconise de la part des gouvernements nationaux des investissements massifs dans le secteur industriel, l'agriculture et le tourisme. Parallèlement à cela, le banque mondiale suggère quant à elle : *« une stratégie pour l'emploi qui accorde plus d'attention au développement rural. L'investissement dans l'agriculture ralentit l'exode rural des jeunes et les prépare au marché du travail. »*

C'est ainsi que le Ghana a lancé deux programmes ces dernières années :

- Programme intégré des politiques de développement économique et social (CSDP)
- la politique nationale de développement à moyen terme (NMTDPF).

On y retrouve plusieurs initiatives pour s'attaquer au fléau du chômage chez les jeunes, problème récurrent partout en Afrique. Le Ghana a donc décider de lutter contre le chômage chez les jeunes et l'exode rural via par exemple une initiative *« Planter pour nourrir et créer des emplois ».* On constate des lors qu'entre 2015 et 2019, le Ghana a enregistré une baisse de presque 5 %. De plus, lorsque l'on regarde le taux d'emploi pour le secteur de l'agriculture au Ghana, on remarque que celui-ci est très élevé puisqu'il atteint 40,7 % contre 26,2 % pour le Botswana en 2018 selon le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Cette stratégie permettrait au Botswana, en plus de se diversifier et d'avancer vers une meilleure autosuffisance, de lutter contre deux problèmes majeures comme nous l'avons vu précédemment que sont le taux élevé de chômage chez les jeunes et le faible développement de son monde rural. Sur les chiffres avancés concernant la réduction du taux de chômage en quatre ans, un peu moins de la moitié provient du secteur privé.

XII.4 L'Éthiopie est ses Diaspora Bond

Afin de favoriser les investissements extérieur et se soustraire à la dépendance qu'on les pays africains envers l'aide et la dette, l'Éthiopie s'est à son tour lancé dans la mise en place de « Diaspora Bond ». Cette alternative avait été créé par Israël pour permettre aux ressortissants extérieurs de pouvoir tout de même participer au développement de leur pays, malgré la distance.

Mais que sont les Obligations de la diaspora ?

Il s'agit d'obligations émises par un pays en direction de ses propres ressortissants établit à l'étranger, en vue de puiser dans ses actifs dans son pays de résidence. Ces titres constituent une alternative à l'emprunt sur le marché international des capitaux. Enfin, elles sont le plus souvent utilisées pour le financement de grand projet intervenant justement dans le développement des infrastructures. Le premier pays en Afrique à l'avoir proposé est justement l'Éthiopie. Au vue du succès rencontré, d'autres pays ont décidé de les proposer à leurs tours comme le Kenya ou le Ghana. Comme l'indique un article du point parut début 2019, les résultats sont assez intéressant. En effet, *« depuis les années 2000, seuls cinq pays, principalement en Afrique anglophone, ont émis des diaspora bonds : Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria et Rwanda. En 2017, le Nigeria a émis avec succès ses premiers bons : 300 millions de dollars dédiés aux projets d'infrastructure. »*

Cet apport massif d'argent a permis la réalisation de nombreux projets. L'impact est aussi perceptible dans le PIB et contribue également à attirer les investisseurs. Selon le FMI et la banque nationale d'Éthiopie, le montant des transferts de la diaspora éthiopienne est évalué à 5,5 milliards de dollars américains (6,9 % du PIB) pour l'année fiscale 2016/17. (Ethiopian Diaspora Trust Fund, 2019)

Ces fonds ont notamment servit à la construction du plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique ou encore à la reforestation de million d'hectare en Éthiopie.

Enfin, il nous faut avoir un regard critique puisque l'Éthiopie bénéfice d'une diaspora estimée à 3 milliards de personne à travers le monde. (Ethiopian Diaspora Trust Fund, 2019) En effet, la population éthiopienne est cinquante fois supérieur à celle du Botswana. Dès lors, il est légitime que les fonds récoltés seront inférieur. Cependant, lorsque l'on regarde le cas du Rwanda, qui a une population plus proche de celle du Botswana, (5fois supérieur) on constate que le pays vient de lever une dizaine de million pour un projet de logement à Kigali.

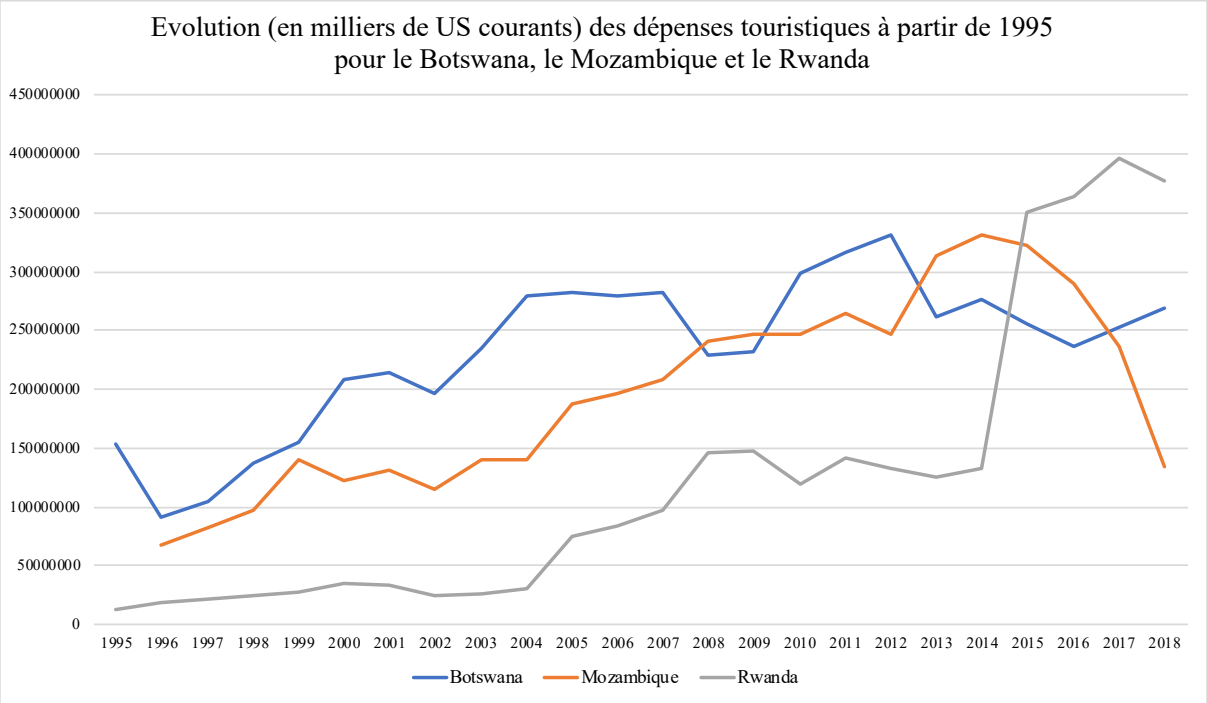
XII.5 Le Rwanda et son tourisme de luxe

La solution de se tourner vers le tourisme semble évident pour la plupart des pays africains. Cependant, il faut rester prudent lorsque l'on comparer leur vision, leur patrimoine et le segment sur lequel chaque pays se positionne. De par la complexité du monde rural, la spécificité du Botswana par rapport à sa faune et sa flore, il fallait prendre un pays qui se plaçait comme lui, à savoir sur le segment du tourisme de luxe ; c'est d'ailleurs le responsable marketing du tourisme botswanais qui le dit (Lien). En outre, ce pays sort d'un terrible génocide

ou il est impératif de relancer son économie tout en maitrisant le flux. Par ailleurs, il s'agit également d'un pays enclavé.

Enfin, une autre façon de lutter contre le chômage sera pour le Botswana de s'orienter vers le secteur touristique. Bien qu'il soit déjà présent sur celui-ci et plus particulièrement sur celui du tourisme de luxe, le pays pourrait utiliser davantage ses atouts, les développer ou encore de faciliter l'accès aux touristes. En effet, le potentiel est énorme et la création d'emploi pourrait s'en faire ressentir. « *En Afrique, 32,9 millions d'emplois seront créés grâce à l'industrie du tourisme et du voyage, d'ici les dix prochaines années. C'est ce qu'a annoncé le World Travel and Tourism Council (WTTC) dans son édition 2019 de l'impact économique du tourisme.* »

Graphique 45 : *Évolution (en milliers US Courants) des recettes liées aux dépenses touristiques depuis 1995 pour le Botswana, le Mozambique et le Rwanda*



Ce graphique montre la rapidité avec laquelle un pays peut générer des rentrées sur le secteur du tourisme de luxe. Bien que la comparaison se fasse avec le Rwanda, nous avons tout de même souhaiter montrer un autre pays ciblant également le tourisme de luxe. On remarque que tant le Mozambique que le Rwanda, jouissaient d'un faible niveau de rentrées pour réussir à dépasser le Botswana seulement 20 ans après en 2015. La chute des rentrées du Mozambique trouve sa cause majoritairement dans la montée en puissance de certains groupes terroristes fragilisant l'image du pays envers les touristes.

Nous allons dès lors nous interroger sur les mécanismes nécessaire au Rwanda pour cette croissance impressionnante. Selon notre étude, quatre axes majeures ont été suivis par le Rwanda, les voici :

1. Un développement des infrastructures : Depuis plusieurs années, le Rwanda arrive a augmenté sa visibilité et à gérer le flux d'entrants via le développement de ses aéroports. Fin de l'année passée, Qatar Airways acquiert 60 % du nouvel aéroport de Kigali. Avec sa compagnie RwandAir, le Rwanda dispose de plusieurs aéroports au sein du pays ainsi que de plusieurs lignes direct avec des aéroport comme Dubaï par exemple.
2. Une stratégique de publicité qui fait ses preuves : Deux de ses sponsorings m'ont particulièrement frappé étant un adepte du ballon rond. Dès la saison 2018, le Rwanda signait un accord avec le club de foot Arsenal afin d'accroitre sa visibilité en Angleterre. Les retombées furent si bonnes, *« D'après les dernières informations, l'accord avec Arsenal a permis d'augmenter énormément l'audience des comptes Visit Rwanda sur tous les réseaux sociaux* » que le pays a décidé de récidiver avec cette fois ci le club mondialement connu du Paris Saint Germain et ce jusque 2023.
3. Une ouverture au tourisme d'affaire : Selon les objectifs clairs du Rwanda, le pays a décidé de créer le Rwanda Convention Bureau, organisme qui s'occupe uniquement du tourisme d'affaires. Ce tourisme consiste en une industrie s'articulant autour des rencontres et évènements professionnels. Depuis 2013, le Rwanda a ciblé ce marché comme stratégique pour le développement du pays. Excepté l'Afrique du Sud, ils sont les deux seuls pays a jouir d'un organisme qui met en contact les entreprises et les opérateurs privés. En effet, selon le Rwanda Podium et les données de cet organisme, *« le retour sur investissement (ROI) de cette stratégie sectorielle est aujourd'hui palpable. En2017, ce sont près de 64 millions de dollars qui furent injectés dans l'économie rwandaise grâce à l'organisation de 169 rencontres internationales. Ce ROI connait une croissance supérieure à 10 %, car il s'élevait seulement à 37 millions de dollars en 2015 et à 47 millions de dollars en 2016. »*
4. Son ouverture internationale : Le dernier critère fait référence au VISA Openness Index. Le Rwanda occupe actuellement la 4ème place. Comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, le Rwanda dispose de tous les atouts nécessaire. D'une part, la facilité d'obtenir un VISA électronique si nécessaire mais non obligatoire. D'autre part, une série d'accord lui permettant une libre circulation des marchandises ou des personnes.

A titre de comparaison, le Botswana ne dispose d'aucun de ces accords et songe seulement depuis 2019 à la mise en place de ce système de VISA permettant aux touristes de pouvoir le faire une fois arrivé sur place.

Graphique 46 : *Classement des pays africains selon leur indice d'ouverture VISA réalisé par l'Union Africain et la banque Africaine du Développement*

Top performers and reformers, 2016-2019: innovations and AU initiatives

Country	Visa openness rank, 2019	Top 20 2019	↑	↑	eVisa available	Ratified AfCFTA	Joined SAATM	Signed PFMP
Angola*	34		●		●			●
Benin*	1	●	●		●		●	
Cabo Verde	8	●					●	
Botswana*	31			●			●	
Cameroon	44		●		●		●	
CAR	37		●				●	●
Chad	39		●			●	●	●
Comoros	14	●						●
Djibouti	17	●			●	●		●
Egypt	49		●		●	●	●	
Ethiopia*	18	●	●		●	●	●	
Gabon*	42		●		●	●	●	●
Gambia	20	●	●			●	●	●
Ghana*	5	●	●			●	●	●
Guinea	25		●			●	●	●
Guinea-Bissau	5	●			●			
Kenya	13	●	●		●	●	●	●
Madagascar	14	●			●			
Malawi	23		●					●
Mauritania	10	●				●		
Mauritius	12	●						
Mozambique	10	●					●	●
Namibia*	40			●		●		
Rwanda	4	●	●		●	●	●	●